

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

5 NOVEMBRE 1996

Questions
et
Réponses

Questions et Réponses — Sénat
Session de 1996-1997
Vragen en Antwoorden — Senaat
Zitting 1996-1997

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1996-1997

5 NOVEMBER 1996

Vragen
en
Antwoorden

SOMMAIRE

INHOUD

Un sommaire par objet est reproduit <i>in fine</i> du bulletin		<i>In fine</i> van het bulletin is een zaakregister afgedrukt
Premier ministre	1505	Eerste minister
Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications	1506	Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie
Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur	1513	Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken
Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur	1517	Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel
Vice-Premier ministre et ministre du Budget	1520	Vice-Eerste minister en minister van Begroting
Ministre de la Politique scientifique	—	Minister van Wetenschapsbeleid
Ministre de la Santé publique et des Pensions	1524	Minister van Volksgezondheid en Pensioenen
Ministre des Affaires étrangères	1526	Minister van Buitenlandse Zaken
Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes	1529	Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen
Ministre des Affaires sociales	1533	Minister van Sociale Zaken
Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises	1534	Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
Ministre des Transports	—	Minister van Vervoer
Ministre de la Justice	1535	Minister van Justitie
Ministre de la Fonction publique	1543	Minister van Ambtenarenzaken
Ministre de la Défense nationale	1545	Minister van Landsverdediging
Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre	1547	Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister
Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique	1549	Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

Questions auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire (Art. 66 du règlement du Sénat)

Vragen waarop niet werd geantwoord binnen de tijd bepaald door het reglement (Art. 66 van het reglement van de Senaat)

(Fr.): Question posée en français — (N.): Question posée en néerlandais

(Fr.): Vraag gesteld in 't Frans — (N.): Vraag gesteld in 't Nederlands

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications

Télécommunications

Question n° 83 de M. Loones du 25 septembre 1996 (N.):

Belgacom. — Notes de service en anglais.

Depuis un certain temps, de nombreuses instructions et notes (par exemple la communication d'arrêtés royaux nouveaux) sont transmises exclusivement en langue anglaise à tous les membres du personnel de Belgacom.

Il s'agit surtout des notes largement répandues parmi le personnel.

Ce n'est qu'à la demande expresse des membres du personnel que ces notes sont parfois traduites ultérieurement en néerlandais et en français et redistribuées.

J'aimerais poser les questions suivantes à l'honorable ministre:

1. Comment peut-on expliquer que des instructions et des notes soient diffusées uniquement en anglais à Belgacom?
2. Est-il légal que l'anglais soit utilisé à Belgacom comme langue de communication interne en plus du néerlandais et du français?
3. Quelles mesures l'honorable ministre compte-t-il prendre en vue de modifier cet état de choses à l'avenir?

Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur

Question n° 176 de M. Olivier du 18 septembre 1996 (N.):

Centrale nucléaire de Chooz (France). — Obligation d'information et mesures de sécurité vis-à-vis de la population belge.

La France mettra bientôt en service une nouvelle centrale nucléaire géante dans la ville de Chooz (Chooz B1). Étant donné sa situation géographique, cette centrale aura indéniablement un impact sur la sécurité de la population belge.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes à cet égard:

1. La population belge a-t-elle été informée suffisamment sur le fonctionnement de la nouvelle centrale nucléaire et les risques qu'elles peut soulever? Dans l'affirmative, de quelle manière l'a-t-on informée? Dans la négative, quand et comment l'informerait-on?
2. Y a-t-il une obligation (légale) d'organiser un exercice d'évacuation avec la participation de la population et, dans

Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

Telecommunicatie

Vraag nr. 83 van de heer Loones d.d. 25 september 1996 (N.):

Belgacom. — Engelstalige dienstnota's.

Sinds geruime tijd worden bij Belgacom vele werkopdrachten en nota's (bijvoorbeeld kennisgeving van nieuwe koninklijke besluiten) ééntalig in het Engels doorgestuurd aan alle personeelsleden.

Het betreft vooral die nota's die ruim verspreid worden onder het personeel.

Slechts op uitdrukkelijke vraag van de personeelsleden worden deze nota's soms achteraf vertaald naar het Nederlands en het Frans en opnieuw rondgestuurd.

Graag kreeg ik een antwoord op volgende vragen:

1. Hoe is het te verklaren dat werkopdrachten en nota's louter in het Engels worden verspreid bij Belgacom?
2. Is het wettelijk in orde dat het Engels bij Belgacom als interne communicatietaal wordt gebruikt, naast het Nederlands en het Frans?
3. Welke maatregelen zal de geachte minister nemen naar verandering van één en ander naar de toekomst toe?

Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

Vraag nr. 176 van de heer Olivier d.d. 18 september 1996 (N.):

Kerncentrale van Chooz (Frankrijk). — Informatieplicht en veiligheidsmaatregelen ten aanzien van de Belgische bevolking.

Binnenkort wordt in het Franse Chooz een nieuwe mastodont-kerncentrale opgestart (Chooz B1). Gezien de ligging van deze kerncentrale, heeft zij ongetwijfeld een repercussie op de veiligheid van de Belgische bevolking.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. Werd de Belgische bevolking reeds voldoende geïnformeerd over de werking en de mogelijke gevaren van de nieuwe kerncentrale? Zo ja, op welke wijze is dit gebeurd? Zo nee, wanneer zal dit gebeuren en op welke wijze?
2. Bestaat er een (wettelijke) verplichting om een simulatieoefening met de bevolking in geval van evacuatie te houden en zo

l'affirmative, quand cet exercice aura-t-il lieu? Dans la négative, va-t-on prendre, par mesure de sécurité, l'initiative d'organiser de toute façon un tel exercice?

3. Existe-t-il une obligation légale de distribuer des pilules d'iode à la population qui habite dans un certain rayon de la centrale? Dans l'affirmative, cette distribution a-t-elle déjà eu lieu et, si non, quand sera-t-elle organisée? Quelles sont les communes dont les habitants doivent recevoir ces pilules?

4. Les pompiers belges et les services de la protection civile belge qui sont basés à proximité de la centrale, disposent-ils de tenues adéquates pour lutter contre d'éventuels accidents nucléaires? Dans la négative, quand ces services disposeront-ils de ces tenues?

5. Nous espérons que l'État belge n'aura pas à supporter les frais liés à ce devoir d'information et aux mesures de sécurité qui s'imposent. Qui prendra ces frais à sa charge?

Question n° 177 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):

Transport de plutonium allemand vers l'Écosse via Ostende.

Selon Greenpeace, un camion allemand accompagné par un convoi militaire et surveillé ensuite par la gendarmerie belge, a fait passer, le 11 septembre 1996, plusieurs dizaines de kilos de plutonium d'Allemagne en Belgique d'où il a été transporté ensuite vers l'Écosse via l'aéroport d'Ostende. Le transport de plutonium et d'uranium a fait arrêt à Mol, sur le terrain de l'entreprise de déchets nucléaires Belgoprocess et de la société de transport Transnubel. Un porte-parole de Transnubel a déclaré au journal *De Morgen* que la société allemande dont venait le plutonium était responsable et que les conteneurs répondent en tous cas bel et bien aux exigences de sécurité. Le 12 septembre, le chargement dangereux fut transporté de l'aéroport d'Ostende vers l'usine de retraitement de Dounreay en Écosse. Des militants de Greenpeace réussirent à retenir l'avion un certain temps sur la piste, autrement dit, à approcher de l'avion sans entraves, alors que sa cargaison peut être utilisée pour la fabrication d'armes nucléaires.

L'honorable ministre sait-il que ce transport a eu lieu et a-t-il été informé de l'incident en question? Avec quelle régularité transporte-t-on du plutonium de l'Allemagne vers la Belgique et qu'en pense-t-on en tenant compte de la déclaration du porte-parole de Transnubel? Est-il prudent d'effectuer de tels transports? Est-il exact que le plutonium est stocké à Mol? Les conteneurs sont-ils suffisamment sûrs, même pour le transport aérien? Est-il exact que les mesures de sécurité nécessaires au transport en question ont laissé à désirer, en raison de la réussite de l'action des militants de Greenpeace? Quelles mesures l'honorable ministre envisage-t-il de prendre pour que de tels transports se fassent dans des conditions de sécurité optimales?

Question n° 178 de M. Loones du 25 septembre 1996 (N.):

Lutte contre les guêpes. — Tarification.

La lutte contre les guêpes, entre autres, fait partie des missions légales des services d'incendie. Différents tarifs sont appliqués en l'espèce par les divers services d'incendie ou les communes.

J'aimerais poser les questions suivantes à l'honorable ministre:

1. Quelles sont les dispositions légales qui réglementent la lutte contre les guêpes et autres insectes nuisibles?

2. Les communes et services d'incendie peuvent-ils tarifier librement l'exécution de cette mission légale?

Existe-t-il des directives à ce sujet?

Question n° 180 de M. Boutmans du 25 septembre 1996 (N.):

Entrave à la circulation. — Article 406 du Code pénal.

Lors des actions de sit-in, d'occupation de trains, etc., les services de police verbalisent souvent sur la base de l'article 406 du Code pénal entrave à la circulation). Le fait de mener une action n'est pourtant pas « méchant » en soi.

ja, wanneer zal die oefening gebeuren? Zo nee, zal dan uit veiligheidsoverwegingen toch het initiatief worden genomen tot het houden van een dergelijke oefening?

3. Bestaat er een (wettelijke) verplichting om aan de bevolking jodiumpillen te verstrekken in een bepaalde straal rond de centrale? Zo ja, is dit reeds gebeurd of wanneer zal dit gebeuren? Aan de inwoners van welke Belgische gemeenten moeten deze pillen worden verstrekt?

4. Beschikken de Belgische brandweerdiensten en Belgische diensten van de civiele bescherming in de nabijheid van de kerncentrale over aangepaste kledij om eventuele nucleaire ongevallen te bestrijden? Zo nee, wanneer zal deze kledij worden ter beschikking gesteld van deze diensten?

5. Naar wij mogen hopen vallen de kosten voor deze informatieplicht en veiligheidsmaatregelen niet ten laste van de Belgische overheid. Wie zal deze kosten betalen?

Vraag nr. 177 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):

Vervoer van Duits plutonium via Oostende naar Schotland.

Volgens Greenpeace vervoerde een Duitse vrachtwagen met militair konvooi, daarna bewaakt door de Belgische rijkswacht, op 11 september 1996 tientallen kilo's plutonium van Duitsland naar België, om dan via de luchthaven van Oostende naar Schotland te vliegen. Het transport met plutonium en uranium hield halt in Mol op het terrein van kernafvalfabriek Belgoprocess en transportbedrijf Transnubel. Aan de krant *De Morgen* verklaarde een woordvoerder van Transnubel: «Dat is de verantwoordelijkheid van het bedrijf in Duitsland waar het plutonium vandaan komt. De containers voldoen in ieder geval wel aan de veiligheidseisen.» Op 12 september werd de gevaarlijke lading getransporteerd vanuit de luchthaven van Oostende naar de opwerkingsfabriek in het Schotse Dounreay. Greenpeace-militanten slaagden erin op de luchthaven een tijdlang het vliegtuig tegen te houden met andere woorden het vliegtuig ongehinderd te benaderen. Dit terwijl de lading kan gebruikt worden voor de aanmaak van kernwapens.

Is de geachte minister op de hoogte van dit transport en het incident? Hoe regelmatig wordt plutonium uit Duitsland naar België vervoerd, de verklaring van de woordvoerder van Transnubel indachtig? Is dergelijk transport verantwoord? Is het juist dat het plutonium opgeslagen wordt in Mol? Zijn de containers voldoende veilig, ook voor luchttransport? Aan welke vereisten moeten dergelijke containers voldoen? Is het juist dat de beveiliging van dit transport te wensen overliet gezien de geslaagde actie van Greenpeace-militanten? Welke maatregelen voorziet de geachte minister om dergelijk transport optimaal veilig te laten verlopen?

Vraag nr. 178 van de heer Loones d.d. 25 september 1996 (N.):

Wespenbestrijding. — Vergoeding.

De bestrijding van onder meer wespen behoort tot de wettelijke taken van de brandweer. Door de diverse brandweerdiensten of gemeenten worden daarbij allerlei tarieven gehanteerd.

Graag kreeg ik een antwoord op volgende vragen:

1. Door welke wettelijk gereguleerde bepalingen wordt de bestrijding van wespen en ander ongedierte door de brandweer geregeld?

2. Kunnen de gemeenten en brandweerdiensten voor de uitvoering van deze wettelijke taak vrij hun tarieven bepalen?

Bestaan daarvoor richtlijnen?

Vraag nr. 180 van de heer Boutmans d.d. 25 september 1996 (N.):

Belemmering van het verkeer. — Artikel 406 van het Strafwetboek.

Bij sit-in-acties, treinbezettingen, en dergelijke wordt door de politiediensten vaak geverbaliseerd op grond van artikel 406 van het Strafwetboek (belemmeren verkeer). Nochtans is het voeren van een actie in beginsel niet « kwaadwillig ».

Lors des travaux parlementaires de la loi, qui a été adoptée après la grande grève de 1960-1961, on avait cependant mis l'accent sur le fait qu'elle ne visait pas les piquets de grève pacifiques; il faut donc estimer qu'il en va de même pour ce qui est des actions paisibles des mouvements pacifistes, des militants de l'environnement, etc.

L'honorable ministre partage-t-il le point de vue exposé ci-dessus? Si oui, n'est-ce pas à tort que les services de police — et notamment la gendarmerie — mettent parfois les manifestants en garde contre le fait que l'article 406 sera invoqué à l'égard de leur manifestation?

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur

Finances

Question n° 118 de M. Olivier du 18 septembre 1996 (N.):

Assurance chef d'entreprise. — Pension. — Déductibilité et caractère imposable.

Dans votre réponse à une question parlementaire du sénateur Capoen, du 25 juin 1992 (bulletin des *Questions et Réponses*, Sénat, n° 17, du 4 août 1992), vous affirmez qu'il ressort des dispositions de l'article 108, § 2 (art. 195, § 1^{er}, du nouveau Code 1992) du Code des impôts sur les revenus que, pour le choix approprié d'une des tables de conversion dont il est question aux numéros 44/391.57 du *Commentaire administratif du Code des impôts sur les revenus*, il y a lieu de se référer aux clauses du contrat d'assurance-vie.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes:

1. Envisageons le cas dans lequel, d'une part, un contrat d'assurance-vie, dont l'entreprise est bénéficiaire, garantit un capital de, par exemple, 3 500 000 francs, et d'autre part, une convention sous seing privé attribue une somme de 2 500 000 francs au dirigeant de l'entreprise. L'honorable ministre ne trouve-t-il pas qu'il y a, dans ce cas, une double imposition? D'abord, il est possible qu'une partie de la prime ne soit pas déductible en application de la règle des 80 p.c. parce qu'il y a lieu, comme vous l'avez indiqué dans votre réponse à la question parlementaire précitée, de tenir compte du capital garanti par le contrat d'assurance-vie puis, l'entreprise pourra, au moment de la liquidation du capital garanti par le contrat d'assurance-vie, être imposée sur la différence entre le montant du capital perçu et le montant de la pension promise qui aura été liquidée.

2. Pour ce qui est de l'application de la règle des 80 p.c., il faut considérer, en principe, qu'il y a lieu de tenir compte de la pension légale et, à cet égard, les services de contrôle se réfèrent, dans bien des cas, à la pension minimum qui s'élevait à 227 535 francs en 1994. Mais, comment faut-il procéder dans le cas où l'épouse aurait souscrit une assurance chef d'entreprise à un moment où l'on pouvait déjà affirmer avec certitude que sa pension serait pratiquement nulle ou en tout cas très modique parce que la carrière qu'elle aurait accompli serait trop courte (le mari perçoit en effet une pension normale ou peut percevoir une pension de ménage)? Ne faudrait-il pas tenir compte, dans ce cas, de la pension réelle à percevoir?

Question n° 119 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):

Cotisation sur les commissions secrètes. — Dispositions légales versus commentaire administratif.

La cotisation sur les commissions secrètes est régie par les articles 219 et 57 du CIR 92. Les règles légales précitées sont claires.

Parallèlement, le 219/3, 4^o, du *Com. IR* 1992 prévoit une dérogation à ces règles: la cotisation distincte spéciale ne s'applique

Bij de parlementaire bespreking van de wet — die na de grote staking van 1960-1961 tot stand kwam — werd er nochtans de nadruk op gelegd dat vreedzame stakingsposten niet bedoeld waren; in dezelfde zin moet men dan toch oordelen over vreedzame acties van vredesbewegingen, milieu-activisten, enz.

Is dit ook de mening van de geachte minister? Is het dan niet ten onrechte dat actievoerders soms uitdrukkelijk door politiediensten — met name de rijkswacht — gewaarschuwd worden dat artikel 406 tegen hun manifestatie zal worden ingeroepen?

Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

Financiën

Vraag nr. 118 van de heer Olivier d.d. 18 september 1996 (N.):

Bedrijfsleidersverzekering. — Pensioen. — Aftrek- en belastbaarheid.

In antwoord op de parlementaire vraag van senator Capoen van 25 juni 1992 (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Senaat, nr. 17, van 4 augustus 1992) stelt u dat uit de bepalingen van artikel 108, § 2 (oud wetboek, art. 195, § 1, van het Wetboek 1992) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voortvloeit dat voor de passende keuze van één van de omzettingstabellen waarvan sprake in nummers 44/391.57 en volgende van de *Administratieve Commentaar op het Wetboek van de inkomstenbelastingen* moet worden gesteund op de bepalingen van het levensverzekeringscontract.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. Meent de geachte minister dat er hier geen dubbele belastingdruk wordt geheven in volgend geval, waarbij het levensverzekeringscontract met begunstigde de vennootschap een kapitaal toekent van bijvoorbeeld 3 500 000 frank en de onderhandse overeenkomst een kapitaal toekent aan de bedrijfsleider van 2 500 000 frank? Enerzijds is het mogelijk dat een deel van de premie niet aftrekbaar is door de berekening van de 80 pct.-regel omdat volgens uw antwoord op vermeldde parlementaire vraag men rekening moet houden met het kapitaal volgens het levensverzekeringscontract en anderzijds bij uitbetaling van het levensverzekeringscontract de vennootschap belastbaar zal zijn op het verschil tussen het ontvangen kapitaal en de uitgekeerde pensioenbelofte.

2. Met betrekking tot de berekening van de 80 pct.-regel wordt gesteld dat moet rekening gehouden worden met het wettelijk pensioen, waarbij de controlediensten in vele gevallen rekening houden met het minimumpensioen, wat voor het jaar 1994 bijvoorbeeld 227 535 frank bedroeg. Hoe moet echter gerekend worden in geval de echtgenote een bedrijfsleidersverzekering afsluit, waarbij op het ogenblik van het afsluiten van het contract reeds met zekerheid kan gesteld worden dat haar pensioen (gezien de man een normaal pensioen ontvangt ofwel een gezinspensioen kan ontvangen) praktisch nihil of zeer weinig zal zijn wegens te weinig loopbaan? Dient hier dan geen rekening worden gehouden met het reële te ontvangen pensioen?

Vraag nr. 119 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):

Aanslag geheime commissielonen. — Wetsbepalingen versus administratieve commentaar.

De aanslag geheime commissielonen wordt geregeld door artikel 219 *juncto* 57 WIB 92. Voornoemde wettelijke regeling is duidelijk.

Daarnaast voorziet 219/3, 4^o, van de *Com. IB* 1992 in een afwijking hierop: de aanslag geheime commissielonen is niet van

pas aux sommes qui ont été taxées dans le chef des administrateurs ou associés. La cotisation distincte spéciale ne s'applique pas non plus lorsque la comptabilité de la société est adaptée.

Le lien entre les dispositions légales, d'une part, et celles du commentaire, d'autre part, n'est pas tout à fait clair.

— Les dispositions du commentaire sont contraires à la loi, laquelle est d'ordre public. C'est pourquoi les fonctionnaires ne peuvent pas les appliquer. Le contribuable ne peut pas exiger leur application.

— Bien que les dispositions du commentaire soient contraires à la loi, les fonctionnaires sont tenus de les appliquer si le contribuable le requiert. Ce dernier peut en exiger l'application en se fondant sur le « principe de confiance ».

— Les dispositions du commentaire ajoutent aux dispositions légales une appréciation en opportunité. Le fonctionnaire taxateur apprécie si la sanction de 300 p.c. est appropriée ou non.

Comment l'honorable ministre peut-il concilier les trois thèses ci-dessus et les expliquer ?

Sur quelle base repose l'appréciation en opportunité, ajoutée par les dispositions du commentaire aux dispositions légales ?

Question n° 121 de Mme Nelis-Van Liedekerke du 20 septembre 1996 (N.):

Douanes et accises. — Bureau d'Alost. — Transfert à Termonde.

Le projet de fermer le bureau de douane d'Alost et de le transférer à Termonde inquiète les entreprises de la région d'Alost-Ninove-Grammont et Zottegem.

La situation de cet important bureau de douane est, pour de nombreuses entreprises d'import-export de la région, un facteur important dans le calcul de leurs coûts. Les trajets jusqu'à Termonde et la perte de temps qui en découlera représenteront un nouveau supplément de coût.

Étant donné les problèmes croissants de compétitivité que connaissent les entreprises de la région, Alost est pour elles un lieu d'établissement idéal.

L'application éventuelle de la mesure précitée menacerait l'emploi local d'une trentaine de personnes, ce qui n'est pas raisonnable dans la conjoncture actuelle.

Où en est-on dans ce dossier ?

Quelles sont les raisons de ce transfert éventuel ?

Ministre de la Santé publique et des Pensions

Santé publique

Question n° 63 de Mme Dardenne du 25 septembre 1996 (Fr.):

Décharge d'Anton.

Les conditions d'exploitation de la décharge d'Anton fixées par la députation permanente au conseil provincial de Namur le 7 juillet 1981 (n° B40000) prévoyaient notamment que le dépôt d'immondices ne pouvait être effectué avant finition complète d'une couche imperméable au fond de la carrière. L'inspecteur de l'hygiène publique compétent à l'époque pour ces matières (RGPT) devait réceptionner ces travaux.

Les nombreuses analyses ont depuis prouvé l'inexistence de cette couche imperméable. Les conséquences écologiques et financières de ce manquement sont énormes.

toepassing wanneer de betrokken sommen in hoofde van bestuurders/vennoten worden belast. Evenmin kan de bijzondere aanslag worden gevestigd wanneer de boekhouding van de vennootschap wordt gecorrigeerd.

De verhouding tussen de wettelijke bepalingen enerzijds en deze in de commentaar anderzijds is niet helemaal duidelijk.

— De bepalingen in de commentaar gaan in tegen de wet, die van openbare orde is. De ambtenaren mogen ze daarom niet toepassen. De belastingplichtige kan hun toepassing niet afdwingen.

— Hoewel de bepalingen uit de commentaar tegenwettelijk zijn, moeten de ambtenaren ze verplicht toepassen indien de belastingplichtige daarom verzoekt. Deze laatste kan de toepassing ervan afdwingen door zich te beroepen op het « vertrouwensbeginsel ».

— De bepalingen in de commentaar voegen een opportuiniteitsbeoordeling toe aan de wettelijke bepalingen. De taxatie-ambtenaar beoordeelt zo of de 300 pct.-sanctie gepast is.

Hoe kan de geachte minister deze drie stellingen rijmen en verduidelijken ?

Waarop steunt de opportuiniteitsbeoordeling, toegevoegd door de bepalingen in de commentaar aan de wettelijke bepalingen ?

Vraag nr. 121 van mevrouw Nelis-Van Liedekerke d.d. 20 september 1996 (N.):

Douane en accijnzen. — Kantoor van Aalst. — Overbrenging naar Dendermonde.

De bedrijfswereld uit de regio's Aalst-Ninove-Geraardsbergen en Zottegem, maakt zich zorgen over plannen om het douanekantoor te Aalst te sluiten en over te brengen naar Dendermonde.

De ligging van dit belangrijk douanekantoor is voor vele import- en exportbedrijven uit de regio een belangrijke factor in de kostenberekening. Verplaatsingen naar Dendermonde en het hieraan verbonden tijdverlies zullen opnieuw een meerkost betekenen.

In het kader van de steeds moeilijker wordende concurrentiepositie van de bedrijven uit de regio is Aalst een ideale vestigingsplaats.

Door deze eventuele maatregel komt de lokale tewerkstelling van een 30-tal personen in het gedrang, wat in de huidige conjunctuur niet verantwoord is.

Wat is de stand van zaken in dit dossier ?

Welke is de motivering voor deze eventuele wijziging van vestigingsplaats ?

Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Volksgezondheid

Vraag nr. 63 van mevrouw Dardenne d.d. 25 september 1996 (Fr.):

Stort van Anton.

De voorwaarden voor de uitbating van de stortplaats te Anton, die op 7 juli 1981 werden vastgelegd door de bestendige deputatie van de provincie Namen (nr. B40000), hielden in dat geen afval mocht worden gestort vooraleer een ondoordringbare laag op de bodem van de steengroeve was aangebracht. De werken moesten worden opgeleverd aan de op dat ogenblik bevoegde inspecteur van volksgezondheid (ARAB).

Uit talrijke analyses is sedertdien gebleken dat die ondoordringbare laag niet werd aangebracht. De ecologische en financiële gevolgen hiervan zijn enorm.

L'honorable ministre peut-il me dire :

1. Si l'inspecteur de l'hygiène a réceptionné les travaux préalables;
2. Si un rapport a été transmis aux autorités compétentes à l'époque;
3. Quel est le contenu de ce rapport;
4. Au cas où ce contrôle n'aurait pas été effectué, si des sanctions ont été prises par les autorités, si oui, lesquelles, si non, pourquoi ?

Question n° 64 de Mme Dardenne du 25 septembre 1996 (Fr.):

Suspension d'un inspecteur inculqué de corruption.

Selon la revue *Incidences*, l'inspecteur de l'hygiène de la province de Liège a été inculqué en 1986 de corruption au terme d'une longue enquête du Comité supérieur de contrôle dans un dossier lié au trafic de déchets.

Quelques mois après, le ministre de tutelle le suspendait « dans l'intérêt du service » jusqu'à ce que la justice se soit prononcée.

Sauf erreur, il n'y a pas encore eu de procès.

L'honorable ministre peut-il confirmer ou infirmer les informations du journaliste et me dire :

1. Si l'inspecteur incriminé est toujours suspendu;
2. S'il continue depuis cette date à percevoir un salaire; de quel montant;
3. Pour quelles raisons l'inspecteur compétent en province de Liège a assisté à une réunion officielle sur le site de la décharge d'Anton, donc en province de Namur le 5 janvier 1981 ?

Ministre des Affaires étrangères

Question n° 81 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):

Influence croissante du nationalisme populaire dans le contexte international.

En juin de cette année a eu lieu la publication du rapport du Sipri (Institut international de recherches sur la paix de Stockholm). Il en ressort qu'au niveau mondial, l'influence des superpuissances sur la maîtrise des conflits et/ou la médiation entre parties en conflit s'amenuise. Les événements actuels montrent à leur tour que l'influence des États-Unis et des Nations unies sur les conflits qui secouent l'Irak baisse sensiblement.

On assiste donc à une nette évolution des choses. L'énumération des « grands conflits » de 1995, qui ignore bien des conflits (comme celui qui découle du problème basque en Espagne), montre de manière frappante que l'influence du nationalisme populaire va croissant. Des peuples qui sont réunis artificiellement dans les limites d'un État se mettent à défendre leurs propres droits. Le discours international continue à ne pas accorder suffisamment d'intérêt aux droits des peuples et à manifester un respect insuffisant pour la pensée nationaliste populaire.

L'honorable ministre aborde-t-il cette problématique dans le cadre des contacts qu'il a à l'étranger ?

L'honorable ministre respecte-t-il la présence de différents groupes de population à l'intérieur des frontières de certains États et agit-il en fonction de cette présence ?

L'honorable ministre fait-il sienne cette philosophie, quand, en tant que représentant d'un État dans lequel il y a également différents groupes de population, il débat avec ses collègues ministres européens de l'Europe des peuples ?

Kan de geachte minister mij zeggen :

1. Of de inspecteur van volksgezondheid de voorafgaande werken heeft gekeurd;
2. Of destijds een verslag werd toegestuurd aan de bevoegde autoriteiten;
3. Wat de inhoud van dat verslag is;
4. Indien die controle niet is gebeurd, of de autoriteiten sancties hebben getroffen; zo ja, welke; zo neen, waarom niet ?

Vraag nr. 64 van mevrouw Dardenne d.d. 25 september 1996 (Fr.):

Schorsing vaneeninspecteur die verdacht wordt van corruptie.

Volgens het tijdschrift *Incidences* werd de inspecteur van volksgezondheid van de provincie Luik in 1986 beschuldigd van corruptie na een lang onderzoek van het Hoog Comité van toezicht in een dossier dat verband houdt met een afvalzwendel.

Enkele maanden later werd hij door de toezichhoudende minister « in het belang van de dienst » geschorst, tot het gerecht een uitspraak zou hebben gedaan.

Als ik me niet vergis, is er nog steeds geen proces geweest.

Kan de geachte minister deze inlichtingen bevestigen of ontkennen en mij zeggen :

1. Of de betrokken inspecteur nog steeds is geschorst;
2. Of hij sedert die datum nog loon heeft ontvangen en hoeveel dit loon bedraagt;
3. Waarom de inspecteur die bevoegd is voor de provincie Luik heeft deelgenomen aan een officiële vergadering op de stortplaats van Anton, in de provincie Namen, op 5 januari 1981 ?

Minister van Buitenlandse Zaken

Vraag nr. 81 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):

Stijgende invloed van het volksnationalisme in de internationale context.

In juni van dit jaar werd het Sipri-rapport voorgesteld waaruit bleek dat er een dalende invloed is van de supermachten op de conflictbeheersing en/of -bemiddeling in de wereld. Ook vandaag wordt nog maar eens bewezen dat de invloed van de Verenigde Staten en de Verenigde Naties op de conflicten in Irak fel afneemt.

Er is dus duidelijk een verschuiving aan de gang. Bij de opsomming van de « grote conflicten » in 1995, waarbij heel wat conflicten ontbreken (denken we maar aan de strijd van de Basken in Spanje), valt het op dat er een stijgende invloed is van het volksnationalisme. Volkeren die kunstmatig worden verenigd binnen staatsgrenzen komen op voor hun eigen rechten. Nog steeds gaat er in het internationale discours te weinig aandacht naar de volkerenrechten en wordt er te weinig respect opgebracht voor het volksnationalistisch denken.

Heeft de geachte minister in zijn buitenlandse contacten oog voor deze problematiek ?

Respecteert de geachte minister de aanwezigheid van verschillende bevolkingsgroepen binnen bepaalde staatsgrenzen en handelt hij hier ook naar ?

Maakt de geachte minister zich op Europees vlak deze filosofie eigen wanneer hij in de EU met zijn collega-ministers debatteert over het Europa der volkeren als vertegenwoordiger van een Staat waarbinnen eveneens verschillende bevolkingsgroepen aanwezig zijn ?

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Question n° 53 de M. Erdman du 25 septembre 1996 (N.):

Étudiants jobistes. — 1996.

L'honorable ministre pourrait-elle me dire combien d'étudiants jobistes ont été occupés sous contrat pendant la période de vacances en 1996?

Pourrait-elle également ventiler ce chiffre:

- a) Par région (côte et autres lieux de villégiature ou villes et régions rurales);
- b) Et, éventuellement, par secteur d'activité (horeca, industrie, administration, etc.)?

Question n° 54 de Mme Sémer du 27 septembre 1996 (N.):

Discrimination entre des postulants sur la base du critère de l'âge.

En réponse à une question parlementaire de Mme Creyf (bulletin des *Questions et Réponses*, Chambre, 1995-1996, p. 1098), vous avez déclaré que le Conseil des ministres du 13 octobre 1995 avait marqué son accord pour reprendre, dans un projet de loi, le principe de l'interdiction, via des règles impératives, de discriminer des candidats éventuels sur la base de conditions d'âge.

1. L'honorable ministre pourrait-elle dire si l'on dispose déjà d'un avant-projet de loi en la matière?
2. L'honorable ministre pourrait-elle dire quand ce projet de loi sera examiné en Conseil des ministres ou quand il sera déposé à la Chambre des représentants?
3. Quel sera le contenu dudit projet de loi?

Question n° 55 de Mme Dua du 27 septembre 1996 (N.):

LETS.

Les systèmes LETS (Local Exchange and Trade Systems - Systèmes d'échange local) ont de plus en plus de succès.

Ces systèmes constituent une forme moderne, d'inspiration écologique, de l'antique système du troc: le vendeur preste un service pour une personne donnée qui, en échange, fournit une prestation de même valeur, sans que l'opération ne fasse l'objet de compensations financières.

Au niveau local, les échanges s'effectuent au sein d'un groupe et les services échangés sont centralisés.

Ces systèmes visent avant tout à convertir, sur une base volontaire, le temps libre en un revenu en nature. Ils contribuent aussi à encourager les contacts sociaux au niveau local.

Les systèmes susvisés posent cependant un problème pratique, car leur situation sur le plan légal n'est pas clairement définie.

L'honorable ministre pourrait-elle répondre aux questions suivantes:

1. Dans quelle mesure les demandeurs d'emploi peuvent-ils participer aux activités de ces LETS? Pourrait-on considérer ces activités comme une forme de travail au noir, de sorte que les chômeurs qui y prennent part se verraient exposés à des sanctions?
2. Les prestations de travail (non rémunérées) effectuées dans le cadre des LETS sont-elles soumises à la taxe sur la valeur ajoutée?
3. L'honorable ministre juge-t-elle nécessaire de donner une base légale à cette nouvelle forme de prestation réciproque de services? A-t-elle préparé des initiatives dans ce sens?

Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

Vraag nr. 53 van de heer Erdman d.d. 25 september 1996 (N.):

Jobstudenten. — 1996.

Kan de geachte minister het aantal opgeven van de contracten-jobstudenten voor de vakantieperiode 1996?

Is het mogelijk dit aantal eventueel op te splitsen volgens:

- a) Streek (kust en andere vakantieoord, of steden en landelijke gebieden);
- b) Eventueel volgens activiteitssector (horeca, industrie, administratie en andere)?

Vraag nr. 54 van mevrouw Sémer d.d. 27 september 1996 (N.):

Discriminatie van sollicitanten op grond van leeftijd.

Op een vraag van mevrouw Creyf in verband met het vermelden van een leeftijdsgrens in vacatures (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Kamer, 1995-1996, blz. 1098) antwoordde u dat de Ministerraad op 13 oktober 1995 instemde om het verbieden via afdwingbare regels van de discriminatie van mogelijke sollicitanten op grond van leeftijdsvoorwaarden op te nemen in een wetsontwerp.

1. Kan de geachte minister mij meedelen of er reeds een voorontwerp beschikbaar is?
2. Wanneer zal dit ontwerp in de Ministerraad besproken worden of ingediend worden bij de Kamer van volksvertegenwoordigers?
3. Kan de geachte minister mij de inhoud van dit ontwerp schetsen?

Vraag nr. 55 van mevrouw Dua d.d. 27 september 1996 (N.):

LETS.

Tegenwoordig hebben de zogenaamde LETS (Local Exchange and Trade Systems) meer en meer succes.

Het gaat hier om een moderne en ecologisch geïnspireerde uitbouw van de aloude ruilhandel: een dienst wordt geleverd door een bepaald persoon in ruil voor een evenwaardige wederdienst, zonder dat daar financiële compensaties aan verbonden zijn.

Plaatselijk organiseren de LETS zich in groep met een centrale regeling van deze ruildiensten.

De bedoeling is in de eerste plaats om vrije tijd op een vrijwillige basis in inkomen in natura om te zetten, waarbij ook de sociale buurtcontacten bevorderd worden.

Er stelt zich echter een probleem in de praktijk, vermits er geen duidelijkheid bestaat over de wettelijke situatie van dergelijke LET-systemen.

Graag had ik een antwoord gekregen op volgende vragen:

1. In hoeverre kunnen werkzoekenden deelnemen aan de activiteiten van dergelijke LETS? Kan dit beschouwd worden als zwartwerk waardoor de werkloze participanten aan een LET-initiatief een sanctionering riskeren?
2. Blijven deze (kosteloze) arbeidsprestaties onderworpen aan de belastingen op de toegevoegde waarden?
3. Is de geachte minister van oordeel dat deze nieuwe vorm van onderlinge dienstverlening een wettelijke basis vereist en worden op dit terrein initiatieven voorbereid?

Ministre des Affaires sociales

Question n° 72 de M. Erdman du 25 septembre 1996 (N.):

Étudiants jobistes. — Revenus, allocations familiales et cotisations sociales.

Comme les déductions fiscales pour personnes à charge sont soumises à un régime très spécifique basé sur un plafond de revenus dont le calcul ne prend pas en compte le montant des allocations familiales légales, l'honorable ministre pourrait-elle répondre aux questions suivantes relatives au régime en vigueur pour les étudiants jobistes :

1. Les revenus d'un étudiant jobiste influenceront-ils le montant des allocations familiales légales qui sont versées à ses parents ? Existe-t-il un plafond dont le dépassement entraînerait la perte des dites allocations pour la période durant laquelle l'étudiant a travaillé ? Dans la négative, les revenus des étudiants jobistes peuvent-ils être cumulés sans limite avec les allocations familiales ?

2. Quel est le régime en vigueur pour les cotisations sociales à percevoir sur les revenus des étudiants jobistes ? Ces revenus sont-ils entièrement exonérés de cotisations ? Dans la négative, l'administration doit-elle prendre certaines limites en considération ? A-t-on cherché à calculer dans quelle mesure les salaires des étudiants jobistes entraînent un manque à gagner théorique sur le plan des cotisations sociales ?

Ministre des Transports

Question n° 64 de M. Anciaux du 25 septembre 1996 (N.):

SNCB. — Monopole.

Aux Pays-Bas, le monopole des *Nederlandse Spoorwegen* (NS), qui existait depuis 1938, a récemment été cassé. La société privée *Lovers Rail* s'est en effet employée à faire rouler un train quatre fois par jour sur la ligne Amsterdam-IJmuiden. Il n'est pas question de concurrence entre les NS et *Lovers Rail*, puisque la société privée développe ses activités sur un tronçon où ne roulent plus de trains de voyageurs depuis 1983, année où les NS ont supprimé ledit tronçon parce qu'il n'était plus rentable. Manifestement, *Lovers Rail* pense différemment. Jusqu'à présent, c'est la première entreprise qui profite de la libéralisation du réseau ferroviaire, laquelle est la conséquence de directives européennes. Toute personne qui répond à certaines conditions de sécurité peut exploiter un service ferroviaire sur le réseau ferroviaire néerlandais. La liaison qui est désormais opérationnelle a été réalisée assez rapidement. Ce n'est qu'en avril qu'une demande pour un service ferroviaire a été introduite auprès de l'organisation responsable du réseau ferroviaire, Railnet.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes :

1. Une société privée a-t-elle déjà fait au ministre ou à un des services pour lesquels il est compétent une proposition similaire à l'exemple néerlandais ?

2. Pense-t-il que certaines liaisons ferroviaires, qui ont été supprimées dans le passé pour des raisons d'économie, pourraient malgré tout être éventuellement rentables à l'heure actuelle ? Envisage-t-on de prendre des mesures qui tiennent compte de la modification éventuelle des circonstances ?

Minister van Sociale Zaken

Vraag nr. 72 van de heer Erdman d.d. 25 september 1996 (N.):

Jobstudenten. — Inkomsten, kinderbijslagen en sociale bijdragen.

Rekening houdend met de zeer specifieke regeling inzake fiscale aftrek voor personen ten laste, waarbij een maximum bedrag van inkomsten ter zake geldend is en geen rekening wordt gehouden met de wettelijke kinderbijslagen bij de berekening ervan, kan de geachte minister mij de huidige regeling mededelen met betrekking tot jobstudenten, namelijk :

1. Hebben de inkomsten van een jobstudent al of niet een invloed op de wettelijke kinderbijslagen die aan zijn ouders worden uitgekeerd ? Bestaan er bepaalde limieten die eventueel een uitsluiting van kinderbijslag voor de tewerkgestelde periode met zich zou meebrengen of zijn de inkomsten voor jobstudenten onbeperkt cumulatief met kinderbijslagen ?

2. Welk is de huidige regeling met betrekking tot sociale bijdragen inzake de inkomsten van jobstudenten ? Zijn deze volledig vrijgesteld of zijn er desbetreffende ook bepaalde limieten die eventueel in aanmerking dienen genomen te worden ? Heeft men in dat verband eventueel bepaalde berekeningen om uit te maken in hoeverre de inkomsten verworven door jobstudenten al of niet een theoretisch verlies aan sociale bijdragen betekenen ?

Minister van Vervoer

Vraag nr. 64 van de heer Anciaux d.d. 25 september 1996 (N.):

NMBS. — Monopolie.

In Nederland is het sinds 1938 bestaande monopolie van de Nederlandse Spoorwegen (NS) sedert kort doorbroken. De privé-maatschappij *Lovers Rail* heeft er immers voor gezorgd dat op de route Amsterdam-IJmuiden viermaal daags een trein rijdt. Er is geen sprake van concurrentie tussen de NS en *Lovers Rail* aangezien de privé-maatschappij haar activiteiten ontplooit op een route waar sinds 1983 geen reizigerstreinen meer rijden. Dit stuk spoorlijn werd door de NS in 1983 afgesloten omdat het niet langer rendabel was. *Lovers Rail* denkt daar blijkbaar anders over. *Lovers Rail* is momenteel het eerste bedrijf dat gebruik maakt van de liberalisering van het spoorwegnet, die het gevolg is van Europese richtlijnen. Iedereen die aan bepaalde veiligheidsvoorschriften voldoet, mag een treindienst beginnen op het Nederlandse spoorwegnet. De nu operationele verbinding is er vrij snel gekomen. Pas in april is een aanvraag voor een treindienst ingediend bij de organisatie die verantwoordelijk is voor het spoorwegnet, Railnet.

Van de geachte minister zou ik graag op de volgende vragen een antwoord hebben gekregen :

1. Is hij of zijn diensten waarover hij bevoegd is reeds door een privé-maatschappij benaderd geweest met een aan het Nederlandse voorbeeld gelijkaardig voorstel ?

2. Meent hij dat bepaalde treinverbindingen, die in het verleden in het kader van besparingen werden afgesloten, eventueel toch rendabel zouden kunnen zijn op dit moment ? Om welke lijnen gaat het hier ? Overweegt hij stappen te ondernemen om op deze eventuele gewijzigde omstandigheden in te spelen ?

Ministre de la Justice

Question n° 204 de M. Verreycken du 18 septembre 1996 (N.):

Collaboration de magistrats à des émissions télévisées de tribune politique.

Le lundi 9 septembre, la BRTN a cédé l'antenne à un programme de tribune politique, en l'espèce, du SOM (Socialistische Omroep).

Dans ce programme, l'on a donné la parole à une personne qui est magistrat selon les sous-titres. Il s'est avéré qu'il s'agissait d'un conseiller près la Cour d'appel de Gand. À un moment où l'on souligne de plus en plus la nécessité de dépolitiser la magistrature, j'estime quand même devoir poser des questions sur la participation d'un conseiller à une émission de tribune politique.

Je suppose que les magistrats doivent éviter tout ce qui pourrait susciter la moindre impression de partialité, pour ne pas risquer d'entacher d'avance de partialité les appréciations et les jugements qu'ils seraient appelés à prononcer par la suite.

1. L'honorable ministre estime-t-il opportun qu'un magistrat participe à une émission de tribune politique ?

2. Existe-t-il des instructions attirant l'attention de la magistrature sur le fait qu'elle est tenue à la plus stricte impartialité ? Le cas échéant, peut-il me fournir une copie de ces instructions ?

Question n° 205 de M. Olivier du 18 septembre 1996 (N.):

Fonds spécial de l'État pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. — Paiement des frais d'enterrement.

La section II de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres (*Moniteur belge* du 6 août 1985) a créé un fonds spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

L'article 31, § 2, de la loi précitée prévoit que, si la victime est décédée des suites de cas fortuit de violence, les personnes qui, au moment du décès, étaient à sa charge, peuvent demander une aide à charge de l'État lorsqu'à la suite de cet acte de violence, elles se trouvent dans une situation matérielle grave. Dans ce cas, les conditions prévues au § 1^{er}, 1 à 3, doivent néanmoins être remplies (l'on doit ne pas pouvoir obtenir le paiement de dommages-intérêts par le délinquant, ne pas tomber à charge d'un régime de sécurité sociale et s'être constitué partie civile).

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Envisage-t-il d'adapter la loi de manière que les parents dont les enfants ont été victimes intentionnels de violence et sont décédés des suites de ces actes de violence puissent obtenir le paiement de dommages et intérêts destiné à couvrir les frais d'enterrement (et ce, indépendamment de la somme qui leur a été versée dans le cadre du régime de l'assurance-maladie-invalidité et qui est d'à peine quelques milliers de francs) ?

2. Les parents d'enfants qui ont été victimes d'actes intentionnels de violence dans le passé peuvent-ils, en attendant cette modification rétroactive de loi obtenir malgré tout, à charge de ce fonds, une indemnité couvrant les frais d'enterrement ?

Question n° 206 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):

Sectes axant leur action sur des enfants.

En Belgique, il existe diverses sectes qui opèrent (notamment) par l'intermédiaire d'enfants. Depuis le début des années 80, la secte «Sahaya Yoga» recrute des adeptes dans notre pays, et elle compte déjà une centaine de disciples, surtout en Flandre. La commission d'enquête parlementaire sur les sectes a déjà décrit cette secte comme étant «l'une des plus dangereuses du pays».

Minister van Justitie

Vraag nr. 204 van de heer Verreycken d.d. 18 september 1996 (N.):

Medewerking van magistraten aan TV-uitzendingen door derden.

Op maandag 9 september, werd op de BRTN ruimte gemaakt voor een programma van de politieke derden, *in casu* de SOM, Socialistische Omroep.

In dit programma kwam een persoon aan het woord die blijkens de ondertiteling magistraat was. Het bleek hier inderdaad te gaan om een raadsheer bij het Hof van beroep te Gent. In deze tijd waarin steeds nadrukkelijker wordt gewezen op een noodzakelijke depolitiserende van de magistratuur meen ik toch vragen te moeten stellen bij het optreden van een raadsheer in een partij-politieke uitzending.

Ik neem aan dat magistraten alles moeten vermijden wat zelfs nog maar de indruk van partijdigheid kan wekken teneinde de bevestigende oordelen die zij later nog zullen moeten uitspreken niet op voorhand reeds te bezwaren met de mogelijkheid van partijdigheid.

1. Meent de geachte minister dat het opportuun is dat een magistraat deelneemt aan een partij-politieke uitzending ?

2. Bestaan er instructies die de magistratuur erop wijzen dat ze tot de meest strikte onpartijdigheid gehouden zijn ? Kan u mij in voorkomend geval een afschrift van deze instructies bezorgen ?

Vraag nr. 205 van de heer Olivier d.d. 18 september 1996 (N.):

Bijzonder fonds tot hulp van de Staat aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden. — Betaling van begrafeniskosten.

In afdeling II van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1985) werd een bijzonder fonds opgericht tot hulp van de Staat aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

In artikel 31, § 2, van deze wet wordt bepaald dat in geval het slachtoffer ten gevolge van een dergelijk ongelukkig toeval komt te overlijden, de nabestaanden die op dit ogenblik ten zijne laste waren, een hulp ten laste van de Staat kunnen aanvragen, indien zij zich ingevolge van deze gewelddaad in een ernstige materiële noodtoestand bevinden. In dit geval moet wel aan een aantal wettelijke voorwaarden voldaan zijn (men moet van de dader geen schadevergoeding kunnen bekomen, op geen sociale-zekerheidsregeling kunnen terugvallen en zich ook burgerlijk partij hebben gesteld).

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen :

1. Overweegt hij de wet in die zin aan te passen zodat aan de ouders wiens kinderen het slachtoffer zijn geworden van opzettelijke gewelddaden en aan de gevolgen van deze gewelddaden zijn overleden, uit dit fonds een vergoeding kan worden uitbetaald om de begrafeniskosten te dekken (en dit ongeacht de som die hen werd uitbetaald in het stelsel van de ziekte- en invaliditeitsverzekering en die amper enkele duizenden franken bedraagt) ?

2. Kan aan de ouders van kinderen, die in het verleden het slachtoffer zijn geworden van opzettelijke gewelddaden, in afwachting van deze wetswijziging met retro-actieve werking, toch nog een vergoeding uit dit fonds worden uitbetaald om de begrafeniskosten te dekken ?

Vraag nr. 206 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):

Sekten die zich op kinderen richten.

In België zijn verschillende secten actief die (o.a.) opereren via kinderen. Sinds begin van de jaren 80 rekruteert de secte «Sahaya Yoga» in ons land en kent vandaag reeds een honderdtal volgelingen, vooral in Vlaanderen. De parlementaire onderzoekscommissie betreffende de secten heeft deze secte reeds omschreven als «één van de gevaarlijkste van ons land».

— Outre cette «description», qu'a fait la commission d'enquête parlementaire pour lutter contre cette secte ?

— Combien cette secte a-t-elle déjà emmené d'enfants belges à l'étranger pour leur y faire subir une formation de «soldat de Sahaya Yoga» ?

— La commission d'enquête parlementaire connaît-elle d'autres sectes axant leur action sur des enfants soit pour recruter des membres soit pour recruter les enfants eux-mêmes ?

— La commission d'enquête parlementaire va-t-elle s'intéresser prioritairement aux sectes de ce type dans le cadre de la lutte contre le commerce des enfants ?

L'information qui m'est parvenue à propos de la méthode déjà largement utilisée en Allemagne par l'Église de scientologie me rend également très inquiet. L'Église de scientologie essaierait d'inciter les parents, par l'intermédiaire de leurs enfants, à suivre des séminaires (payants) les rendant à même de mieux protéger leurs enfants contre un certain nombre d'influences négatives émanant de la société. Les adresses de parents sont rassemblées par des vendeurs de poupées qui viennent proposer leurs jouets dans des crèches, des bourses de jouets, etc. Il existerait un lien direct entre les marques de jouets «Kumquats» et «Lucky Toys» et la «Commission pour les crimes de la psychiatrie contre les droits de l'homme», qui dépend de l'Église de scientologie.

Le climat qui s'est développé dans notre pays depuis la terrible découverte des méfaits de la bande Dutroux est propice à l'utilisation de ce genre de méthodes de recrutement qui sont utilisées par les sectes en question. Les parents sont choqués par les événements et se posent de nombreuses questions au sujet de la sécurité de leurs enfants; ils se demandent comment ils peuvent les protéger. C'est l'occasion rêvée pour les sectes d'organiser des séminaires à ce sujet.

— L'honorable ministre sait-il si cette méthode de recrutement est déjà utilisée aussi dans notre pays ?

— Vend-on en Belgique des jouets des marques «Kumquats» et «Lucky Toys» ?

— Existe-t-il d'autres marques de jouets qui, dans notre pays, ont des liens avec l'organisation Scientology ?

— L'honorable ministre s'occupera-t-il également de ce problème dans le cadre de la lutte contre le commerce d'enfants, et prendra-t-il des mesures pour mettre la population en garde contre de pareils mouvements ?

Question n° 207 de M. Boutmans du 25 septembre 1996 (N.):

Prisons. — Contrôles d'urine.

Dans certaines prisons (desquelles s'agit-il ?), les détenus (tous les détenus ?) font systématiquement l'objet de contrôles d'urine.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Existe-t-il des directives quant à l'identité des personnes soumises à de tels contrôles et quant à la façon dont ceux-ci peuvent ou doivent avoir lieu ?

J'apprends, en ce qui concerne la prison de Tongres, que la procédure est la suivante : il paraît que le détenu doit se déshabiller complètement, après quoi ses vêtements sont inspectés. Il doit ensuite, complètement nu, et en présence de deux ou trois membres du personnel, fournir un échantillon d'urine. Si l'intéressé refuse de coopérer, il se voit retirer certains «droits» : il perd son emploi, ne peut pas participer à des activités et cours, et perd pendant deux mois son droit de visite à table.

2. La procédure précitée correspond-elle à la réalité et cette dernière est-elle conforme aux directives ? Est-elle également suivie par d'autres établissements ?

3. L'honorable ministre n'estime-t-il pas que de pareils contrôles portent atteinte à l'honorabilité ou à la pudeur sexuelle et qu'il faut d'urgence trouver une autre procédure ?

Si le détenu refuse de se soumettre à cette procédure, il nous semble logique que l'on suspende temporairement des avantages

— Wat werd door de parlementaire onderzoekscommissie naast deze «omschrijving» ondernomen in het kader van de bestrijding van deze sekte ?

— Hoeveel Belgische kinderen werden reeds naar het buitenland gebracht voor het volgen van een opleiding tot «soldaat van Sahaya Yoga» ?

— Zijn er binnen de parlementaire onderzoekscommissie nog sekten bekend die zich concentreren op kinderen, hetzij voor hun ledenwerving, hetzij voor de rekrutering van kinderen zelf ?

— Zal de parlementaire onderzoekscommissie zich prioritair concentreren op dergelijke sekten in het kader van de bestrijding van de kinderhandel ?

Een bericht dat mij eveneens ten zeerste verontrustte, is de aanpak die de Scientology Church in Duitsland reeds sterk heeft uitgebouwd. Scientology zou ouders via hun kinderen willen aanzetten om (betaalde) seminaries te volgen om hun kinderen beter te kunnen beschermen tegen een aantal kwade invloeden uit de maatschappij. De adressen van de ouders worden verzameld door poppenhandelaars die hun speelgoed aanprijzen bij kinder-crèches, op speelgoedbeurzen, ... Er zou een direct verband bestaan tussen de speelgoedmerken «Kumquats» en «Lucky Toys», en de Scientology-organisatie «Kommissie voor misdaden van de psychiatrie tegen de mensenrechten».

Het klimaat dat momenteel heerst in ons land naar aanleiding van de verschrikkelijke ontdekkingen van de bende Dutroux, betekent een vruchtbare bodem voor het gebruik van dergelijke recruteringsmethodes door deze sekten. Ouders van kinderen zijn geschokt en er leven vele vragen omtrent de veiligheid van kinderen en hoe kinderen kunnen worden beschermd. Het aanbieden van seminaries hierover zou een doorkans betekenen voor sekten.

— Heeft de geachte minister er enig idee van of deze recruteringsmethode ook reeds in ons land wordt toegepast ?

— Wordt er in België speelgoed verkocht van de merken «Kumquats» en «Lucky Toys» ?

— Zijn er misschien andere speelgoedmerken die in ons land gelinkt zijn aan een Scientology-organisatie ?

— Zal de geachte minister in het kader van zijn aanpak tegen de kinderhandel ook hier oog voor hebben en maatregelen nemen om de bevolking te waarschuwen voor dergelijke bewegingen ?

Vraag nr. 207 van de heer Boutmans d. 25 september 1996 (N.):

Gevangenispen. — Urinecontroles.

In sommige gevangenispen — welke ? — worden gedetineerden (allemaal ?) aan systematische urinecontroles onderworpen.

Graag kreeg ik antwoord op volgende vragen :

1. Bestaan er richtlijnen over wie aan dergelijke controles worden onderworpen en op welke wijze die mogen/moeten gebeuren ?

Met betrekking tot de gevangenis te Tongeren wordt mij medegedeeld dat dit als volgt gaat : naar verluidt moet de gedetineerde zich volledig ontkleden, waarna zijn kledij wordt onderzocht. Hij dient volledig naakt, in aanwezigheid van 2 of 3 personeelsleden, een urinestaal af te leveren. Indien betrokkene weigert deel te nemen aan deze procedure worden hem enkele «rechten» afgenomen : verlies van tewerkstelling, geen deelname aan activiteiten en cursussen en opschorting van bezoek aan tafel gedurende 2 maanden.

2. Beantwoordt de geschetste procedure aan de werkelijkheid en is die werkelijkheid in overeenstemming met de richtlijnen ? Wordt ze ook in andere instellingen gevolgd ?

3. Is de geachte minister niet van mening dat dergelijke controles de eerbaarheid of het sexueel schaamtegevoel aantasten en dat er dringend naar een andere procedure moet gezocht worden ?

Indien de gedetineerde weigert zich aan deze procedure te onderwerpen lijkt het ons logisch dat extra verworven voordelen

«extra». Il nous semble cependant tout à fait inadmissible de supprimer des «droits» élémentaires, comme les visites à table. L'honorable ministre partage-t-il ce point de vue ?

4. Quels produits recherche-t-on exactement par le biais desdits contrôles ? Cherche-t-on, par exemple, aussi de l'alcool ?

5. Quelle procédure suit-on et quelles sanctions applique-t-on si l'intéressé s'avère être positif ?

Question n° 208 de M. Olivier du 25 septembre 1996 (N.) :

Internet. — Jeux de hasard électroniques.

Il ressort d'une note rédigée par le service de la politique pénale qu'il y a dans notre pays quelque 100 000 joueurs à problèmes, dont environ 20 000 sont dépendants du jeu. Ce sont là des chiffres ahurissants, qui montrent bien la gravité de la situation. Le centre médical Matt-Talbot de Borgerhout estime même pour sa part que la Belgique compte de 50 à 100 000 personnes dépendantes du jeu. D'après une enquête de ce centre, qui est en contact avec des dizaines de personnes éprouvant une passion pathologique pour le jeu, et qui a également créé le groupe d'entraide des Joueurs anonymes, près de 40 p.c. des médecins généralistes sont confrontés quotidiennement dans leur pratique à la dépendance du jeu.

Sur Internet surtout, la possibilité de proposer des jeux de hasard illégaux est sans limites. Des entrepreneurs sérieux envisagent, eux aussi, de plus en plus d'exploiter de jeux de hasard sur Internet.

À la demande de la *Tweede Kamer*, le ministère de la Justice des Pays-Bas entamera cette année encore une enquête sur les moyens de s'attaquer aux paris électroniques qui se font par l'intermédiaire d'Internet et des numéros 06, par exemple. L'annonce en a été faite par le secrétaire d'État Schmitz le 12 septembre dernier à Rotterdam, lors d'un congrès sur les jeux de hasard.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Les paris électroniques sont-ils très répandus dans notre pays ?

2. Y a-t-on déjà réalisé une étude sur les paris électroniques et les possibilités de s'attaquer au problème ? Si oui, par qui a-t-elle été réalisée et quels en sont les résultats ? Si non, l'honorable ministre est-il disposé à y faire procéder ?

3. L'honorable ministre a-t-il eu des contacts à ce sujet avec M. Elio Di Rupo, Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications ? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces contacts ?

Question n° 209 de M. Boutmans du 25 septembre 1996 (N.) :

Entrave à la circulation. — Article 406 du Code pénal.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 180 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1494).

Ministre de la Fonction publique

Question n° 37 de M. Loones du 25 septembre 1996 (N.) :

Boyau de la mort.

L'honorable ministre s'est récemment rendu au Boyau de la mort à Dixmude.

Il ressort des articles parus dans la presse à propos du discours ministériel, tenu exclusivement en français, qu'une décision concernant l'exploitation contestée du Boyau de la mort n'est pas encore en vue.

Entre-temps, le ministère de la Défense nationale continue d'exploiter le site, ce qui implique apparemment aussi des travaux de rénovation.

tijdelijk worden opgeschort. Het afnemen van elementaire «rechten», zoals het bezoek aan tafel, lijkt ons echter volledig uit den boze. Deelt de geachte minister deze visie ?

4. Naar welke produkten wordt precies gezocht ? Ook naar alcohol bijvoorbeeld ?

5. Wat is de procedure en wat is de sanctie als de betrokkene positief wordt bevonden ?

Vraag nr. 208 van de heer Olivier d.d. 25 september 1996 (N.) :

Internet. — Elektronisch gokken.

Uit een nota, opgesteld door de dienst strafrechtelijk beleid blijkt dat er in ons land zowat 100 000 problematische gokkers zijn, van wie circa 20 000 gokverslaafden. Onthutsende cijfers die de ernst van het probleem aanwijzen. Het medisch centrum Matt-Talbot te Borgerhout schat dat België zelfs vijftig tot honderdduizend verslaafde gokkers telt. Bijna 40 pct. van de huisartsen wordt dagelijks met gokverslaving geconfronteerd tijdens hun praktijk, aldus een enquête van dit centrum dat contact heeft met tientallen mensen met pathologische speelzucht en ook de zelfhulpgroep Anonieme Gokkers oprichtte.

Vooralsop op Internet zijn de mogelijkheden om illegale gokspelen aan te bieden onbegrensd. Ook bonafide ondernemers tonen steeds meer interesse om op Internet gokspelen te exploiteren.

Het ministerie van Justitie in Nederland start, op vraag van de Tweede Kamer, nog dit jaar een onderzoek naar de mogelijkheden om het elektronisch gokken via bijvoorbeeld Internet en 06-nummers aan te pakken. Dit kondigde staatssecretaris Schmitz op 12 september laatstleden in Rotterdam aan tijdens een congres over kansspelen.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen :

1. Is het elektronisch gokken ook in ons land een wijd verspreid fenomeen ?

2. Werd over het elektronisch gokken en de mogelijkheden tot aanpak van dit probleem reeds onderzoek verricht in ons land ? Zo ja, door wie en wat waren de resultaten van dit onderzoek ? Zo nee, is de geachte minister bereid een dergelijk onderzoek te laten uitvoeren ?

3. Heeft de geachte minister over deze aangelegenheid reeds contacten gehad met de heer Elio Di Rupo, Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie ? Indien ja, wat zijn de resultaten van deze besprekingen ?

Vraag nr. 209 van de heer Boutmans d.d. 25 september 1996 (N.) :

Belemmering van het verkeer. — Artikel 406 van het Strafwetboek.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 180 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1494).

Minister van Ambtenarenzaken

Vraag nr. 37 van de heer Loones d.d. 25 september 1996 (N.) :

Dodengang.

De geachte minister bracht onlangs een bezoek aan de Dodengang te Dixmude.

Uit de persverslaggeving over de ministeriële toespraak, exclusief gehouden in het Frans, blijkt dat een beslissing over de betwiste exploitatie van de Dodengang nog niet in zicht is.

Intussen blijft het ministerie van Landsverdediging de site exploiteren; daarbij worden blijkbaar ook renovatiewerken uitgevoerd.

Depuis que le Boyau de la mort est un site protégé, l'on ne peut sous aucune condition y effectuer des travaux si ce n'est avec l'autorisation et sous la surveillance du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande.

J'aimerais poser les questions suivantes à l'honorable ministre :

1. Une solution est-elle en vue en ce qui concerne l'exploitation du Boyau de la mort ?
2. A-t-on, pour effectuer les travaux de rénovation, recueilli les avis nécessaires auprès du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande ?
3. Comment l'honorable ministre justifie-t-il son discours unilingue français, prononcé à Dixmude, et concernant l'exploitation d'un site situé en Flandre et protégé en outre par le Gouvernement flamand ?

Question n° 39 de M. Anciaux du 27 septembre 1996 (N.) :

Hébergement des fonctionnaires européens. — Coût pour l'État belge.

Lors d'une interview, l'on a constaté une divergence de vues entre le ministre et la Régie des Bâtiments concernant le prix exact des bureaux que notre pays met à la disposition des fonctionnaires de la Commission européenne.

Selon le ministre, la note finale s'élèverait à une somme de 600 millions de francs, que notre pays doit mettre sur la table.

La Régie des Bâtiments conteste ce montant et parvient à un résultat de 1,1 milliard; la différence est donc considérable.

L'honorable ministre peut-il expliquer la raison d'être de cette différence et donner un aperçu des divers frais exposés par son département en faveur de l'Union européenne ?

À combien s'élève le loyer annuel que paie la Commission européenne pour le bâtiment vide du Berlaymont ?

Quel est le montant annuel payé par l'État belge pour l'hébergement temporaire des fonctionnaires de la Commission européenne tant que l'on n'aura pas terminé les travaux au Berlaymont ?

À combien s'élèvent les frais sur une base annuelle pour l'enlèvement de l'amiante du Berlaymont et qui prend ces frais en charge ?

Combien d'années les travaux au Berlaymont vont-ils encore prendre ?

Ministre de la Défense nationale

Question n° 56 de M. Loones du 25 septembre 1996 (N.) :

Boyau de la mort.

M. Flahaut, ministre compétent pour la Régie des Bâtiments, s'est récemment rendu au Boyau de la mort à Dixmude.

Il ressort de ses propos qu'une décision concernant l'exploitation contestée au Boyau de la mort n'est pas encore en vue.

Entre-temps, le ministère de la Défense nationale continue toutefois d'exploiter le site, ce qui implique apparemment aussi des travaux de rénovation.

Depuis que le Boyau de la mort est un site protégé, l'on ne peut sous aucune condition y effectuer des travaux si ce n'est avec l'autorisation et sous la surveillance du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande.

J'aimerais poser les questions suivantes à l'honorable ministre :

1. Une solution est-elle en vue en ce qui concerne l'exploitation du Boyau de la mort ?
2. A-t-on, pour effectuer les travaux de rénovation, recueilli les avis nécessaires auprès du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande ?

Nu de Dodengang een beschermd monument is, kunnen onder geen beding werken worden uitgevoerd, zonder toelating en zonder toezicht van de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap.

Graag kreeg ik een antwoord op volgende vragen :

1. Is er een oplossing in het zicht voor de exploitatie van de Dodengang ?
2. Werden voor het uitvoeren van de renovatiewerken noodzakelijke adviezen ingewonnen bij de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap ?
3. Hoe verantwoordt de geachte minister zijn ééntalig in het Frans gehouden toespraak in Dixmude, betreffende de exploitatie van een site die in Vlaanderen gelegen is, en bovendien als monument beschermd door de Vlaamse regering ?

Vraag nr. 39 van de heer Anciaux d.d. 27 september 1996 (N.) :

Huisvesting van de Euroambtenaren. — Kostprijs voor de Belgische Staat.

In een interview bleek er een discussie te bestaan tussen de minister en de Regie der Gebouwen betreffende de juiste kostprijs van de kantoren die ons land ter beschikking stelt van de ambtenaren van de Europese Commissie.

Volgens de minister zou de uiteindelijke afrekening voor een slotsom van 600 miljoen frank zorgen die door ons land op tafel moet worden gelegd.

De Regie der Gebouwen weerlegt dit bedrag en komt tot een resultaat van 1,1 miljard, wat toch een aanzienlijk verschil is.

Kan de geachte minister deze verschillen uitleggen en een overzicht geven van de verschillende kosten die zijn departement heeft ten aanzien van de Europese Unie ?

Hoeveel huur betaalt de Europese Commissie jaarlijks voor het leegstaande Berlaymontgebouw ?

Hoeveel betaalt de Belgische Staat jaarlijks voor de tijdelijke huisvesting van de ambtenaren van de Europese Commissie zolang de werken aan het Berlaymontgebouw niet voltooid zijn ?

Hoeveel bedragen de kosten (op jaarbasis) voor het verwijderen van asbest uit het Berlaymontgebouw en wie staat in voor deze kosten ?

Hoeveel jaren zullen de werken aan het Berlaymont nog in beslag nemen ?

Minister van Landsverdediging

Vraag nr. 56 van de heer Loones d.d. 25 september 1996 (N.) :

Dodengang.

De heer minister Flahaut, bevoegd voor de Regie der Gebouwen, bracht onlangs een bezoek aan de Dodengang te Dixmude.

Uit zijn uitlatingen blijkt dat er geen oplossing in het verschiet is over de betwiste exploitatie van de Dodengang.

Ondertussen blijft het ministerie van Landsverdediging de site wel verder exploiteren, waarbij blijkbaar ook renovatiewerken worden uitgevoerd.

Nu de Dodengang een beschermd monument is, kunnen onder geen beding werken worden uitgevoerd, zonder toelating en zonder toezicht van de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap.

Graag kreeg ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen :

1. Is er een oplossing in het zicht voor de exploitatie van de Dodengang ?
2. Werden voor het uitvoeren van de renovatiewerken noodzakelijke adviezen ingewonnen bij de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap ?

**Secrétaire d'État
à la Coopération au Développement,
adjoint au Premier ministre**

Question n° 41 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):

Équateur. — Développement agricole. — Projet Tractebel.

Il me revient que l'AGCD réalise actuellement à Playas (Équateur), par l'intermédiaire de Tractebel, une étude concernant les possibilités de «développement agricole de l'endroit». Le contrat ainsi conclu serait considéré par les spécialistes de l'Équateur comme tout à fait inutile. Ce contrat attribué par vous en mai 1996 à la firme Tractebel, le «champion de la coopération belge au développement», représenterait un montant de 11,5 millions de francs belges. Le fait que, cette fois encore, les fonds ont été affectés à une étude peut être considéré comme très surprenant quand on sait qu'en avril 1996, le gouvernement équatorien s'était plaint «de ces études les plus diverses et de tous ces coûteux experts étrangers que l'on impose à notre pays et qui ne nous apportent rien». En dépit de cette déclaration sans ambages du gouvernement équatorien, vous avez donné, quelques semaines plus tard, votre fiat à ce projet. Mais là où le dossier devient carrément risible (ou faut-il dire navrant?), c'est quand on sait que le projet de Tractebel est parfaitement douteux, et ce parce qu'il s'agit de réaliser une étude sur les possibilités de développement agricole de la ville de Playas. Or Playas s'avère être la ville balnéaire la plus mondaine de l'Équateur. C'est, pour ainsi dire, l'un des rares endroits dans tous le pays où il n'y a aucune nécessité immédiate de stimuler les activités rurales. Toutes les activités économiques y sont centrées sur le tourisme. En revanche, d'autres parties de l'Équateur auraient bien besoin d'une aide au développement agricole.

L'honorable secrétaire d'État pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Comment justifie-t-il sa décision de faire procéder, avec des fonds de la coopération, à une étude sur des possibilités agricoles à un endroit où ce besoin est comparativement moindre que dans d'autres régions équatoriennes ?

2. Pourquoi fait-il financer une fois de plus un projet d'étude, ce type de projet n'étant bien souvent qu'une perte de temps et un gouffre à millions, alors que le gouvernement équatorien a déjà marqué sa désapprobation à ce sujet ?

3. Y a-t-il (eu) suffisamment de contacts avec le gouvernement équatorien ? Ce dernier soutenait-il ce projet ?

4. L'honorable secrétaire d'État est-il personnellement convaincu de l'utilité de l'étude à réaliser par Tractebel ? Comment réagit-il aux critiques émises sur ce projet, notamment, par l'ONG gantoise Esmeraldas (cf. *De Morgen* du 31 août 1996) ?

**Staatssecretaris
voor Ontwikkelingssamenwerking,
toegevoegd aan de Eerste minister**

Vraag nr. 41 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):

Ecuador. — Landbouwontwikkeling. — Tractebel-project.

Naar ik verneem zou het ABOS, via Tractebel, momenteel in Playas (Ecuador) een studie uitvoeren in verband met de mogelijkheden inzake «landbouwontwikkeling». Dit toegewezen contract zou door Ecuador-kenners als compleet nutteloos worden beschouwd. Met het door u in mei 1996 aan de firma Tractebel, de zogenaamde kampioen van de Belgische ontwikkelingshulp, toegewezen contract zou een bedrag van 11,5 miljoen Belgische frank zijn gemoeid. Het gegeven dat ook dit keer het geld weer aangewend wordt voor studiewerk, kan als zeer bevreemdend worden beschouwd aangezien in april 1996 de Ecuadoriaanse regering haar beklag deed over «allerlei studies en dure buitenlandse experts die ons land opgedrongen worden en waar we niets aan hebben». Ondanks deze krasse Ecuadoriaanse regeringsuitspraak gaf u enkele weken later uw goedkeuring aan het project. Dit dossier wordt echter pas helemaal lachwekkend (of is het schrijnend?) wanneer ik verneem dat het Tractebel-project hoogst twijfelachtig is en dit omdat men studie verricht naar de mogelijkheden van landbouwontwikkeling in de stad Playas. Playas blijkt de mondainste badplaats te zijn van Ecuador. Het is zowat één van de weinige plaatsen in het gehele land waar er geen directe nood bestaat aan het stimuleren van plattelandsactiviteiten. Alle economische activiteiten draaien er immers rond het toerisme. Andere delen van Ecuador daarentegen zouden wel via landbouwontwikkeling kunnen geholpen worden.

Van de geachte staatssecretaris zou ik graag op de volgende vragen een antwoord verkrijgen :

1. Hoe verantwoordt hij zijn beslissing om met ontwikkelingsgeld een studie naar landbouwmogelijkheden te laten uitvoeren en dit op een plaats waar er in vergelijking met andere Ecuadoriaanse plaatsen minder nood aan is ?

2. Waarom laat hij maar weer eens een in vele gevallen tijds- en geldverslindend studieproject financieren, terwijl de Ecuadoriaanse regering haar afkeuren hierover reeds heeft laten blijken ?

3. Zijn er voldoende contacten (geweest) met de Ecuadoriaanse regering ? Stond de Ecuadoriaanse regering achter dit project ?

4. Is de geachte staatssecretaris zelf overtuigd van het nut van het door Tractebel uit te voeren studiewerk ? Hoe reageert hij op de kritiek die onder andere de Gentse NGO Esmeraldas (zie *De Morgen* van 31 augustus 1996) op dit project heeft geuit ?

Questions posées par les Sénateurs et réponses données par les Ministres

Vragen van de Senatoren en antwoorden van de Ministers

(Fr.): Question posée en français — (N.): Question posée en néerlandais

(Fr.): Vraag gesteld in 't Frans — (N.): Vraag gesteld in 't Nederlands

Premier ministre

Question n° 31 de M. Verreycken du 18 octobre 1996 (N.):

Application de la loi contre le racisme.

Le magazine de gauche *EcoGroen* a publié, dans son édition de juin 1996, une interview du président du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, le père Leman.

À un moment donné, l'auteur de l'interview pose la question suivante, qui est teintée de partis-pris: «Pourquoi est-il possible, dans ce pays, que des hommes politiques comme Dewinter et Annemans puissent tenir impunément des propos racistes incitant à la haine raciale sans que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme leur intente un procès sur la base de la loi contre le racisme(...)»? (*Traduction.*) M. Leman répondit comme suit: «Pour nous, c'est plus que frustrant, mais vous devez comprendre que n'ai aucune envie d'engager des procès dont il est certain que je vais les perdre. À deux reprises, mes collaborateurs ont préparé un dossier devant démontrer que les brochures du Vlaams Blok, ont un caractère raciste, et, chaque fois, la Justice m'a fait comprendre que l'on ne pouvait pas intenter de procès sur cette base.» (*Traduction.*)

L'honorable ministre pourrait-il répondre, en tenant compte des éléments précités, aux questions suivantes:

1. M. Leman est un fonctionnaire attaché à un service qui relève de la compétence du Premier ministre. Il confirme ce que suggère l'auteur de l'interview, à savoir que MM. Dewinter et Annemans tiennent des propos racistes. Or, le fait de tenir des propos racistes constitue un délit et ni Dewinter, ni Annemans n'ont été condamnés.

L'honorable ministre estime-t-il que le fonctionnaire Leman respecte, en l'espèce, le devoir déontologique qu'a tout fonctionnaire d'observer une certaine réserve dans le domaine politique? Si non quelles mesures envisage-t-il de prendre pour faire en sorte que M. Leman respecte la déontologie à l'avenir?

2. Sur la base de quelles brochures du Vlaams Blok les deux dossiers précités ont-ils été constitués?

3. Quels sont les collaborateurs du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme qui ont constitué ces deux dossiers?

4. Contre quelles personnes, membres du Vlaams Blok, a-t-on envisagé d'engager une action judiciaire dans le cadre de ces deux dossiers?

5. Avec quelles personnes appartenant au «milieu judiciaire» y a-t-il eu concertation à propos de ces dossiers?

6. Quels sont les collaborateurs du centre qui ce sont concertés avec des personnes du «milieu judiciaire» à propos de ces dossiers?

7. L'honorable ministre estime-t-il qu'il est indiqué qu'un service public se concertent avec la Justice pour examiner si la suite des actions qui seraient engagées à certaines plaintes auraient des chances d'aboutir?

8. L'honorable ministre estime-t-il que cette manière de procéder, qui n'est prévue nulle part dans le Code judiciaire, constitue une tentative d'influencer la Justice, qui essuie actuellement des condamnations venant de toutes parts?

Eerste minister

Vraag nr. 31 van de heer Verreycken d.d. 18 oktober 1996 (N.):

Toepassing van de anti-racismewet.

In het linkse tijdschrift *EcoGroen* verscheen in het juninummer 1996 een vraaggesprek met de voorzitter van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding, pater Leman.

De interviewer stelt op een bepaald ogenblik volgende van vooringenomenheid doortrokken vraag: «Waarom is het in dit land mogelijk dat politici zoals Dewinter en Annemans ongestraft racistische uitspraken mogen doen die aanzetten tot rassenhaat zonder dat het centrum daar een proces op basis van de anti-racismewet tegen begint (...)»? Leman antwoordt daarop: «Dat is voor ons meer dan frustrerend maar je moet begrijpen dat ik geen processen begin waarvan vaststaat dat ik ze zal verliezen. Tweemaal reeds hebben mijn medewerkers op basis van Vlaams Blok-folders een dossier aangemaakt dat racisme moest bewijzen en tweemaal heeft het gerecht mij duidelijk gemaakt dat men op die basis niet kan procederen. Men liet ons telkens verstaan dat deze overtredingen op het niveau van de opinie lagen.»

Om die reden kreeg ik graag van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. De heer Leman is ambtenaar, verbonden aan een dienst die onder de bevoegdheid van de Eerste minister valt. Leman beaamt de suggestie van de vraagsteller dat Dewinter en Annemans racistische uitspraken zouden doen. Nochtans is het doen van racistische uitspraken een misdrijf en is er geen enkele veroordeling van noch Dewinter, noch Annemans.

Meent de geachte minister dat ambtenaar Leman zich hier houdt aan de deontologische verplichting van elke ambtenaar om zich op politiek vlak terughoudend op te stellen? Zo nee, welke maatregelen zal hij dan nemen om ervoor te zorgen dat de heer Leman deze deontologie in de toekomst respecteert?

2. Op basis van welke Vlaams Blok-folders werden de genoemde twee dossiers samengesteld?

3. Welke medewerker(s) van het CGKR hebben deze twee dossiers samengesteld?

4. Tegen welke personen, lid van het Vlaams Blok, werden in deze twee dossiers gerechtelijke stappen overwogen?

5. Met welke personen die behoren tot «het gerecht», werd over deze dossiers overleg gepleegd?

6. Door welke medewerker(s) van het CGKR werd over deze dossiers met mensen van «het gerecht» overleg gepleegd?

7. Meent de geachte minister dat het aangewezen is dat een overheidsdienst met het gerecht overleg pleegt teneinde te bekijken of bepaalde klachten kans van slagen hebben?

8. Meent de geachte minister dat deze wijze van handelen, die nergens in het Gerechtelijk Wetboek voorzien is, een vorm van poging tot beïnvloeding van het gerecht is die dezer dagen alom veroordeeld wordt?

9. Quelles mesures l'honorable ministre va-t-il prendre à l'encontre du ou des collaborateurs qui ont tenté ainsi d'influencer la Justice ?

10. L'honorable ministre estime-t-il que la constitution, contre un parti politique, par un service public comme le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, de dossier fondés sur des pamphlets politiques en vue d'engager éventuellement une procédure contre les membres de ce parti, est compatible avec les principes de neutralité politique et d'objectivité dont on est en droit d'attendre le respect par les services publics d'une société démocratique ?

Réponse: En vertu de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, le centre s'est vu confier la mission de promouvoir l'égalité des chances et de combattre toute forme de distinction, d'exclusion, de restriction ou de préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance, l'origine ou la nationalité (art. 2). Le Centre est par là devenu le « chien de garde » de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie.

En tant que service public, le centre est obligé d'examiner les questions posées par les particuliers au sujet d'éventuelles violations de cette loi. Afin de proposer un service aussi optimal que possible, chaque demande est notée, un dossier est constitué, et une réponse adaptée est recherchée. Ainsi que mentionné ci-dessus, le centre a la mission, attribuée par la loi, de fonctionner en tant que garde de l'application correcte de la loi antiracisme du 30 juillet 1981. Cette fonction comporte notamment la capacité du centre d'ester en justice dans certaines affaires. En ce cas, une décision du conseil d'administration est nécessaire. Toutefois, il n'entre pas dans les tâches du centre de rendre des jugements sur le caractère infractionnel ou non de certains faits par rapport à la loi du 30 juillet 1981. Cette tâche revient au pouvoir judiciaire.

En outre, il me semble indiqué de rappeler, dans ce contexte, que le centre est compétent pour formuler des avis et recommandations aux pouvoirs publics en vue de l'amélioration de la réglementation en matière de discriminations (art. 3, 2^o, de la loi du 15 février 1993 citée plus haut). M. Leman a exprimé son mécontentement, à plusieurs reprises, entre autres dans le rapport annuel 1995 du centre, au sujet du problème posé par les poursuites des auteurs des délits racistes ou négationnistes commis par voie de presse. Il a aussi souvent insisté sur une révision de l'article 150 de la Constitution. Il faut situer la citation du directeur Leman dans ce contexte.

1. Voyez ci-dessus.
2. Il s'agissait de tracts classiques, tels que le Vlaams Blok en édite beaucoup, transmis par des citoyens indignés.
3. Le service juridique.
4. Aucune.
5. Il s'agit d'une légère erreur de transcription de l'entretien. Il n'y a jamais eu de discussion avec des magistrats au sujet de ces tracts, en vue du dépôt d'une plainte mais bien en général, au sujet des tracts en tant que délits de presse. Une partie du débat qui a eu lieu en décembre 1995 a d'ailleurs porté sur le délit de presse.

6 à 9. Sans objet.

10. Voyez la réponse à la question 2.

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications

Question n° 81 de M. Verreycken du 9 septembre 1996 (N.):

Missions d'étude et d'enquête.

Certains ministres se réfèrent régulièrement à des études et à des enquêtes qu'ils ont fait effectuer dans le but de mesurer les résul-

9. Welke maatregelen zal de geachte minister nemen tegen de medewerker(s) van het CGKR die aldus gepoogd hebben het gerecht te beïnvloeden ?

10. Meent de geachte minister dat het aanleggen van dossiers door een overheidsdienst als het CGKR op basis van politieke pamfletten tegen een politieke partij, met het oog op het eventueel starten van procedures tegen leden van die partij, verenigbaar is met de politieke neutraliteit en objectiviteit die in een democratische samenleving van een overheid verwacht wordt ?

Antwoord: Krachtens de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding kreeg het centrum de taak toebedeeld om de gelijkheid van kansen te bevorderen en elke vorm van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur op grond van ras, huidskleur, afstamming, afkomst of nationaliteit te bestrijden (art. 2). Het Centrum werd zodoende « de waakhond » van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

Als openbare dienst is het centrum verplicht de door particulieren voorgelegde vragen naar een mogelijke strijdigheid met deze wet te onderzoeken. Teneinde de dienstverlening zo optimaal mogelijk te laten verlopen, wordt van elke vraag nota genomen, een dossier samengesteld en naar een gepast antwoord gezocht. Zoals hoger reeds gesteld heeft het centrum de taak, die bij wet is vastgelegd, om te fungeren als de behoeder van de correcte toepassing van de racismewet van 30 juli 1981. Deze functie houdt onder meer in dat het centrum in bepaalde zaken in rechte kan treden. Hiervoor is een beslissing van de raad van bestuur noodzakelijk. De opdracht van het centrum bestaat er evenwel niet in om een oordeel te vellen over het al dan niet strijdig zijn met de racismewet van 30 juli 1981. Deze beoordeling komt immers toe aan de rechterlijke macht.

Het lijkt mij bovendien aangewezen om in dit verband te stellen dat het centrum bevoegd is om aanbevelingen en adviezen ter verbetering van de reglementering inzake discriminatie te formuleren (art. 3, 2^o, van hogergenoemde wet van 15 februari 1993). De heer Leman uitte reeds verschillende keren zijn ongenoegen, onder meer in het jaarverslag 1995 van het centrum, over de problematiek van de bestraffing van de auteurs van racistische of negationistische geschriften die door middel van de drukpers werden gepleegd. Hij drong dan ook herhaaldelijk aan op een herziening van artikel 150 van de Grondwet. In deze context dient het citaat van directeur Leman te worden gesitueerd.

1. Zie hierboven.
2. Het betrof klassieke folders, zoals het Vlaams Blok er vele maakt, binnengestuurd door verontwaardigde burgers.
3. De juridische cel.
4. Geen.
5. Dit was een licht verkeerde weergave van het gesprek. Er is nooit over die folders gesproken geweest met mensen uit het gerecht in functie van een klacht, wel in zijn algemeenheid over folders als persdelict. Daar is overigens in december 1995 een deel van het debat over het persdelict aan gewijd geweest.

6 tot 9. Vervalt.

10. Zie 2.

Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

Vraag nr. 81 van de heer Verreycken d.d. 9 september 1996 (N.):

Studie- en onderzoeksopdrachten.

Meermaals wordt door ministers verwezen naar studies en onderzoeken die zij lieten uitvoeren om de resultaten van hun

tats de leurs décisions ou pour préparer leur politique. Bien que ces études soient financées au moyen des deniers publics, il arrive encore trop souvent, à mon avis, que leurs résultats ne soient connus que d'un cercle restreint.

J'aimerais savoir, dès lors, combien d'études ont été effectuées à la demande de votre ministère en 1995 et quel était l'objet de ces études.

1. Combien d'enquêtes et/ou d'études votre ministère a-t-il commandées à des institutions étrangères à vos services et à des bureaux d'étude apolitiques ?

2. Combien d'enquêtes et/ou d'études répondant à la définition ci-dessus a-t-on confiées à des services d'étude liés à des pouvoirs politiques ?

3. Quelles sont les institutions, les bureaux d'étude et les services d'étude auxquels le ministère a confié une mission d'étude ou d'enquête ?

4. Quel prix le ministère a-t-il payé par étude ou par enquête ?

5. Quel était l'objet de ces études ou en quoi consistaient les missions commandées ?

6. Quelles sont les études ou enquêtes qui ont fait l'objet d'un contrat et quelles sont celles qui ont été attribuées à un bureau ou à un service d'étude en dehors de tout contrat ?

Réponse: Je prie l'honorable membre de trouver ci-joint un tableau récapitulatif reprenant les renseignements demandés.

Pour chaque mission d'étude reprise dans ce tableau, il a été conclu une convention avec l'institut concerné.

Aucune mission n'a été confiée à des services dépendant de partis politiques.

beleidsdaden te meten of om hun beleid voor te bereiden. Alhoewel deze onderzoeken met openbare middelen worden bekostigd, blijven de resultaten mijns inziens nog teveel binnenskamers.

Het benieuwt mij dan ook te weten hoeveel en welke studies in opdracht van uw ministerie werden uitgevoerd in de loop van 1995.

1. Hoeveel onderzoeken en/of studies werden in opdracht van uw ministerie uitgevoerd door instellingen vreemd aan uw dienst of door a-politieke studie burelen ?

2. Hoeveel onderzoeken en/of studies als hierboven omschreven werden uitgevoerd door studiediensten, verbonden aan politieke partijen ?

3. Welke instellingen, welke studie bureaus, welke studiediensten kregen hiervoor een opdracht ?

4. Wat was de prijs die het ministerie betaalde per studie of onderzoek ?

5. Wat waren de specifieke onderwerpen of opdrachten ?

6. Voor welke onderzoeken of studies werd een contract afgesloten en welke onderzoeken of studies werden aan een studie bureau of -dienst toegewezen zonder contract ?

Antwoord: Het gelieve het geachte lid hierbij een overzichtstabel te vinden met de door hem gevraagde gegevens.

Voor elk van de in deze tabel opgenomen studieopdrachten werd met de betrokken instellingen een contractuele overeenkomst afgesloten.

Geen enkele studieopdracht werd toevertrouwd aan diensten die van politieke partijen afhankelijk zijn.

Contrats d'Études

Studiecontracten

Date Datum	Institution Instiituut	Objet Betreft	Montant (en francs) Bedrag (in franken)
00.01.1995	Communications d'entreprises	Campagne d'information sur le «crédit à la consommation» concernant une plaquette présentant la nouvelle législation sur ce type de crédit	3 500 000
00.01.1995	Cible Communication	Campagne d'information sur le «crédit à la consommation». Frais pour l'impression plaquette	2 830 859
13.10.1995	Rijksuniversiteit Gent	Belgisch Continentaal Plat: project West Bank	12 000 000
01.12.1995	CRIOC. — OIVO	EHLASS 95	500 000
31.03.1995	ASBL Vie féminine	Campagne de prévention du surendettement	467 000
04.04.1995	L'Observatoire du crédit et de l'endettement ASBL	Compendium des statistiques de la consommation, du crédit et de l'endettement des particuliers	1 910 025
00.03.1995	— Cible Communica- tion — Communication d'entreprises SA	Campagne crédit hypothécaire	5 453 845
21.12.1995	— Centre coopératif de la consommation — CEDRES	Étude sur les consommateurs et la monnaie unique	1 325 000
22.11.1995	ESAO, Energy Systems Analysis and Planning, Bruxelles	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de transport d'énergie électrique	581 292
22.11.1995	Econotec Consultants, Bruxelles	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de transport d'énergie électrique	487 071
22.11.1995	ULB — A. Farber Université libre de Bruxelles	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de transport d'énergie électrique	96 000
22.11.1995	Institut wallon, Namur	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de transport d'énergie électrique	558 819

Date — Datum	Institution — Instituut	Objet — Betreft	Montant (en francs) — Bedrag (in franken)
22.11.1995	ULG, Ph. Mathieu Université de l'État à Liège	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de trans- port d'énergie électrique	250 000
22.11.1995	ULB, R. Poncelet Université Libre de Bruxelles	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de trans- port d'énergie électrique	200 000
22.11.1995	APERE, Association pour la promotion des énergies renouvelables, Bruxelles	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de trans- port d'énergie électrique	87 363
22.11.1995	KUL, S. Proost Katholieke Universiteit Leuven	Onderzoek van het nationaal uitrustingsprogramma inzake de middelen voor productie en transport van elektrische energie	500 000
22.11.1995	VITO, Vlaamse In- stelling voor technolo- gisch onderzoek, Mol	Onderzoek van het nationaal uitrustingsprogramma inzake de middelen voor productie en transport van elektrische energie	200 000
22.11.1995	STEM, Studiecentrum Technologie, Energie en Milieu, Berchem	Onderzoek van het nationaal uitrustingsprogramma inzake de middelen voor productie en transport van elektrische energie	440 000
22.11.1995	Mens & Ruimte Brussel	Onderzoek van het nationaal uitrustingsprogramma inzake de middelen voor productie en transport van elektrische energie	117 488
18.12.1995	University of Leeds	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de trans- port d'énergie électrique	225 400
18.12.1995	Energy Advice, Cheam Surrey	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de trans- port d'énergie électrique	162 000
22.11.1995	APERE, Association pour la promotion des énergies renouvelables, Bruxelles	Examen de la proposition de programme national d'équipement en moyens de production et de trans- port d'énergie électrique	150 000
18.12.1995	Bureau Van Dijk, Bruxelles	Possibilités nouvelles d'approvisionnement en gaz de la Hongrie à partir du nord-ouest de l'Europe. Définition d'une stratégie pour la tarification du gaz	7 820 450
04.12.1995	KUL, S. Proost Katholieke Universi- teit Leuven	Constructie van een nieuwe generatie van modellen voor de studie van de Belgische energievraag en de opmaak van een nieuwe referentieprognose voor de energievraag 1995-2015	4 000 000

Économie**Economie****Question n° 79 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):****Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yougoslavie.**

Depuis que la guerre civile a officiellement pris fin en ex-Yougoslavie, on constate, selon la gendarmerie, un net accroissement du nombre d'armes provenant de cette région. Les armes sont probablement acheminées en fraude par la Tchéquie, pour être revendues dans notre pays. Il est de plus en plus question, dans les actualités, d'attaques commises à l'aide d'armes provenant des anciens pays du bloc de l'Est et, en particulier, d'ex-Yougoslavie.

L'honorable ministre est-il au courant de ce trafic d'armes? Quelles mesures envisage-t-il de prendre pour lutter contre ce trafic, qui va croissant? Va-t-il se concerter avec les pays voisins concernant ce problème et demander que des mesures soient prises au niveau européen?

Réponse: En réponse à la question de l'honorable membre, j'ai l'honneur de l'informer de ce qui suit.

Vraag nr. 79 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):**Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.**

Sinds het officiële einde van de burgeroorlog in ex-Joegoslavië is, luidens de rijkswacht, een duidelijke toename merkbaar van het aantal wapens vanuit ex-Joegoslavië. Vermoedelijk worden de wapens via Tsjechië naar hier gesmokkeld met de bedoeling ze hier verder te verkopen. Overvallen die gepleegd worden met wapens uit het Oostblok, en in het bijzonder uit ex-Joegoslavië, komen steeds meer in het nieuws.

Is de geachte minister van deze wapenhandel op de hoogte? Welke maatregelen overweegt de geachte minister tegen deze toenemende wapensmokkel? Gaat de geachte minister deze problematiek bij de buurlanden aankaarten en maatregelen vragen op Europees niveau?

Antwoord: In antwoord op de vragen van het geachte lid, heb ik de eer hem het volgende mede te delen.

L'importation d'armes et de matériel militaire est soumise à l'obligation de licence, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

L'administration des Relations économiques — ministère des Affaires économiques — service Licences est chargée de délivrer les licences d'importation.

En ce qui concerne la problématique relative à l'importation frauduleuse, à savoir l'importation d'armes et de matériel militaire pour laquelle aucune licence n'a été demandée, ce service et mon département ne sont cependant pas compétents.

Par conséquent, j'ai l'honneur de renvoyer, pour ce point, l'honorable membre à mes collègues des Finances — Douanes et Accises — et de la Justice.

Question n° 80 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

Usine d'armement. — FN-Herstal. — Arabie Saoudite. — Falsification de documents.

J'apprends par les médias que l'usine d'armement liégeoise FN-Herstal s'est prêtée à une falsification de documents dans le but de permettre l'exportation vers l'Arabie Saoudite de chargements de kalachnikovs en provenance de la république populaire de Chine et de la Roumanie. L'Arabie Saoudite ne pouvant importer des armes en provenance de «pays communistes», la FN-Herstal se serait chargée de fournir des documents falsifiés, dont il ressortirait que les armes de guerre en question proviendraient prétendument de Belgique. Il s'avère par ailleurs qu'environ un tiers des commandes militaires placées auprès de la fabrique liégeoise sont destinées audit pays du Moyen-Orient.

Je souhaiterais obtenir une réponse aux questions suivantes.

1. L'honorable ministre peut-il confirmer la relation faite ci-dessus?
2. Peut-on justifier que la FN-Herstal fournisse des armes de guerre à un pays comme l'Arabie Saoudite, qui a déjà démontré dans le passé qu'il ne faisait aucun cas des droits démocratiques en général ni des droits de l'homme en particulier? L'honorable ministre n'estime-t-il pas qu'en conséquence, il faudrait interdire ces exportations vers l'Arabie Saoudite?
3. Quelles mesures l'honorable ministre prendra-t-il pour sanctionner les falsifications réalisées par la FN-Herstal?
4. Combien de subventions publiques la FN-Herstal reçoit-elle chaque année? Eu égard aux pratiques douteuses de la FN-Herstal, l'honorable ministre compte-t-il maintenir ces subventions? N'estime-t-il pas qu'il y a lieu d'infliger à la FN-Herstal une amende pour pratique frauduleuse?

Réponse: En réponse aux questions de l'honorable membre, j'ai l'honneur de l'informer de ce qui suit.

1. Mes services me signalent qu'il n'est aucunement question d'une fraude de documents en ce qui concerne les cargaisons de kalachnikovs et de munitions originaires de Chine et de Roumanie, exportées vers l'Arabie Saoudite. En effet, la licence d'exportation qui fut octroyée à la FN en octobre 1995 mentionne clairement que les armes et munitions provenaient de Chine et de Roumanie.

2. Cette licence d'exportation a été octroyée par le ministre du Commerce extérieur en respectant les critères de l'article 4 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

Cet article stipule que «toute demande de licence d'exportation ou de transit est rejetée si, en rapport avec la situation du pays de destination, il apparaît que l'exportation ou le transit contreviendrait gravement aux intérêts extérieurs de la Belgique, ou aux objectifs internationaux que poursuit la Belgique et, plus particulièrement, contribuerait à une violation manifeste des droits de l'homme.

De invoer van wapens en militair materiaal is onderworpen aan de vergunningsplicht en dit conform de bepaling van het koninklijk besluit van 8 maart 1993 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie.

Het bestuur Economische Betrekkingen — ministerie van Economische Zaken — dienst Vergunningen is belast met de afgifte van invoervergunningen.

In verband met de problematiek inzake frauduleuze invoer van wapens en militair materieel waarvoor geen vergunningen zouden gevraagd en verstrekt zijn, is deze dienst en mijn departement echter niet bevoegd.

Dienvolgens, heb ik dan ook de eer het geachte lid, voor dit punt, door te verwijzen naar mijn collega's van Financiën — Douane en Accijnzen — en Justitie.

Vraag nr. 80 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

Wapenfabriek. — FN-Herstal. — Saoedi-Arabië. — Documentenfraude.

Uit de media verneem ik dat de Luikse wapenfabriek FN-Herstal heeft meegewerkt aan een documentenfraude waarbij ladingen kalasjnikovs uit de volksrepubliek China en Roemenië werden uitgevoerd naar Saoedi-Arabië. Aangezien dit land geen wapens mag invoeren uit «communistische landen» zou FN-Herstal gezorgd hebben voor vervalste documenten. Uit die documenten zou dan blijken dat de oorlogswapens zogenaamd afkomstig waren uit België. Bovendien blijkt dat het desbetreffende land in het Midden-Oosten goed is voor ongeveer één derde van de militaire bestellingen van de Luikse fabriek.

Ik zou graag op de volgende vragen een antwoord hebben verkregen.

1. Kan de geachte minister het hierboven geschetste relaas bevestigen?
2. Is het verantwoord dat een land als Saoedi-Arabië, dat reeds in het verleden heeft bewezen democratische en mensenrechten in het bijzonder totaal naast zich neer te leggen, voorzien wordt van oorlogstuig door FN-Herstal? Is de geachte minister niet van mening dat er op basis hiervan een exportverbod moet worden uitgevaardigd betreffende Saoedi-Arabië?
3. Welke maatregelen zal de geachte minister ondernemen om op te treden tegen de fraude die werd opgezet door FN-Herstal?
4. Hoeveel overheidssteun krijgt FN-Herstal jaarlijks? Zal de geachte minister deze steun handhaven als men de dubieuze praktijken van FN-Herstal voor ogen houdt? Meent de geachte minister aan FN-Herstal een geldboete te moeten opleggen wegens bedrieglijke misleiding?

Antwoord: In antwoord op de vragen van het geachte lid, heb ik de eer hem het volgende mede te delen.

1. Mijn diensten melden mij dat er helemaal geen sprake is van een documentenfraude inzake ladingen kalasjnikovs en munitie uit China en Roemenië, die werden uitgevoerd naar Saoedi-Arabië. De uitvoervergunning welke FN in oktober 1995 toegekend werd, maakt immers uitdrukkelijk melding van het feit dat de wapens en munitie hun oorsprong hadden in China en Roemenië.

2. Deze exportvergunning werd toegekend door de minister van Buitenlandse Handel en dit met in achtname van criteria van artikel 4 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.

Dit artikel stelt dat «elke aanvraag tot het verkrijgen van een uitvoer- of doorvoervergunning wordt verworpen indien, met betrekking tot de toestand in het land van bestemming, blijkt dat de uitvoer of de doorvoer in ernstige mate strijdig zou zijn met de externe belangen van België of met de internationale doelstellingen die België nastreeft en meer in het bijzonder zou bijdragen tot een klaarblijkelijke schending van de rechten van de mens.

La demande de licence visée à l'alinéa 1^{er} est également rejetée lorsque le pays de destination :

- Doit faire face à de graves tensions internes qui sont de nature à conduire à un conflit armé;
- Est engagé dans une guerre civile;
- Est dirigé par un gouvernement qui soutient des actions terroristes ou le commerce de la drogue ou s'y prête;
- A démontré qu'il ne respectait pas la clause de non-réexportation.»

3. Compte tenu de la réponse à la première question de l'honorable membre, il ne peut être répondu à cette question.

4. Il en est de même pour cette question. Je tiens toutefois à souligner que l'octroi éventuel de subsides publics à la FN relève de la compétence de la Région wallonne.

Question n° 85 de Mme Dardenne du 27 septembre 1996 (Fr.):

Chooz.—Investissementsetretombéesentermed'emploipour la Belgique.

La nouvelle centrale de Chooz B1 vient d'être couplée au réseau. L'unité B2 divergera et sera couplée au réseau au printemps prochain, semble-t-il.

Ces deux unités de 1 450 MWe — les plus puissantes au monde — sont installées en territoire français, mais sont franco-belge au niveau de l'investissement. En effet, la Belgique a participé pour un quart au financement des unités en question.

L'honorable ministre peut-il me faire connaître le coût global de ces deux unités et le montant exact de la participation belge ?

Par ailleurs, EdF se félicite que ces deux unités soient de réalisation et de technologie entièrement françaises.

L'honorable ministre peut-il me dire si la construction de ces deux unités a procuré du travail en Belgique, notamment au niveau des quelconques sous-traitances en ce qui concernent les matériaux et la technologie? Lesquelles? Pour quel montant et avec combien d'emplois?

Enfin, l'exploitation de la centrale permet-elle d'employer du personnel recruté en Belgique? Quel est son niveau et quel est son nombre?

Réponse: En 1984, les sociétés belges d'électricité et EdF ont conclu un accord par lequel 25 p.c. de la production de Chooz B (deux tranches de 1 450 MWe) leur sont réservés, moyennant paiement à EdF d'une quote-part équivalente du coût de l'investissement. Ces sociétés contribuent dans les mêmes proportions aux coûts d'exploitation.

Cet accord, qui avait préalablement rencontré l'accord du gouvernement belge, ne rend les sociétés belges d'électricité, ni propriétaires de l'installation, ni responsables de l'exploitation. Le coût de la construction des deux tranches nucléaires s'élève à 23 milliards de francs français.

Les constructeurs belges ACEC, CMI et Fabricom ont participé à la construction de la centrale. ACEC Énergie a réalisé les mécanismes de commande des grappes de réglage de la puissance du réacteur, un groupe motopompe de circuit primaire, la carcasse et le rotor de l'alternateur. L'entreprise a fait partie de l'équipe de montage et de mise en service dans le cadre du chantier Framatome.

CMI a réalisé les enveloppes extérieures des générateurs de vapeur, les accumulateurs des tuyauteries du circuit primaire ainsi que leurs ancrages et supports.

Du côté classique, CMI a construit les réchauffeurs, plusieurs réservoirs et les tuyauteries de liaison.

Fabricom a réalisé de nombreuses tuyauteries et a participé au câblage de l'installation électrique générale.

La totalité de la participation a généré pour les constructeurs belges un chiffre d'affaires d'environ 5 milliards de francs belges. Il convient de rappeler que le gouvernement belge a jugé inopportu-

De in het eerste lid bedoelde aanvraag wordt eveneens verworpen wanneer het land van bestemming :

- Het hoofd moet bieden aan zware interne spanningen die van aard zijn om te leiden tot een gewapend conflict;
- In een burgeroorlog is verwickeld;
- Onder een regering staat die terreurdaden of de drughandel steunt of zich daartoe leent;
- Bewezen heeft de clausule van niet-wederuitvoer niet na te leven.»

3. Gelet op het antwoord op de eerste vraag van het geachte lid, kan niet geantwoord worden op deze vraag.

4. Hetzelfde geldt voor deze vraag, waarbij ik echter nog wel wil doen opmerken dat het eventueel toekennen van overheids-subsidies aan FN behoort tot de bevoegdheden van het Waalse Gewest.

Vraag nr. 85 van mevrouw Dardenne d.d. 27 september 1996 (Fr.):

Chooz.—Investeringenengevolgenvoor de werkgelegenheid in België.

De nieuwe centrale van Chooz B1 werd onlangs aan het net gekoppeld. De toestand voor de eenheid B2 is verschillend en deze eenheid zal naar het schijnt in het voorjaar aan het net worden gekoppeld.

Deze twee eenheden van 1 450 MWe — de krachtigste ter wereld — zijn op Frans grondgebied gevestigd maar zijn een Frans-Belgische investering. België heeft namelijk voor een vierde bijgedragen in de financiering.

Kan de geachte minister mij zeggen hoeveel deze twee eenheden hebben gekost en hoeveel het Belgische aandeel in de investering precies bedroeg?

Overigens gaat EdF er prat op dat deze twee eenheden qua uitvoering en technologie volledig Frans zijn.

Kan de geachte minister mij zeggen of de bouw van deze twee eenheden in België enige werkgelegenheid heeft opgeleverd, met name in de vorm van overeenkomsten van onderaanneming met betrekking tot de materialen en de technologie? Welke? Voor welke bedragen en hoeveel jobs werden aldus gecreëerd?

Ten slotte, wordt er voor de uitbating van de centrale een beroep gedaan op personeel dat uit België werd aangetrokken? Over hoeveel personeelsleden gaat het en van welk niveau?

Antwoord: In 1984 hebben de Belgische electriciteitsmaatschappijen en EdF een akkoord afgesloten, waardoor hen 25 pct. wordt voorbehouden van de productie van Chooz B (twee groepen van 1 450 MWe), tegen betaling aan EdF van een gelijkwaardig aandeel in de investeringskosten. Deze maatschappijen dragen in dezelfde verhoudingen bij tot de uitbatingskosten.

Door dit akkoord, dat voorafgaandelijk de goedkeuring had gekregen van de Belgische regering, worden de Belgische electriciteitproducenten noch eigenaar van de installatie, noch verantwoordelijk voor de uitbating. De bouwkosten van de twee nucleaire groepen bedraagt 23 miljard Franse frank.

De Belgische constructeurs ACEC, CMI en Fabricom hebben deelgenomen aan de bouw van de centrale. ACEC Energie heeft de bedieningsmechanismen van de bundels voor de regeling van het vermogen van de reactor, een motorpompgroep van de primaire kring, het geraamte en de rotor van de alternator verwezenlijkt. De onderneming heeft deel uitgemaakt van de montage- en indienststellingsploeg in het kader van de Framatome-werf.

CMI heeft de buitenomhulsels van de stoomgeneratoren, de accumulatoren van de leidingen van de primaire kring, alsook hun verankeringen en ondersteuning verwezenlijkt.

Aan de klassieke zijde heeft CMI de voorverwarmers, verschillende reservoirs en de verbindingsleidingen gebouwd.

Fabricom heeft talrijke leidingen verwezenlijkt en heeft deelgenomen aan de bekabeling van de algemene elektrische installatie.

Het geheel van de deelname heeft aan de Belgische constructeurs een zakencijfer opgebracht van ongeveer 5 miljard Belgische frank. Er dient aan herinnerd te worden dat de Belgische regering

tun, en 1988, l'installation d'une huitième centrale nucléaire (Doel 5) en Belgique, ce qui a eu pour conséquence de réduire sensiblement la part de 22,5 p.c. réservée initialement à l'industrie belge dans la construction des tranches nucléaires de Chooz.

Enfin, la centrale procure un emploi stable à 14 ingénieurs et techniciens belges.

Question n° 93 de M. Anciaux du 18 octobre 1996 (N.):

Politique de subvention des entreprises qui fabriquent des produits destinés à des fins militaires.

L'année dernière, la commission des Affaires étrangères du Sénat a débattu en détail du Salon AFCEA des armements (Armed Forces Communications and Electronics Association). La commission du Sénat a conclu notamment que l'organisation de salons des armements en Belgique et dans l'Union européenne n'est pas souhaitable du point de vue éthique.

L'on peut faire valoir bien des arguments à cet égard:

— L'utilisation de la violence ne fait qu'accroître la distance qui sépare les parties au conflit.

— Les armes sont souvent le moyen idéal pour asseoir une autorité, et pour consolider bien des injustices, des formes d'exploitations et de régimes dictatoriaux.

— Il n'existe probablement pas de facteur de déstabilisation plus grand que la prolifération mondiale des armes de guerre.

— La vulnérabilité des victimes civiles lors des conflits ne fait que s'aggraver.

— Le commerce des armes hypothèque lourdement le développement de nombreux pays du tiers-monde.

Ces arguments valent également pour le salon AFCEA des armements. Ce salon est en effet un moment clé pour ce qui est des transactions d'armes de technique de pointe, étant donné que les producteurs et les vendeurs d'armes y rencontrent leurs acheteurs potentiels, qui viennent du monde entier. Rien ne permet de supposer que les armes de technique de pointe aient des effets moins désastreux et destructeurs que les armes classiques.

Dans ce contexte, il est judicieux de se poser des questions sur le rôle du gouvernement en tant que distributeur de subventions.

Y a-t-il aux salons AFCEA des armements des entreprises subventionnées par le gouvernement? Y a-t-il, d'une manière générale, en Flandre, des entreprises qui reçoivent des subventions des pouvoirs publics et qui vendent ou produisent des armes? Si oui, lesquelles? Y a-t-il des entreprises subventionnées par le gouvernement qui produisent des applications qui sont (ou qui peuvent être) utilisées dans des systèmes d'armement? Si oui, lesquelles? Ces entreprises axent-elles leur politique de vente sur le marché des armes? À combien s'élève le flux des subventions directes et indirectes que le gouvernement accorde aux entreprises qui fabriquent des produits destinés à des fins militaires? L'honorable ministre est-il disposé, en tenant compte de la *Vlaamse Vredesweek* et des protestations de l'opinion publique contre le salon AFCEA des armements à modifier en l'espèce la politique de subvention si nécessaire?

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre que mon département n'accorde pas de subventions aux firmes pour la commercialisation de leurs produits.

En ce qui concerne la recherche technologique, et ce depuis la mise en vigueur des lois sur les réformes institutionnelles, mon département n'octroie plus d'interventions qu'aux firmes participant à des programmes communs de développement dans le cadre d'accords internationaux où l'État est partie. Dans ce cadre, aucune subvention n'a été octroyée ces cinq dernières années dans le secteur de l'armement.

Télécommunications

Question n° 71 de M. Anciaux du 21 juin 1996 (N.):

Utilisation de satellites de navigation permettant de localiser des véhicules.

L'entreprise anversoise ITS a développé récemment un système permettant de localiser, au moyen de satellites de navigation, un véhicule grâce à une boîte noire montée dans celui-ci.

in 1988 de bouw van een achtste kerncentrale (Doel 5) in België niet raadzaam heeft geacht, hetgeen een aanzienlijke vermindering heeft voor gevolg gehad van het aandeel van 22,5 pct., aanvankelijk voorbehouden aan de Belgische industrie in de bouw van de nucleaire groepen van Chooz.

Ten slotte verschaft de centrale een stabiele tewerkstelling aan 14 Belgische ingenieurs en technici.

Vraag nr. 93 van de heer Anciaux d.d. 18 oktober 1996 (N.):

Subsidiebeleid voor bedrijven die producten maken bestemd voor militaire doeleinden.

Vorig jaar werd de AFCEA-wapenbeurs uitvoerig behandeld in de Senaatscommissie voor Buitenlandse Aangelegenheden. De Senaatscommissie besloot onder meer dat «de organisatie van wapenbeurzen in België en in de Europese Unie politiek en ethisch ongewenst is».

Er zijn hiervoor tal van argumenten:

— Het gebruik van geweld drijft de partijen in het conflict juist verder uit elkaar.

— Wapens zijn vaak het machtsmiddel bij uitstek waarmee veel onrecht, uitbuiting en dictatoriale regimes geconsolideerd worden.

— Er is waarschijnlijk geen grotere destabiliserende factor dan de wereldwijde proliferatie van oorlogstuig.

— De kwetsbaarheid van burgerslachtoffers bij conflicten blijkt steeds groter te zijn.

— De wapenhandel is een zware hypotheek op de ontwikkeling van veel derde-wereldlanden.

Deze argumenten gaan ook op voor de AFCEA-wapenbeurs. De beurs is immers een scharnier-moment voor hoogtechnologische wapentransacties omdat hier wapenproducenten en -handelaars hun potentiële afnemers uit de hele wereld ontmoeten. Niets doet vermoeden dat hoog-technologische wapensystemen een minder desastreuze of vernietigende rol hebben dan de klassieke wapens.

In dit perspectief zijn vragen naar de rol van de regering als subsidiërende overheid relevant.

Zijn er op de AFCEA-wapenbeurs bedrijven aanwezig die door de regering gesubsidieerd worden? Zijn er in het algemeen bedrijven in Vlaanderen die subsidies krijgen van de regering en actief zijn in de wapenhandel of wapenproductie? Welke bedrijven? Zijn er bedrijven die gesubsidieerd worden door de regering in die toepassingen maken die gebruikt (kunnen) worden in wapensystemen? Welke bedrijven? Richten deze bedrijven zich bij hun verkoopbeleid op de wapenmarkt? Hoeveel bedraagt de rechtstreekse en onrechtstreekse subsidiestroom van de regering naar bedrijven die producten maken bestemd voor militaire doeleinden? Is de geachte minister bereid, gelet op het thema van de Vlaamse Vredesweek en het protest bij de publieke opinie tegen de AFCEA-wapenbeurs, om het subsidiebeleid in deze te herzien, mocht dit nodig blijken?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid te melden dat mijn departement geen subsidies toekent aan firma's voor de commercialisatie van hun producten.

Inzake technologisch onderzoek kan mijn departement sinds de inwerkingtreding van de wetgeving op de institutionele hervormingen enkel nog tussenkomsten verlenen aan bedrijven die, in het raam van internationale overeenkomsten waar de overheid partij is, deelnemen aan gemeenschappelijke ontwikkelingsprogramma's. In dit kader werden de laatste vijf jaren geen subsidies toegekend in de bewapeningssector.

Telecommunicatie

Vraag nr. 71 van de heer Anciaux d.d. 21 juni 1996 (N.):

Gebruik van navigatiesatellieten waarmee voertuigen kunnen worden gelokaliseerd.

Het Antwerps bedrijf ITS ontwikkelde onlangs een systeem waarmee men door middel van navigatiesatellieten een voertuig kan lokaliseren dank zij een in het voertuig gemonteerde zwarte doos.

Diverses firmes de transport auraient déjà montré leur intérêt pour le système qui leur permettrait de localiser à tout moment leurs poids lourds. Une vingtaine de clients se seraient déjà présentés.

L'honorable ministre a-t-il déjà réfléchi à toutes les conséquences « perverses » que ce système pourrait avoir en ce qui concerne le contrôle de l'employeur sur ses employés ?

Que fera l'honorable ministre pour garantir quelque peu la vie privée des chauffeurs de poids lourds ?

L'honorable ministre estime-t-il qu'un contrôle de tous les instants, par des « supérieurs », est défendable du point de vue éthique ?

N'est-il pas urgent de réfléchir sur ce point et, notamment, sur l'aspect éthique du développement de ce genre de système ?

Réponse : Les services de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) n'ont pas connaissance des développements effectués par la firme ITS mais supposent qu'il s'agit de la mise au point d'une application dans le cadre d'un des systèmes existants de radiopositionnement par satellites. Il existe en effet différents systèmes spatiaux offrant la possibilité de déterminer sa position géographique. Il s'agit notamment du système GPS (Global Positioning System) du ministère américain de la Défense nationale dont l'utilisation est gratuite dans le monde entier et le système européen Euteltracs, offert en Europe par l'organisation intergouvernementale Eutelsat, qui offre en plus de la localisation la possibilité de transmettre des messages.

Ces systèmes sont employés notamment par des sociétés pour qui la détermination de la position de leurs véhicules permet d'améliorer sensiblement leur gestion, leur rentabilité économique, la qualité des services offerts à leurs clients et la sécurité de leur personnel.

Ces systèmes ne paraissent pas, selon l'IBPT, être en contradiction avec le cadre réglementaire actuel des télécommunications.

Les autres aspects cités par l'honorable membre relèvent des attributions de ma collègue de l'Emploi et du Travail, à qui j'ai transmis la question.

Question n° 82 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.) :

Travaux concernant le réseau téléphonique. — Exécution par des tiers. — Question complémentaire.

En réponse à ma question écrite n° 59 du 26 avril 1996 (bulletin des *Questions et Réponses*, Sénat, N. 1-20 du 18 juin 1996, p. 1006), l'honorable ministre cite les entrepreneurs auxquels Belgacom a attribué des travaux pour un montant important.

Pourrait-il répondre aux questions suivantes :

— Comment ces travaux ont-ils été attribués ? Par la voie d'une adjudication publique ou par la voie d'un marché de gré à gré ?

— Quels sont les montants en question en l'espèce ?

— Sur quelle base les entrepreneurs ont-ils été choisis ?

Réponse : En réponse aux questions posées par l'honorable membre, la société anonyme de droit public Belgacom me communique ce qui suit.

Les travaux d'infrastructure de Belgacom sont passés conformément aux procédures prévues à l'article 9 de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, à savoir par adjudication publique ou restreinte, par appel d'offres général ou restreint, ou de gré à gré dans les cas énumérés par l'article 17 de cette loi.

En ce qui concerne les adjudications, les marchés sont attribués aux soumissionnaires qui ont remis la soumission régulière la plus basse.

Pour les appels d'offres, les marchés sont attribués aux soumissionnaires qui ont remis l'offre régulière jugée la plus intéressante, en tenant compte des critères énoncés dans le cahier spécial des charges.

Verschillende transportfirma's zouden reeds interesse hebben betoond voor het systeem met de bedoeling hun vrachtwagens op elk moment te kunnen lokaliseren. Er zouden reeds een twintigtal klanten zijn.

Heeft de geachte minister reeds stilgestaan bij een aantal « perverse » gevolgen van dit systeem op de controle van de werkgever op zijn werknemers ?

Wat zal de geachte minister doen om de privacy van de vrachtwagenchauffeurs enigszins te waarborgen ?

Vindt de geachte minister het nog wel ethisch verantwoord dat iedereen op elk moment van de dag in het oog gehouden wordt van « bovenaf » ?

Wordt het niet dringend tijd dat hierover wordt nagedacht en dat ook de ethische kant van dergelijke initiatieven in vraag wordt gesteld ?

Antwoord : De diensten van het Belgisch Instituut voor post-diensten en telecommunicatie (BIPT) zijn niet op de hoogte van de gedane ontwikkelingen door de firma ITS, maar veronderstellen dat het gaat om een toepassing in het kader van bestaande systemen van radioplaatsbepaling door satellieten. Er bestaan inderdaad verschillende ruimtesystemen die de mogelijkheid bieden de geografische standplaats te bepalen. Het gaat met name om het GPS-systeem (Global Positioning System) van het Amerikaanse ministerie van Landsverdediging waarvan het gebruik gratis is over de gehele wereld, en het Europese systeem Euteltracs aangeboden in Europa door de intergouvernementele organisatie Eutelsat, welke naast de plaatsbepaling de mogelijkheid biedt boodschappen door te zenden.

Deze systemen worden in het bijzonder door maatschappijen gebruikt voor wie de plaatsbepaling van hun voertuigen hen toelaat hun beheer, hun economische rentabiliteit, de kwaliteit van de aan hun klanten geboden diensten en de veiligheid van hun personeel merkbaar te verbeteren.

Volgens het BIPT lijken deze systemen niet in strijd te zijn met het huidige regelgevende kader van de telecommunicatie.

De andere aspecten die het geachte lid aanhaalt, vallen onder de bevoegdheid van mijn collega van Tewerkstelling en Arbeid, aan wie ik de vraag heb toegestuurd.

Vraag nr. 82 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.) :

Werken aan het telefoonnet. — Uitvoering door derden. — Aanvullende vraag.

In antwoord op mijn schriftelijke vraag nr. 59 van 26 april 1996 (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Senaat, N.1-20 van 18 juni 1996, blz. 1006), geeft u een opsomming van de bedrijven die voor een aanzienlijk bedrag werken uitvoerden in dienst van Belgacom.

Kan de geachte minister mij volgende zaken meer specificeren :

— Hoe werden deze werken toegekend ? Via een openbare aanbesteding, een onderhandse toewijzing, ... ?

— Om welke bedragen gaat het hier ?

— Op welke basis werden de bedrijven geselecteerd ?

Antwoord : De naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom deelt mij, in antwoord op de door het geachte lid gestelde vragen, het volgende mee.

De infrastructuurwerken van Belgacom worden gegund overeenkomstig de procedures bedoeld in artikel 9 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, te weten aan de hand van openbare of beperkte aanbestedingen, algemene of beperkte offerteaanvragen, of onderhands in de gevallen opgesomd in artikel 17 van die wet.

Wat de toewijzingen betreft worden de werken gegund aan de inschrijvers die de laagste regelmatige inschrijving voorleggen.

Wat de offerteaanvragen betreft worden de werken gegund aan de inschrijvers met de voordeligste regelmatige offerte, rekening houdend met de in het lastenboek voorziene criteria.

Dans les cas de gré à gré, Belgacom attribue librement les marchés aux entrepreneurs qu'elle a choisis, après consultation de la concurrence.

En ce qui concerne les frais impliqués, Belgacom considère que ceux-ci, en tant que données économiques d'entreprise, ne peuvent pas être divulgués dans le nouvel environnement concurrentiel.

Question n° 89 de M. Devolder du 11 octobre 1996 (N.):

La Poste. — Nouvelle structure.

Il est clair qu'à l'instar des autres services publics, La Poste tente de s'adapter rapidement aux nouveaux défis de notre temps. Il est, en effet, impératif, à tous égards, dans notre pays, de doter La Poste d'une structure moderne.

Les innovations et les changements vont généralement de pair avec une rationalisation profonde des structures organisationnelles et avec une restructuration profonde des services, ce qui est souvent synonyme de réorientation des fonctions de bureaux, de création de nouveaux bureaux et de fermeture de certains bureaux ou agences. Pour pouvoir me faire une meilleure idée de la stratégie sous-jacente de La Poste et mieux mesurer les raisons de certaines décisions concrètes, j'aimerais poser les questions suivantes à l'honorable ministre:

1. Dans combien de bureaux de poste y aura-t-il des changements fondamentaux, c'est-à-dire combien se verront attribuer une autre fonction, combien prendront de l'extension et combien seront fermés?

2. Dans quels délais procédera-t-on à ces changements?

3. Quels critères utilisera-t-on pour décider de fermer ou non un bureau déterminé?

4. Se réfère-t-on aussi à des critères sociaux (composition de la population de la zone visée, évolution prévue de cette population) ou à des critères techniques relatifs à la situation en matière de circulation (accessibilité, sécurité,...)?

Réponse: L'entreprise publique autonome, La Poste, me communique qu'actuellement, elle procède à la fermeture d'un bureau quand le volume de travail est inférieur à 500 heures par an.

La Poste précise qu'elle conserve au moins un bureau par commune. Elle ajoute que les bureaux des sections de communes avant fusion sont aussi maintenus s'il n'en existe pas un autre dans un rayon maximum de 5 km.

L'évolution de la structure du réseau dépend donc de l'application des critères exposés ci-dessus. La Poste rappelle en outre à l'honorable membre que la population locale continue à être desservie par les facteurs distributeurs. Pendant leur tournée journalière du lundi au vendredi, ceux-ci peuvent effectuer la majorité des opérations postales à domicile. L'entreprise autonome cite ainsi l'achat de timbres-poste, le paiement des chèques et assignations postales de pension, l'acceptation des bulletins de versement, des envois recommandés, etc.

La Poste ajoute que l'usager qui désire la visite de son facteur pour régler ces opérations place tout simplement à sa fenêtre l'affichette rose bien connue représentant un facteur. Cette affichette est disponible gratuitement. Le facteur sonnera automatiquement à sa porte et s'occupera de ses opérations avant de reprendre sa tournée.

La Poste précise qu'elle dispose également de plus de 1 500 débits postaux. Il s'agit de commerces souvent installés en zone rurale, où l'on peut acheter timbres-poste, cartes postales, postogrammes, etc.

**Vice-Premier ministre
et ministre de l'Intérieur**

Question n° 116 de M. Boutmans du 6 mars 1996 (N.):

Réfugiés.

Lors du Conseil européen des ministres de la Justice et de l'Intérieur, il a apparemment été décidé de ne pas reconnaître en qualité de réfugiés au sens de la Convention de Genève les personnes qui fuient la violence ou des poursuites d'origine non gouvernementale.

In de onderhandse gevallen gunt Belgacom de werken aan ondernemers die ze zelf kiest, na raadpleging van de concurrentie.

Inzake de bedragen die hiermee gemoeid zijn meent Belgacom evenwel dat deze binnen de nieuwe concurrentiële omgeving als bedrijfseconomisch gegeven niet kunnen worden medegedeeld.

Vraag nr. 89 van de heer Devolder d.d. 11 oktober 1996 (N.):

De Post. — Nieuwe structuur.

Het is duidelijk dat De Post zich, net zoals de andere overheidsdiensten, in een snel tempo probeert aan te passen aan de nieuwe uitdagingen van deze tijd. Een moderne poststructuur is inderdaad voor dit land in alle opzichten een must.

Meestal gaan vernieuwingen en veranderingen gepaard met een grondige rationalisatie van de organisatiestructuur, en een grondige herstructurering van de diensten. Dit betekent vaak een heroriëntatie van de functies van kantoren, de oprichting van nieuwe kantoren en de sluiting van bepaalde (bij)kantoren. Om een beter zicht te krijgen op de achterliggende strategie van De Post en om beter de reden van bepaalde concrete beslissingen in te kunnen schatten, heb ik de volgende vragen:

1. Hoeveel postkantoren op het totaal zullen fundamentele veranderingen ondergaan, dit wil zeggen een andere functie krijgen, uitgebreid worden of gesloten worden?

2. Op welke termijn zal dit gebeuren?

3. Welke criteria zullen gebruikt worden om te beslissen over het al dan niet sluiten van een concreet kantoor?

4. Worden ook sociale criteria (samenstelling van de bevolking in het doelgebied, voorspelde evolutie van deze bevolking) of verkeerstechnische criteria (bereikbaarheid, veiligheid,...) in overweging genomen?

Antwoord: Het autonoom overheidsbedrijf De Post deelt mij mee, dat het momenteel overgaat tot sluiting van één kantoor wanneer het werkvolume lager ligt dan 500 uur per jaar.

De Post verduidelijkt dat zij minstens een kantoor behoudt per gemeente. Zij voegt daaraan toe, dat de kantoren van de vroegere deelgemeenten eveneens behouden blijven zo er geen ander kantoor is binnen een straal van maximum 5 kilometer.

De evolutie van de structuur van het netwerk hangt dus af van de toepassing van de hierboven uiteengezette criteria. De Post herinnert het geachte lid eraan, dat de plaatselijke bevolking blijft bediend worden door de bedélende postbodes. Bij hun dagelijkse ronde van maandag tot vrijdag, kunnen deze het grootste gedeelte, van de postbewerkingen aan huis verrichten. De autonome onderneming denkt onder meer aan de aankoop van postzegels, de betaling van postchèque en pensioenassiganties, het aanvaarden van stortingsbulletins, aangetekende zendingen, enz.

De Post voegt daaraan toe dat de gebruiker die het bezoek van zijn postbode wenst om deze handelingen te verrichten, plaatst heel eenvoudig het gekende roze aanplakbiljet dat een postbode uitbeeldt, voor zijn raam. Dit aanplakbiljet staat kosteloos ter beschikking. De postbode zal automatisch aanbellen en de nodige verrichtingen uitvoeren vooraleer zijn ronde te hervatten.

De Post benadrukt dat zij eveneens beschikt over meer dan 1 500 verdeelpunten. Het gaat om handelszaken die dikwijls op het platteland voorkomen, en waar postzegels, postkaarten, postogrammen e.d. te koop worden aangeboden.

**Vice-Eerste minister
en minister van Binnenlandse Zaken**

Vraag nr. 116 van de heer Boutmans d.d. 6 maart 1996 (N.):

Vluchtelingen.

Op de Europese Raad voor de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken werd blijkbaar beslist personen, die op de vlucht zijn voor niet-gouvernementeel geweld of vervolging, niet als vluchteling te erkennen in de zin van de Conventie van Genève.

1. Cela est-il exact ?
2. Quelle est l'attitude de la Belgique à cet égard ?
3. Comment pensez-vous transposer cette «règle» en droit belge ?
4. Pouvez-vous déclarer cette règle applicable à un pays chaotique comme la Somalie, où il n'existe, en fait, plus de véritable gouvernement ?
5. Les Somaliens peuvent-ils encore être pris en considération en vue de l'application de la convention dans notre pays et dans l'UE ?
6. Comment voyez-vous concrètement, puisque la Belgique y est bel et bien confronté, le sort de bon nombre de journalistes, d'intellectuels, de féministes, etc., algériens qui sont menacés par le FIS ?

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre les informations suivantes.

1 et 2. Le Conseil des ministres de la Justice et des Affaires intérieures de l'Union européenne a, lors de sa réunion du 4 mars 1996, défini une position commune selon laquelle les personnes qui prennent la fuite suite à des violences ou à des poursuites non gouvernementales ne doivent pas se voir octroyer automatiquement la qualité de réfugié au sens de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. La Belgique a adhéré à ce point de vue commun.

3. En ce qui concerne l'introduction de cette règle dans le droit belge, je dois faire la remarque suivante: il s'agit de l'interprétation d'un traité international donnée uniquement par les gouvernements de l'Union européenne.

De telles positions communes sont politiquement pertinentes, mais sûrement pas juridiquement contraignantes.

Il ne rentre pas, actuellement, dans les intentions du gouvernement belge de proposer ce point de vue comme norme législative et de légaliser ainsi une certaine interprétation de ce traité. En outre l'attribution du statut de réfugié en Belgique est confié à une instance indépendante, à savoir le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, lequel fait une recherche approfondie sur la base des critères qui ont été déterminés par le traité de Genève précité. Pour l'évaluation de la demande, la pratique instaurée au sein de mon administration est d'utiliser le «guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié» du UNHCR qui, bien que n'ayant aucune valeur obligatoire, sert de référence dans la manière d'analyser les dossiers individuels.

Pour l'évaluation d'une demande d'asile, on ne tient pas seulement compte du motif qui est invoqué à la base de la persécution, mais également de la manière dont les autorités du pays d'origine encouragent, tolèrent ou condamnent les pratiques dont question.

4, 5 et 6. En ce qui concerne les questions concrètes, je crois qu'il n'y a, pour le moment, aucune raison de revoir l'interprétation courante donnée à la convention de Genève. La décision du Conseil de l'Union européenne n'empêche pas un candidat d'invoquer d'autres motifs de persécution.

Une situation de guerre civile ou d'anarchie totale, n'entraîne pas en elle-même la reconnaissance de la qualité de réfugié. Ceci n'exclut pas que certaines personnes puissent faire valoir d'autres motifs de persécution (par exemple pour la Somalie, d'appartenir à un certain groupe social).

À priori, on ne peut exclure qu'un tel raisonnement s'applique à certaines personnes dans la société algérienne.

La non-reconnaissance comme réfugié ne signifie pas qu'il ne peut pas surgir des problèmes lors du rapatriement de certaines personnes dans leurs pays d'origine. Concernant ce problème, le commissaire général doit me fournir un avis. Dans des situations concrètes, je ne manquerai pas de prendre mes responsabilités.

1. Is dat juist ?
2. Wat is de houding van België in dit opzicht geweest ?
3. Hoe denkt u deze «regel» in het Belgisch recht in te voegen ?
4. Kan u de toepassing van die regel aangeven met betrekking tot een chaotisch land als Somalië, waar eigenlijk geen echte regering meer is ?
5. Kunnen Somaliërs nog in aanmerking komen voor toepassing van de conventie in ons land en in de EU ?
6. Hoe ziet u concreet, omdat België er wel degelijk mee geconfronteerd wordt, het lot van tal van Algerijnse journalisten, intellectuelen, feministen enz., die door het FIS bedreigd worden ?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid de volgende inlichtingen te verstrekken.

1 en 2. De Raad voor de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken van de Europese Unie heeft op haar vergadering van 4 maart 1996 een algemeen standpunt ingenomen volgens hetwelk personen die op de vlucht zijn tengevolge niet-gouvernementeel geweld of vervolging, niet automatisch als vluchteling worden erkend in de zin van de conventie van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchteling. België heeft zich aangesloten bij dit gemeenschappelijk standpunt.

3. Wat betreft het invoegen dan deze «regel» in het Belgische recht, dien ik het volgende op te merken: het betreft een interpretatie van een internationaal verdrag dat enkel door de regeringen van de Europese Unie werd gegeven.

Dergelijke algemene standpunten zijn weliswaar politiek relevant, maar echter niet juridisch bindend.

Het ligt momenteel ook niet in de bedoeling van de Belgische regering om dit standpunt als wettelijke norm in te voegen en dusdanig een bepaalde wijze van interpreteren van dit verdrag te legaliseren. Bovendien wordt in België het al of niet toekennen van het statuut van vluchteling aan een onafhankelijke instantie toevertrouwd, met name het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen dat de aanvraag diepgaand onderzoekt op basis van de criteria die bepaald zijn door het voornoemd verdrag van Genève. Voor de beoordeling van de aanvraag is het binnen mijn administratie de gewoonte om het «Handboek betreffende de procedures en criteria voor bepalen van de vluchtelingenstatus» van de UNHCR te gebruiken, dat, alhoewel het geen enkele verplichting inhoudt, als referentie dient voor de wijze waarop de individuele dossiers geanalyseerd worden.

Bij de beoordeling van een asielaanvraag wordt niet enkel rekening gehouden met het motief dat als vervolgingsgrond ingeroepen wordt, maar eveneens met de wijze waarop de overheden van het land van oorsprong de aangeklaagde praktijken aanmoedigen, tolereren of veroordelen.

4, 5 en 6. Wat betreft de meer concreet geformuleerde onderdelen meen ik dat er vooralsnog geen redenen zijn om de gangbare interpretatie van de conventie van Genève te herzien. De beslissing van de Raad van de Europese Unie belet de kandidaat niet om andere motieven tot vervolging in te roepen.

Een toestand van burgeroorlog of totale anarchie, vormt op zichzelf geen rechtstreekse aanleiding voor de erkenning als vluchteling. Dit sluit evenwel niet uit dat bepaalde personen andere motieven tot vervolging kunnen laten gelden (bijvoorbeeld voor Somalië het behoren tot een bepaalde sociale groep).

Het is ook niet *a priori* uit te sluiten dat een dergelijke redenering zou kunnen gelden voor bepaalde groepen in de Algerijnse samenleving.

Het niet erkennen als vluchteling betekent niet automatisch dat er geen problemen kunnen rijzen bij het terugleiden van bepaalde personen naar hun land van oorsprong. Hierover dient de commissaris-generaal mij een advies te verstrekken. In concrete situaties zal ik dan ook niet nalaten dienaangaande mijn verantwoordelijkheden op te nemen.

Question n° 168 de M. Anciaux du 28 août 1996 (N.):

Accueil des nomades vivant dans des roulottes.

L'accueil des nomades vivant dans des roulottes est pour le moins archaïque dans notre pays. L'absence totale de terrains d'accueil suffisants et convenablement organisés oblige souvent les nomades à installer leurs roulottes à des endroits qui ne leur sont pas spécifiquement réservés, ni prévus à cet effet, ce qui provoque fréquemment l'inquiétude des voisins.

L'honorable ministre peut-il me dire quelles sont les instructions données aux communes et aux services de police concernant le séjour provisoire sur des terrains publics de nomades vivant dans des roulottes ?

Que prévoit de faire l'honorable ministre pour élargir l'offre de terrains spécifiquement équipés destinés aux nomades vivant dans des roulottes ?

L'honorable ministre prévoit-il d'organiser une campagne d'information spécifique à l'intention de la population pour prévenir les tensions entre les voisins et ceux qui séjournent provisoirement sur des terrains réservés aux roulottes ?

Réponse: L'objet de cette question ayant par le passé déjà été traité de manière circonstanciée, je renvoie l'honorable membre à la réponse donnée à la question parlementaire n° 298 du 14 août 1981 posée par M. Kuijpers, membre de la Chambre des représentants (bulletin des *Questions et Réponses*, Chambre, n° 48, du 8 septembre 1981, p. 4677) selon laquelle la matière visée par l'honorable membre est du ressort des communautés.

Question n° 170 de M. Olivier du 6 septembre 1996 (N.):

Création d'une commission pour la sécurité de l'Euro 2000.

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal créant une commission pour la sécurité du championnat d'Europe des nations (Euro 2000).

La commission aurait entamé ces travaux en juin 1996.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Qui fait partie de cette commission et en quelle qualité ?
2. À combien de reprises cette commission s'est-elle déjà réunie et quelles décisions a-t-elle prises à ces occasions ?
3. La commission ne s'occupera-t-elle que de la problématique de la sécurité du championnat d'Europe des nations (Euro 2000) ou traitera-t-elle des problèmes de sécurité de tous les événements ayant une répercussion nationale sur l'ordre public ?
4. Le coût du maintien de l'ordre et de la sécurité au cours dudit championnat d'Europe sera-t-il répercuté sur les organisateurs ?

Réponse: 1. L'arrêté royal portant création d'une commission pour la sécurité de l'Euro 2000 a été publié dans le *Moniteur belge* du 1^{er} octobre 1996.

2. Une première réunion de la cellule permanente de la commission aura lieu incessamment.

3. Le travail de la commission va s'attacher à la coordination des mesures en matière de maintien de l'ordre et de sécurité à l'occasion de la compétition Euro 2000. Sa tâche englobera donc tous les aspects de sécurité liés à cette compétition.

4. En ce qui concerne l'éventuel apport financier des organisateurs au sujet du maintien de l'ordre, je vous renvoie à la réponse à la question parlementaire nr. 303 de Mme Alexandra Colen du 28 mai 1996 (bulletin des *Questions et Réponses*, Chambre, 1995-1996, 5 août 1996).

Vraag nr. 168 van de heer Anciaux d.d. 28 augustus 1996 (N.):

Opvang van woonwagengebruikers.

De opvang van woonwagengebruikers is in dit land op zijn minst archaisch te noemen. Door een totaal gebrek aan voldoende, degelijk georganiseerde opvangterreinen zijn de woonwagengebruikers vaak verplicht op niet specifiek voorbereiden en voorziene plaatsen hun woonwagens te installeren. Dit heeft vaak de ongeruste bezorgdheid bij de omwonenden tot gevolg.

Kan de geachte minister meedelen welke de wettelijke richtlijnen zijn naar de gemeenten en politiediensten toe betreffende het tijdelijk verblijf van woonwagengebruikers op openbare gronden ?

Welke stappen voorziet de geachte minister ter verruiming van het aanbod van georganiseerde en specifiek uitgeruste terreinen naar woonwagengebruikers toe ?

Voorziet de geachte minister in een specifieke voorlichtingscampagne naar de bevolking toe ter voorkoming van spanningen tussen de omwonenden en tijdelijke verblijvers in woonwagengronden ?

Antwoord: Aangezien het voorwerp van deze vraag vroeger reeds uitvoerig werd behandeld, verwijs ik het geachte lid naar het antwoord gegeven op de parlementaire vraag nr. 298 van 14 augustus 1981 gesteld door de heer Kuijpers, volksvertegenwoordiger (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Kamer, nr. 48, van 8 september 1981, blz. 4677), volgens welke de door het geachte lid bedoelde materie behoort tot de bevoegdheid van de gemeenschappen.

Vraag nr. 170 van de heer Olivier d.d. 6 september 1996 (N.):

Oprichting van een commissie voor de veiligheid van Euro 2000.

De Ministerraad keurde een ontwerp van koninklijk besluit goed waarbij een commissie voor de veiligheid van het Europees landenkampioenschap (Euro 2000) werd opgericht.

De werken van de commissie zouden zijn gestart in juni 1996.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op de volgende vragen :

1. Wie maakt van deze commissie deel uit en in welke hoedanigheid ?
2. Hoeveel keer is deze commissie reeds bijeengekomen en wat werd in deze bijeenkomsten beslist ?
3. Zal deze commissie zich alleen inlaten met de veiligheidsproblematiek van het Europees landenkampioenschap voetbal (Euro 2000) of de veiligheidsproblemen van alle evenementen met een nationale weerslag op de openbare orde behandelen ?
4. Zullen de kosten voor de handhaving van de openbare orde en veiligheid tijdens het Europees landenkampioenschap voetbal worden doorgerekend aan de organisatie ?

Antwoord: 1. Het koninklijk besluit houdende oprichting van een commissie voor de veiligheid van Euro 2000 werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 1 oktober 1996.

2. Een eerste vergadering van de permanente cel van de commissie zal binnenkort plaatsvinden.

3. Het werk van de commissie zal betrekking hebben op de coördinatie van de maatregelen inzake de handhaving van de orde en de veiligheid ter gelegenheid van de competitie Euro 2000. Haar taak zal dus alle veiligheidsaspecten verbonden aan deze competitie omvatten.

4. Wat de eventuele bijdrage van de organisatoren in de kosten van de openbare ordehandhaving betreft, verwijs ik u naar het antwoord op de parlementaire vraag nr. 303 van mevrouw Alexandra Colen van 28 mei 1996 (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Kamer, 1995-1996, 5 augustus 1996).

Question n° 181 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.):

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Au vu des réponses des membres du gouvernement fédéral à ma question du 30 octobre 1995 relative à la proportion de collaborateurs et de collaboratrices au sein de leur cabinet, force est de constater que si les femmes représentent en moyenne près de la moitié de l'ensemble des collaborateurs de cabinet, cette proportion tombe à 24 p.c. pour les collaborateurs de niveau 1.

Les chiffres fournis par les ministres montrent que les collaboratrices de cabinet occupent le plus souvent des fonctions d'exécution ou font partie du personnel auxiliaire. Elles sont généralement moins bien représentées en amont, c'est-à-dire au niveau où sont élaborées les décisions politiques et donc où l'on dirige la politique.

Interrogés sur leur point de vue politique, la plupart des membres du gouvernement ont répondu qu'ils soutiennent totalement les efforts visant à atteindre une représentation équilibrée d'hommes et de femmes dans les cabinets ministériels.

Comme la démocratie paritaire doit constituer un objectif permanent pour tous les membres du gouvernement, j'estime qu'après un an, le moment est venu de dresser un nouveau bilan.

Je prie dès lors l'honorable ministre de répondre aux questions suivantes:

— Y a-t-il eu, au cours de l'année écoulée, des vacances dans votre cabinet? Votre cabinet a-t-il recruté de nouveaux collaborateurs dans cette période? Dans l'affirmative, avez-vous recruté ou engagé par contract des hommes ou des femmes?

— Quelle est, globalement et par niveau, la proportion actuelle des collaborateurs et des collaboratrices de cabinet au sein de votre cabinet?

Réponse: Mes cabinets en tant que vice-Premier et en tant que ministre de l'Intérieur sont composés comme suit:

Situation au 1^{er} novembre 1995:

	Femmes. — Vrouwen	Hommes. — Mannen
Niveau 1	4	14
Niveau 2	15	20
Niveau 3	5	2
Niveau 4	6	7
Totalen	30	43

Situation au 1^{er} octobre 1996:

	Femmes. — Vrouwen	Hommes. — Mannen
Niveau 1	3	15
Niveau 2	13	15
Niveau 3	7	2
Niveau 4	9	5
Totalen	32	37

Comme l'honorable membre peut constater par elle-même, de la comparaison de deux tableaux, le total de mes collaborateurs a diminué, mais le nombre de collaboratrices des niveaux 3 et 4 a notablement augmenté. Il y a, ainsi, un accroissement global des femmes (+2) et une diminution des hommes (-6).

Vraag nr. 181 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.):

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

Bij analyse van de antwoorden van de leden van de federale regering op mijn schriftelijke vraag van 30 oktober 1995 met betrekking tot de indeling van hun kabinetmedewerkers naar geslacht, is het opmerkelijk dat, waar vrouwen gemiddeld bijna de helft vertegenwoordigen van de totale groep kabinetmedewerkers, hun aanwezigheid op niveau 1 gemiddeld slechts 24 pct. bedraagt.

De cijfergegevens tonen aan dat vrouwen op kabinetten vooral terug te vinden zijn in uitvoerende functies en bij het hulppersoneel. Stroomopwaarts — dat is waar de beleidsbeslissingen worden uitgedacht en waar derhalve wordt gestuurd aan het beleid — zijn de vrouwen doorgaans in veel mindere mate aanwezig.

Gevraagd naar hun beleidsvisie gaven de meeste regeringsleden nochtans te kennen het streven naar een evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen in ministeriële kabinetten volledig te ondersteunen.

Vermits het streven naar een paritaire democratie een blijvende opdracht is voor elk lid van de regering, achtte ik de tijd rijp — één jaar verder — voor het opmaken van een nieuwe balans.

Graag had ik dan ook van u vernomen:

— Waren er tijdens het voorbije jaar vacante plaatsen of nieuwe aanwervingen binnen uw kabinet? Zo ja, werden hiervoor vrouwen of mannen aangeworven of gecontracteerd?

— Wat is de huidige verhouding van de vrouwelijke en mannelijke kabinetmedewerkers, in globo en per niveau, binnen uw kabinet?

Antwoord: Mijn kabinetten als Vice-Eerste minister en als minister van Binnenlandse Zaken zijn samengesteld als volgt:

Situatie op 1 november 1995:

	Femmes. — Vrouwen	Hommes. — Mannen
Niveau 1	4	14
Niveau 2	15	20
Niveau 3	5	2
Niveau 4	6	7
Totalen	30	43

Situatie op 1 oktober 1996:

	Femmes. — Vrouwen	Hommes. — Mannen
Niveau 1	3	15
Niveau 2	13	15
Niveau 3	7	2
Niveau 4	9	5
Totalen	32	37

Zoals het geachte lid kan vaststellen uit de vergelijking van beide tabellen, werd het totaal aantal medewerkers verminderd maar werd het aantal vrouwelijke medewerkers in de niveau's 3 en 4 aanmerkelijk verhoogd. Zodoende is er een globale aangroei van vrouwen (+2) en een vermindering van mannen (-6).

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur

Finances

Question n° 113 de M. Anciaux du 28 août 1996 (N.):

Ministère des Finances. — Composition du collège des chefs de service. — Parité linguistique.

Le statut du personnel — articles 53-55, p. 63, du DI300 — et le règlement organique — DI220/II, pp. 11 et 12, articles 6 et 7, prévoient la parité du collège des chefs de service au ministère des Finances.

L'honorable ministre peut-il me dire jusqu'où va cette parité ou ce que celle-ci implique exactement? En d'autres termes, la parité de ce collège doit-elle également être garantie lorsque celui-ci siège? Y a-t-il des cas où cette parité n'est pas requise?

Réponse: L'honorable membre voudra bien trouver ci-après la réponse à sa question.

Conformément aux dispositions du statut et du règlement organiques du ministère des Finances, les collèges des chefs de service sont composés, au ministère des Finances d'un nombre égal de fonctionnaires du rôle linguistique français et du rôle linguistique néerlandais.

L'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant création et la composition des collèges des chefs de service du ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'État stipule en outre que si un collège constitué selon les dispositions de cet arrêté, n'est pas composé d'un nombre égal de fonctionnaires inscrits au rôle linguistique français et au rôle linguistique néerlandais, il est alors complété par des fonctionnaires du rôle linguistique le moins représenté afin de réaliser la parité linguistique.

D'une jurisprudence invariable du Conseil d'État, il apparaît cependant que, bien que le règlement d'ordre intérieur stipule que le collège doit être composé d'un nombre égal de fonctionnaires du rôle francophone et néerlandophone, cela n'implique pas pour autant que le collège ne peut délibérer que si les fonctionnaires des deux rôles linguistiques sont présents en proportion identique. Le Conseil d'État est d'avis que le collège doit pouvoir, par sa composition, interroger et entendre chaque agent dans sa langue maternelle et prendre connaissance de tout document concernant ces agents et rédigé dans la langue de ceux-ci conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

À défaut de règles stipulant dans quelle proportion les deux groupes linguistiques doivent être représentés par les membres du collège à une de leurs réunions, il convient, d'après le Conseil d'État, de considérer comme remplies les conditions relatives à la composition linguistique du collège, lorsque, lors d'une réunion, au moins un membre du groupe linguistique de l'agent intéressé est présent et que le collège peut en outre faire appel à un adjoint linguistique ou à un de ses membres qui serait bilingue, afin d'informer clairement et fidèlement de la portée d'un entretien ou de l'intervention d'un agent ou de documents le concernant, tous les membres du collège.

Question n° 117 de M. Olivier du 18 septembre 1996 (N.):

Précompte immobilier. — Réduction. — Enfants à charge.

Le contribuable bénéficie, par enfant à charge, d'une réduction de 10 p.c. (20 p.c. pour chaque personne à charge handicapée), du précompte immobilier afférent au bien immeuble occupé par le

Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

Financiën

Vraag nr. 113 van de heer Anciaux d.d. 28 augustus 1996 (N.):

Ministerie van Financiën. — Samenstelling college van diensthoofden. — Taalpariteit.

In het statuut van het personeel — artikelen 53-55, blz. 63, van het DI300 — en het organieke reglement — DI220/II, blz. 11 en 12, artikelen 6-7 — wordt de taalpariteit van het college van diensthoofden op het ministerie van Financiën vastgelegd.

Kan de geachte minister mij vertellen hoever deze pariteit reikt of wat deze pariteit precies inhoudt? Met andere woorden betekent dit dat de pariteit van dit college ook gewaarborgd moet zijn wanneer dit college zetelt? Zijn er bepaalde gevallen waar deze pariteit niet vereist is?

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna het antwoord op de door hem gestelde vraag te willen vinden.

Overeenkomstig de bepalingen van het statuut en van het organieke reglement van het ministerie van Financiën, zijn de colleges van diensthoofden bij het ministerie van Financiën samengesteld uit een gelijk aantal ambtenaren van de Nederlandse taalrol en van de Franse taalrol.

Het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstchefs van het ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het rijkspersoneel worden toevertrouwd, bepaalt bovendien dat, zo een college samengesteld overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, niet uit een gelijk aantal ambtenaren ingeschreven op de Nederlandse taalrol en op de Franse taalrol bestaat, het wordt aangevuld met ambtenaren van de minst vertegenwoordigde taalrol om het taalevenwicht te verwezenlijken.

Uit een vaste rechtspraak van de Raad van State blijkt evenwel dat, niettegenstaande het huishoudelijk reglement bepaalt dat het college uit een gelijk aantal ambtenaren van de Nederlandse en van de Franse rol is samengesteld, hieruit niet volgt dat het college slechts geldig kan beraadslagen zo de ambtenaren van beide taalrollen in gelijk aantal tegenwoordig zijn. De Raad van State is van oordeel dat het college in staat moet zijn door zijn samenstelling ieder ambtenaar in zijn eigen taal te ondervragen en te horen en kennis te nemen van alle bescheiden welke die ambtenaar betreffen en in de taal van die ambtenaar zijn gesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Bij ontstentenis van een regel die bepaalt in welke verhouding de twee taalgroepen door de leden van het college op een vergadering ervan moeten vertegenwoordigd zijn, moeten volgens de Raad van State de voorwaarden betreffende de taalkundige samenstelling van het college geacht worden vervuld te zijn wanneer op de vergadering op zijn minst één lid van de taalgroep van de belanghebbende ambtenaar aanwezig is en het college bovendien ten minste beroep kan doen op een taaladjunct of op één van zijn leden die tweetalig is, om de strekking van een ondervraging of van een tussenkomst van een ambtenaar of de betekenis van bescheiden die hem betreffen, aan alle leden van het college getrouw duidelijk te maken.

Vraag nr. 117 van de heer Olivier d.d. 18 september 1996 (N.):

Onroerende voorheffing. — Vermindering. — Kinderen ten laste.

Een vermindering van onroerende voorheffing van 10 pct. per kind ten laste (van 20 pct. per gehandicapte persoon ten laste) wordt toegekend in verband met één onroerend goed dat wordt

chef d'une famille comptant au moins, au 1^{er} janvier, deux enfants en vie ou une personne handicapée, y compris le conjoint (art. 257, 3^o, CIR 92). La loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus dispose que la notion d'enfant à laquelle référence est faite est identique à celle qui est usitée en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques.

L'article 258 CIR 92 dispose que les réductions sont appréciées eu égard à la situation existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition au précompte immobilier.

À mon humble avis, la réduction porte sur le bien et non sur la situation familiale, si bien qu'il faut considérer que la réduction du précompte immobilier est définitivement acquise. Certains voient toutefois les choses différemment.

L'honorable ministre peut-il, à cet égard :

1. Confirmer que la réduction du précompte immobilier peut être considérée comme définitivement acquise;

2. Dans la négative, dire quand on considère qu'un «enfant» ne fait plus partie du ménage pour ce qui est de l'attribution de la réduction du précompte immobilier;

3. Dire si l'administration est soumise à des directives spécifiques à ce sujet ?

Réponse : L'honorable membre trouvera ci-après la réponse à ses questions relatives à la réduction de précompte immobilier (Pr. I) accordée en vertu de l'article 257, 3^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92).

Le premier alinéa de l'article précité détermine les conditions auxquelles la famille doit satisfaire pour ouvrir le droit à la réduction de Pr. I (relatif au bien en cause) :

- Soit avoir au moins deux enfants en vie;
- Soit compter une personne handicapée.

Le deuxième alinéa de l'article susmentionné fixe le taux de la réduction de Pr. I qui doit être appliqué dès que le droit à la réduction est acquis: 10 p.c. pour chaque enfant non handicapé à charge et 20 p.c. pour chaque personne handicapée à charge, y compris le conjoint.

Tant l'ouverture du droit à la réduction que le taux de celle-ci sont donc fonction de la situation familiale. Cette situation familiale pouvant évoluer dans le temps, la réduction de Pr. I ne peut dès lors être considérée comme définitivement acquise.

Pour être considérés comme étant à charge du chef de famille au sens de l'octroi de la réduction de Pr. I en cause, les enfants (ainsi que les personnes handicapées autres que le conjoint), doivent faire partie de son ménage au 1^{er} janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition et, en outre, n'avoir pas bénéficié, pendant l'année antérieure, de ressources dont le montant net excède 60 000 francs (ce montant est indexé chaque année en vertu et selon les modalités de l'article 178, §§ 1^{er} et 2, CIR 92).

Sont considérés comme des enfants qui appartiennent au ménage de l'occupant, pour autant qu'ils en fassent partie au 1^{er} janvier de l'année d'imposition :

1. Ses descendants et ceux de son conjoint (enfants légitimes, naturels ou adoptés, beaux-enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants);

2. Les enfants, autres que descendants, qui sont entièrement ou principalement à sa charge (par exemple enfants dont les parents sont déçus de la puissance paternelle, enfants étrangers, même s'ils ne sont pas orphelins de père ou de mère).

Les directives administratives particulières relatives à ces dispositions peuvent être consultées sous les numéros 257/40 à 257/62 du *Commentaire du Code des impôts sur les revenus 1992*.

Question n° 123 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.) :

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 181 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1516).

betrokken door het hoofd van een gezin met op 1 januari ten minste twee kinderen in leven of één gehandicapte persoon, met inbegrip van de echtgenoot (art. 257, 3^o, WIB 92). De fiscale hervormingswet van 7 december 1988, bepaalt dat aan het begrip «kind» dezelfde inhoud mag worden toegekend als in de personenbelasting.

Het artikel 258 WIB 92 bepaalt dat de verminderingen worden beoordeeld naar de toestand op 1 januari van het aanslagjaar-OV.

Naar mijn bescheiden mening slaat de vermindering op het goed en niet op de gezinssituatie en moet de vermindering van onroerende voorheffing als definitief verworven worden beschouwd. Anderen zijn een andere mening toegedaan.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen :

1. Kan de geachte minister bevestigen dat de vermindering van onroerende voorheffing als definitief verworven mag worden beschouwd ?

2. Zo nee, wanneer kan een «kind» niet meer geacht worden deel uit te maken van het gezin in functie van het toekennen van een vermindering van onroerende voorheffing ?

3. Bestaan er specifieke richtlijnen voor de administratie ter zake ?

Antwoord : Het geachte lid gelieve hierna het antwoord te vinden op zijn vragen over de vermindering van onroerende voorheffing (OV) krachtens artikel 257, 3^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92).

Het eerste lid van het voormeld artikel bepaalt de voorwaarden waaraan het gezin moet voldoen opdat het recht op de vermindering van OV (betreffend het onroerend goed dat het betreft) zou ontstaan :

- Ofwel ten minste twee kinderen in leven hebben;
- Ofwel een gehandicapte persoon bevatten.

Het tweede lid van het voormeld artikel bepaalt het tarief van de vermindering van OV dat moet worden toegepast eens het recht op de vermindering verworven is: 10 pct. voor ieder niet-gehandicapt kind ten laste en 20 pct. voor iedere gehandicapte persoon ten laste, met inbegrip van de echtgenoot.

Zowel het ontstaan van het recht op de vermindering als het tarief ervan worden dus bepaald door de gezinssituatie. Aangezien deze gezinssituatie kan veranderen met de tijd, kan de vermindering van OV dan ook niet als definitief verworven worden beschouwd.

Om in functie van het toekennen van de hier besproken vermindering van OV als ten laste van het gezinshoofd te worden beschouwd, moeten de kinderen (evenals de gehandicapte personen andere dan de echtgenoot) deel uitmaken van zijn gezin op 1 januari van het jaar waarvan het jaartal het aanslagjaar bepaalt, en daarenboven, gedurende het vorige jaar, geen bestaansmiddelen hebben genoten waarvan het nettobedrag 60 000 frank te boven gaat (dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd ingevolge van volgens de modaliteiten van artikel 178, §§ 1 en 2, WIB 92).

Worden geacht kinderen te zijn die tot het gezin van de bewoner behoren, voor zover zij er deel van uitmaken op 1 januari van het aanslagjaar :

1. Zijn afstammelingen die van zijn echtgenoot (wettige kinderen, wettelijk aangenomen of natuurlijke kinderen, schoonzonen en schoondochters, kleinkinderen en achterkleinkinderen);

2. De andere kinderen dan afstammelingen, die volledig of hoofdzakelijk ten zijnen laste zijn (bijvoorbeeld kinderen wier ouders uit de ouderlijke macht zijn ontzet, vreemde kinderen, zelfs indien zij niet ouderloos zijn).

Specifieke administratieve richtlijnen hierover zijn terug te vinden in de *Commentaar op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*, nrs. 257/40 tot 257/62.

Vraag nr. 123 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.) :

Cabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 181 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1516).

Réponse: L'honorable membre voudra bien trouver ci-après, sous forme de tableaux récapitulatifs, les réponses à ses questions.

1. Modifications dans l'effectif pendant la période d'octobre 1995 à octobre 1996

a) Cabinet du Vice-Premier ministre

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna de antwoorden op haar vragen, in de vorm van samenvattende tabellen, te willen vinden.

1. Wijzigingen in het personeelsbestand gedurende de periode van oktober 1995 tot oktober 1996

a) Kabinet van Vice-Eerste minister

Démissions — Ontslagen	Nouvelles mises au travail — Nieuwe tewerkstellingen			
	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen

Membres. — <i>Leden</i>	1	—	1	—
Personnel d'exécution. — <i>Uitvoerend personeel</i>	1	2(*)	3	4(**)
Personnel auxiliaire. — <i>Hulppersoneel</i>	—	—	—	—

(*) Dont 1 travaillait à temps partiel.

(**) Dont 1 travaille à temps partiel.

b) Cabinet Finances

(*) Waarvan er 1 deeltijds werkte.

(**) Waarvan er 1 deeltijds werkt.

b) Kabinet Financiën

Démissions — Ontslagen	Nouvelles mises au travail — Nieuwe tewerkstellingen			
	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen

Membres. — <i>Leden</i>	3	—	2	1
Personnel d'exécution. — <i>Uitvoerend personeel</i>	1(*)	3	3	4(**)
Personnel auxiliaire. — <i>Hulppersoneel</i>	—	1	—	—

(*) Travaillait à temps partiel.

(**) Dont 1 travaille à temps partiel.

c) Cabinet Commerce extérieur

(*) Werkte deeltijds.

(**) Waarvan er 1 deeltijds werkt.

c) Kabinet Buitenlandse Handel

Démissions — Ontslagen	Nouvelles mises au travail — Nieuwe tewerkstellingen			
	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen

Membres. — <i>Leden</i>	—	—	—	—
Personnel d'exécution. — <i>Uitvoerend personeel</i>	1	1(*)	—	2
Personnel auxiliaire. — <i>Hulppersoneel</i>	—	—	—	1

(*) Travaillait à temps partiel.

2. Proportion actuelle

(*) Werkte deeltijds.

2. Huidige verhouding

Cabinet — Kabinet	Vice-Premier ministre — Vice-Eerste minister			Finances — Financiën			Commerce extérieur — Buitenlandse Handel		
	Membres — <i>Leden</i>	Personnel d'exécution — <i>Uitvoerend personeel</i>	Personnel auxiliaire — <i>Hulppersoneel</i>	Membres — <i>Leden</i>	Personnel d'exécution — <i>Uitvoerend personeel</i>	Personnel auxiliaire — <i>Hulppersoneel</i>	Membres — <i>Leden</i>	Personnel d'exécution — <i>Uitvoerend personeel</i>	Personnel auxiliaire — <i>Hulppersoneel</i>

Hommes. — <i>Man-</i> <i>nen</i>	2	4	2	9 ⁽⁵⁾	15 ⁽²⁾	0	7 ⁽⁵⁾	8	2
Femmes. — <i>Vrou-</i> <i>wen</i>	1	6	0	2	20 ⁽³⁾	5	2	12	6 ⁽¹⁾
Total catégorie. — <i>Totaal categorie</i>	3	10	2	11 ⁽⁵⁾	35 ⁽⁴⁾	5	9 ⁽⁵⁾	20	8 ⁽¹⁾
Total cabinet. — <i>Totaal kabinet</i>		15			51 ⁽⁴⁾			37 ⁽¹⁾	

Cabinet — Kabinet	Vice-Premier ministre — Vice-Eerste minister			Finances — Financiën			Commerce extérieur — Buitenlandse Handel		
Catégorie — Categorie	Membres — Leden	Personnel d'exécution — Uitvoerend personeel	Personnel auxiliaire — Hulp- personeel	Membres — Leden	Personnel d'exécution — Uitvoerend personeel	Personnel auxiliaire — Hulp- personeel	Membres — Leden	Personnel d'exécution — Uitvoerend personeel	Personnel auxiliaire — Hulp- personeel

Homme/cabinet. — Mannen/kabinet .	8			24 ⁽²⁾			17		
Femmes/cabinet. — Vrouwen/kabinet .	7			27 ⁽³⁾			20 ⁽¹⁾		

- (1) Dont 1 travaille à temps partiel.
 (2) Dont 2 travaillent à temps partiel.
 (3) Dont 3 travaillent à temps partiel.
 (4) Dont 5 travaillent à temps partiel.
 (5) Y compris un expert.

- (1) Waarvan er 1 deeltijds werkt.
 (2) Waarvan er 2 deeltijds werken.
 (3) Waarvan er 3 deeltijds werken.
 (4) Waarvan er 5 deeltijds werken.
 (5) Met inbegrip van 1 deskundige.

Question n° 127 de Mme Sémer du 11 octobre 1996 (N.):

Revenu du ménage servant de base au calcul de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale. — Séparation de fait.

La loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales prévoit que la base servant au calcul de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale correspond au revenu du ménage tel que le définit l'article 107 de la même loi.

Pour l'année de la séparation de fait, les contribuables peuvent demander que le calcul de l'impôt sur le revenu se fasse de manière séparée.

L'honorable ministre pourrait-il me dire qui, après le calcul de l'imposition distincte, est tenu de payer la cotisation spéciale pour la sécurité sociale si :

- Les deux époux sont salariés;
- Les deux époux sont indépendants;
- L'un des époux est salarié et l'autre indépendant;
- L'un des époux est salarié, et le conjoint indépendant s'octroie un salaire minimum après avoir créé une SPRLU?

Réponse: L'administration élabore actuellement des directives relatives à la problématique évoquée par l'honorable membre.

Ces directives seront publiées dès que possible de la manière habituelle.

Vice-Premier ministre et ministre du Budget

Question n° 16 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.):

La dimension familiale de la politique du ministre.

Dans l'accord de gouvernement, le gouvernement fédéral s'engage formellement à «évaluer constamment les diverses mesures générales quant à leur impact positif sur le développement de la solidarité et la vie des familles». Et l'accord de poursuivre: «Dans cette optique, le gouvernement insiste sur la dimension familiale de la politique.»

Cette attention toute particulière que le gouvernement accorde à la famille est tout à fait justifiée, puisque toute mesure a des conséquences, soit directes, soit indirectes, sur les liens familiaux au sein des diverses formes de familles. Dans la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, la famille est reconnue non seulement comme le noyau de la société, mais aussi comme formant l'environnement naturel dans lequel tous ses membres, et les enfants en particulier, peuvent se développer et jouir du bien-être.

Il appartient dès lors à tous les responsables politiques de mener une politique qui soit favorable aux familles, non seulement en

Vraag nr. 127 van mevrouw Sémer d.d. 11 oktober 1996 (N.):

Gezinsinkomen als grondslag van de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid. — Feitelijke scheiding.

De wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen bepaalt dat de grondslag van de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid overeenstemt met het gezinsinkomen zoals het is omschreven in artikel 107 van diezelfde wet.

Voor het jaar van feitelijke scheiding kunnen belastingplichtigen een splitsing van de berekening van de inkomstenbelasting aanvragen.

Kan de geachte minister mij meedelen wie, na de berekening van de splitsing, de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid dient te betalen indien :

- Beide echtgenoten werknemer zijn;
- Beide echtgenoten zelfstandig zijn;
- Eén echtgenoot werknemer en de andere zelfstandige is;
- Eén echtgenoot werknemer is en de echtgenoot-zelfstandige zichzelf een minimumloon toekent na een EBVBA opgericht te hebben?

Antwoord: De administratie werkt thans richtlijnen uit met betrekking tot de door het geachte lid beoogde problematiek.

Die richtlijnen zullen zo spoedig mogelijk op de gebruikelijke wijze worden gepubliceerd.

Vice-Eerste minister en minister van Begroting

Vraag nr. 16 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.):

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

Het federaal regeerakkoord bevat het uitdrukkelijk engagement dat de regering «de diverse maatregelen die zij neemt steeds zal toetsen aan hun solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter». «Precies vanuit deze optiek», zo vervolgt het regeerakkoord, «hecht de regering onder meer groot belang aan de gezinsdimensie van het beleid.»

Deze bijzondere aandacht van de regering voor het gezin is volkomen terecht aangezien iedere maatregel, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, steeds gevolgen heeft voor de gezinsverbanden in hun diverse leefvormen. In het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind wordt het gezin niet alleen erkend als de kern van de samenleving, maar ook als de natuurlijke omgeving voor de ontplooiing en het welzijn van al haar leden en van kinderen in het bijzonder.

Het behoort dan ook tot de taak van alle beleidsverantwoordelijken om een gezinsvriendelijk beleid te voeren, niet alleen door

prenant des mesures spécifiques axées sur les familles, mais aussi en vérifiant chaque fois quelles conséquences une mesure aura pour les familles et comment la politique menée peut le mieux garantir l'intérêt de celles-ci.

Aussi saurais-je gré à l'honorable ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Quelle dimension familiale votre politique présente-t-elle ? En quoi vos attributions ont-elles un rapport avec la famille ?

2. Quelles mesures avez-vous déjà prises pour encourager et aider les familles dans leurs diverses formes ?

3. De quelle façon les mesures prises par vous sont-elles évaluées quant à leur impact positif sur le développement de la solidarité et la vie des familles ?

4. Avez-vous déjà effectué une « étude d'incidences sur les familles » à propos des mesures que vous avez prises ? Dans l'affirmative, quelle méthode avez-vous suivie ; pour quels aspects de votre politique avez-vous effectué ladite étude ?

5. Les familles sont-elles associées de manière active (par la voie de la concertation ou de la consultation) au travail d'aide à la décision politique réalisé au sein de votre département ?

Réponse : Le ministre du Budget n'a pas de propres compétences quant à la teneur de la politique menée. Il a par définition une vocation horizontale. De plus, le contrôle effectué par le Budget est principalement de nature spécifiquement budgétaire. En général, je m'efforce d'assumer cette mission en « bon père de famille ».

En tant que Vice-Premier ministre, la dimension familiale de la politique menée me tient bien à cœur, mais ce n'est pas en cette qualité que l'honorable membre m'a interrogé.

Question n° 17 de M. Hatry du 18 octobre 1996 (Fr.) :

Pression fiscale et parafiscale en p.c. du PIB.

La Commission européenne, dans sa publication *Single Market News*, vient de rendre officielles les recettes fiscales et parafiscales pour l'année 1995.

Le tableau ci-après donne les données pour 1990 et 1995 pour les quinze États membres, telles que le *Bulletin Europe* du 8 juillet 1996 l'a publié.

UE Différences de fiscalité entre les États membres
Recettes fiscales des États membres (en % du PIB)

	Impôts indirects — Indirect taxes		Impôts directs — Direct taxes		Total impôts indirects et directs — Sum of direct and indirects taxes		Prélèvement sociaux — Social security contributions		Total des recettes fiscales — Total tax revenues	
	1990	1995	1990	1995	1990	1995	1990	1995	1990	1995
B	12,3	12,8	17,1	17,8	29,4	30,6	17,2	17,5	46,5	48,1
DK	17,7	18,1	29,2	31	46,9	49,1	2,6	2,7	49,5	51,8
D ¹	12,5	13,2	11,2	11,5	23,7	24,7	16,9	19,4	40,5	44,1
GR	13,2	15,2	5,5	6	18,7	21,2	11,4	12,7	30,1	33,9
E	10,7	11,5	12	11,4	22,7	22,9	13	13,8	35,7	36,6
F	15,1	15,1	8,9	9,5	24	24,6	21	21,1	45	45,6
IRL	16,4	15,8	13,8	14,7	30,2	30,5	5,2	5,2	35,4	35,7
I	10,6	12	14,4	15,1	25	27,1	14,4	15,2	39,5	42,3
L	15,4	16,4	16,8	12,7	32,2	29,1	13,3	12,5	45,5	41,5
NL	12,3	13	15,5	13,3	27,8	26,3	17	18,8	44,9	45,1
A	16	15,3	13,3	13,3	29,3	28,6	14,8	15,6	44	44,2
P	13,8	14,2	8,4	9,1	22,2	23,3	9,9	11,1	32,1	34,5
SF	15,1	14,1	18	16,4	33,1	30,5	13	15	46,2	45,4
S	17,2	14,7	23,4	22,3	40,6	37	15,6	14,2	56,2	51,2
UK	15,8	16,2	14	13	29,8	29,2	6,3	6,2	36,1	35,5
EURIS	13,6 ²	13,9	13,0 ²	12,8	26,6 ²	26,7	15,0 ²	16,0	41,6 ²	42,7

1 1990: Allemagne de l'Ouest.
2 1987.

het nemen van specifieke, gezinsgerichte maatregelen, maar ook door steeds na te gaan wat de gevolgen zijn van een beleidsmaatregel voor het gezin en hoe het gezinsbelang het best wordt gewaarborgd door het gevoerde beleid.

Graag had ik dan ook van u vernomen :

1. Wat is de gezinsdimensie van uw beleid ? Wat zijn de raakvlakken tussen uw bevoegdheden en het gezin ?

2. Welke maatregelen hebt u reeds ondernomen ter bevordering en ter ondersteuning van het gezin in haar diverse leefvormen ?

3. Op welke wijze worden het solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter van de door u genomen maatregelen getoetst ?

4. Hebt u reeds een gezinseffectenrapport gemaakt van de door u genomen maatregelen ? Zo ja, volgens welke methodiek en voor welke facetten van uw beleid ?

5. Worden gezinnen op een actieve manier (door overleg of door het geven van advies) betrokken bij het beleidsvoorbereidend werk binnen uw departement ?

Antwoord : De minister van Begroting heeft geen eigen bevoegdheid naar inhoudelijke materies toe. Hij heeft bij definitie een horizontale roeping. De toetsing van Begroting is bovendien voornamelijk specifiek budgettair. In het algemeen tracht ik die taak waar te nemen als een « goede huisvader ».

Als Vice-premier gaat mij de gezinsdimensie van het beleid wel ter harte, maar het is niet in die hoedanigheid dat het geachte lid mij ondervroeg.

Vraag nr. 17 van de heer Hatry d.d. 18 oktober 1996 (Fr.) :

Fiscale en parafiscale druk in pct. van het BBP.

De Europese Commissie heeft onlangs in haar publicatie *Single Market News* de fiscale en parafiscale ontvangsten voor het jaar 1995 bekendgemaakt.

De volgende tabel toont de gegevens voor 1990 en 1995 voor de vijftien lidstaten, zoals ze door het *Bulletin Europe* van 8 juli 1996 gepubliceerd zijn.

EU Differences in taxation between Member States
Tax revenues of general government (% of GDP)

1 1990: West Germany.
2 1987.

Source : Commission européenne : «Single Market News» n° 4 (juin 1996).

Contrairement aux affirmations répétées du gouvernement belge, la Commission relève donc très correctement que le total des recettes fiscales s'élève à 48,1 p.c. en 1995, ce qui nous met à 5,4 p.c. au-dessus de la moyenne de l'Europe des Quinze et nous situe au troisième rang après le Danemark et la Suède, et largement avant la Finlande, la France et les Pays-Bas.

Le ministre des Finances et le ministre du Budget ne cessent d'utiliser un chiffre sensiblement plus bas, qui se situe aux environs de 46,1 p.c., chiffre qui apparaît hautement contestable à la lumière de l'information européenne, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

Pression fiscale et parafiscale en p.c. du PIB (extrait de la communication du gouvernement au Parlement du 1^{er} octobre 1996) :

1982: 45,8.
1985: 46,8.
1987: 46,6.
1988: 45,2.
1989: 43,8.
1992: 44,3.
1995: 46,1.

L'honorable ministre peut-il m'informer quand le gouvernement cessera d'utiliser une information erronée pour situer la Belgique en la matière ?

Réponse : Le gouvernement ne publie aucune information erronée quant à la pression fiscale et parafiscale en p.c. du produit intérieur brut, ainsi qu'un de mes prédécesseurs l'a déjà précisé dans le rapport de la commission des Finances du Sénat relatif au projet de loi ajustant les budgets des Voies et Moyens et budget général des Dépenses 1993 du 6 juillet 1993 [voir annexe du rapport sous référence 798-2 (1992-1993)].

Les données utilisées par le gouvernement correspondent aux concepts utilisés par la Commission européenne dans une de ses publications de référence pour les statistiques des finances publiques, à savoir les *Comptes et statistiques des administrations publiques*, annuaire publié périodiquement par Eurostat (Office statistique des Communautés européennes) sous la référence 2-C Économies et finances «comptes, enquêtes et statistiques». Du point de vue des experts, cette source est la seule pour la Commission européenne qui ne prête pas à discussion, son contenu ayant fait l'objet de vérifications approfondies quant à son exactitude et à sa comparabilité.

En fait, les données utilisées par le gouvernement reprennent sans plus les montants qui figurent dans cet annuaire au tableau 8 «Recettes totales des impôts et cotisations sociales obligatoires» tant pour la Belgique que pour les autres pays. Pour les années plus récentes qui ne sont pas disponibles dans cette source, les renseignements nécessaires ont été obtenus sur une base informelle auprès d'Eurostat selon la même méthodologie que celle en usage dans l'annuaire.

La publication à laquelle vous faites référence s'écarte de ces montants parce qu'elle inclut les cotisations non obligatoires à la sécurité sociale et les cotisations que se paient les administrations publiques à elles-mêmes.

D'un point de vue économique, seuls les prélèvements obligatoires ont un sens pour l'évaluation et la comparaison des pressions fiscales et parafiscales respectives en Europe.

Dans les cotisations non obligatoires figurent en effet :

— D'une part, des cotisations libres à des régimes d'assurances extralégales organisés dans certains pays par les administrations publiques elles-mêmes;

— D'autre part, des cotisations fictives, c'est-à-dire les montants que les fonctionnaires en activité devraient cotiser pour couvrir les pensions versées aux retraités de la Fonction publique du moment dans l'hypothèse où le régime serait financé par cotisation, plutôt que selon le principe du salaire différé: cette présentation des choses a pour effet de comptabiliser du côté des recettes des cotisations fictives et du côté des dépenses des salaires fictifs

Source : European commission : «Single Market News» n° 4 (June 1996).

In tegenstelling tot de herhaalde verklaringen van de Belgische regering toont de Commissie dus zeer correct aan dat de totale fiscale ontvangsten 48,1 pct. bedragen in 1995, wat ons dus 5,4 pct. boven het gemiddelde van het Europa van de Twaalf plaatst en ons op de derde plaats situeert na Denemarken en Zweden, ruim vóór Finland, Frankrijk en Nederland.

De minister van Financiën en die van Begroting hanteren voortdurend een veel lager cijfer, ongeveer 46,1 pct., dat hoogst betwistbaar lijkt in het licht van de Europese informatie, zoals blijkt uit de volgende tabel.

Fiscale en parafiscale druk in pct. van het BBP (uittreksel uit de regeringsmededeling aan het Parlement van 1 oktober 1996) :

1982: 45,8.
1985: 46,8.
1987: 46,6.
1988: 45,2.
1989: 43,8.
1992: 44,3.
1995: 46,1.

Kan de geachte minister mij meedelen wanneer de regering zal ophouden verkeerde informatie te hanteren om België op dat gebied in de rangschikking te situeren ?

Antwoord : De regering publiceert geen foute informatie omtrent de fiscale en parafiscale druk, in pct. van het bruto binnenlands produkt, zoals een van mijn voorgangers reeds heeft aangegeven in het verslag van 6 juli 1993 van de Senaatscommissie van Financiën betreffende het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting en van de Algemene Uitgavenbegroting 1993 [zie bijlage verslag, kenmerk 798-2 (1992-1993)].

De door de regering gehanteerde gegevens stemmen overeen met de begrippen gebruikt door de Europese Commissie in een van haar naslagpublicaties over statistieken inzake overheidsfinanciën, met name *Rekeningen en statistieken van de overheidsadministraties*, periodiek jaarboek gepubliceerd door Eurostat (Statistisch Bureau van de Europese Gemeenschappen), met als kenmerk 2-C Economie en financiën «rekeningen, enquêtes en statistieken». Volgens het standpunt van de deskundigen is dit voor de Europese Commissie de enige bron die buiten kijf staat, aangezien de inhoud grondig wordt gecontroleerd op juistheid en vergelijkbaarheid.

In feite nemen de door de regering gehanteerde gegevens zonder meer de bedragen over die in dat jaarboek voorkomen in tabel 8 «Totale ontvangsten aan belastingen en verplichte sociale bijdragen» zowel voor België als voor de andere landen. Voor de recentste jaren waarover die bron geen gegevens bevat, werden de nodige inlichtingen op informele basis verkregen bij Eurostat volgens dezelfde methodiek die gebruikt wordt in het jaarboek.

De publicatie waarnaar u verwijst wijkt af van die bedragen omdat ze de niet-verplichte bijdragen aan de sociale zekerheid en de bijdragen die de overheidsadministraties aan zichzelf betalen, omvat.

Uit economisch oogpunt hebben enkel de verplichte inhoudingen zin voor de evaluatie en de vergelijking van de respectieve fiscale en parafiscale druk in Europa.

De niet-verplichte bijdragen omvatten inderdaad :

— Enerzijds de vrijwillige bijdragen aan extralegale verzekeringsstelsels ingesteld in bepaalde landen door de overheidsadministraties zelf;

— Anderzijds de fictieve bijdragen, dit wil zeggen de bedragen die de ambtenaren in actieve dienst zouden moeten bijdragen ter dekking van de aan de momenteel gepensioneerden ambtenaren uitbetaalde pensioenen in de veronderstelling dat het stelsel zou worden gefinancierd via bijdragen eerder dan volgens het principe van de uitgestelde wedde: deze voorstelling heeft tot gevolg dat aan de ontvangstenzijde fictieve bijdragen en aan de uitgaven-

liquidés sous forme de cotisations patronales et des transferts sociaux sous forme de pensions. Les flux sont gonflés par ces écritures comptables sans effet sur les soldes.

Par ailleurs, dans la mesure où, dans certains pays, le régime de sécurité sociale des fonctionnaires est basé sur des cotisations effectives, Eurostat juge plus cohérent pour la comparaison de consolider le compte des pouvoirs publics, c'est-à-dire d'exclure les flux de paiements interadministrations. Cette manière d'Eurostat de présenter les choses vaut également pour les autres types de recettes ou de dépenses, par exemple les intérêts que paie le pouvoir fédéral sur les actifs financiers de la sécurité sociale qui sont exclus à la fois des intérêts de la dette publique et des recettes non fiscales. Le but de la présentation consolidée est de mesurer la pression effective exercée par la puissance publique sur les autres secteurs et de neutraliser au mieux, dans la comparaison internationale, les effets de particularités d'organisation institutionnelle.

À noter enfin que les données publiées par la source que vous citez sont basées sur les comptes nationaux publiés par l'Institut des comptes nationaux en 1995, alors que les données du gouvernement sont basées sur celles publiées par cet institut en juin 1996, ce qui compte tenu de la révision du PIB des années passées s'est traduit par des différences marquées: par exemple, en 1987, la pression fiscale et parafiscale est revenue de 47 à 46,6 p.c. suite essentiellement à cette révision.

En conclusion, le gouvernement diffuse une information objective au Parlement et dans les médias en se référant à une source internationale dont l'objectivité ne peut être mise en doute et à laquelle il s'est systématiquement tenu depuis des années. La méthodologie mise au point par les services Eurostat de la Commission européenne est la plus cohérente du point de vue économique tant du point de vue de l'analyse interne que des comparaisons internationales.

Cette méthodologie n'introduit aucun biais d'opportunité dans l'analyse:

— Puisque par rapport aux autres pays, l'une et l'autre approches ne changent guère l'écart apparent entre la Belgique et la moyenne européenne:

* En 1995, 46,1 et 41,1 p.c. selon la méthodologie Eurostat;

* En 1995, 48,1 et 42,2 p.c. selon vos sources;

* Le classement n'est guère différent à une place près, la Finlande nous dépassant dans la présentation Eurostat;

— Puisque par rapport au passé, l'une et l'autre évolutions donnent pour la Belgique une évolution comparable: en 1987 et 1995, respectivement 46,6 et 46,1 p.c. d'un côté et 48,4 et 48,1 p.c. de l'autre.

Question n° 18 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le 25 décembre 1991, la Belgique a approuvé la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Depuis lors, conformément à l'article 44 de cette convention, la Belgique a soumis son premier rapport au Comité des droits de l'enfant de l'ONU. Le 9 juin 1995, ce comité a formulé un certain nombre de suggestions et de recommandations générales basées sur les informations contenues dans le rapport belge.

Je souhaiterais que vous répondiez aux questions suivantes:

1. De quelle manière contribuez-vous à faire connaître en Belgique les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et à rendre notre société plus accueillante à l'égard de ceux-ci?

2. Quels sont les articles de cette convention qui touchent à votre domaine d'attributions?

3. Depuis la présentation du premier rapport belge, quelles mesures avez-vous prises en exécution de la Convention relative

à cette convention?

zijde fictieve wedden uitbetaald in de vorm van werkgeversbijdragen en sociale overdrachten in de vorm van pensioenen worden geboekt. De stromen worden opgedreven door deze boekingen zonder invloed op de saldo's.

In de mate dat in sommige landen het sociale-zekerheidsstelsel van de ambtenaren stoelt op daadwerkelijke bijdragen, acht Eurostat het overigens logischer voor vergelijkingsdoeleinden om de rekening van de overheid te consolideren, dit wil zeggen met uitsluiting van betalingsstromen tussen administraties. Deze manier van voorstelling van zaken door Eurostat geldt eveneens voor de andere soorten uitgaven of ontvangsten, bijvoorbeeld de interesten die de federale overheid betaalt op de activa van de sociale zekerheid met uitsluiting zowel van de interesten op de overheidsschuld als van de niet-fiscale ontvangsten. Het doel van de geconsolideerde voorstelling is de effectieve druk uitgeoefend door de overheid op de andere sectoren te meten en in de internationale vergelijking de invloeden van institutionele bijzonderheden zo goed mogelijk te weren.

Tenslotte dient opgemerkt dat de gegevens gepubliceerd door de door u vermelde bron steunen op de nationale rekeningen gepubliceerd in 1995 door het Instituut van de nationale rekeningen, terwijl de gegevens van de regering gebaseerd zijn op de gegevens die door dat instituut in juni 1996 werden gepubliceerd, en die, rekening houdend met de herziening van het BBP van de voorbije jaren, uitgesproken verschillen vertonen: in 1987 bijvoorbeeld, is hoofdzakelijk dank zij deze herziening de fiscale en parafiscale druk teruggelopen van 47 tot 46,6 pct.

Als besluit kan worden gesteld dat de regering aan het Parlement en in de media objectieve informatie verspreidt door te verwijzen naar een internationale bron waarvan de objectiviteit niet in twijfel kan worden getrokken en waaraan zij zich sinds jaren steeds gehouden heeft. De methodiek uitgewerkt door de diensten van Eurostat van de Europese Commissie is uit economisch oogpunt de meest samenhangende zowel voor interne analyses als voor internationale vergelijkingen.

Deze methodiek brengt geen opportunistische kunstgrepen in de analyse:

— Aangezien ten overstaan van de andere landen beide benaderingen nauwelijks het kennelijke verschil tussen België en het Europese gemiddelde wijzigen:

* In 1995: 46,1 respectievelijk 41,1 pct. volgens de Eurostat methodiek;

* In 1995: 48,1 respectievelijk 42,7 pct. volgens uw bronnen;

* De rangschikking is op een plaats na nauwelijks verschillend aangezien volgens Eurostat Finland ons voorafgaat;

— Aangezien ten overstaan van het verleden, beide ontwikkelingen voor België een vergelijkbare evolutie vertonen: voor 1987 en 1995 respectievelijk 46,6 en 46,1 pct. aan de ene kant en 48,4 en 48,1 pct. aan de andere kant.

Vraag nr. 18 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

Op 25 november 1991 heeft België het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind goedgekeurd.

België heeft ondertussen zijn eerste rapport voorgelegd aan het UNO-Comité voor de rechten van het kind, dit overeenkomstig artikel 44 van het Verdrag. Op 9 juni 1995 deed dit comité een aantal suggesties en algemene aanbevelingen, op basis van de in het Belgisch rapport verstrekte gegevens.

Graag had ik van u vernomen:

1. Hoe u bijdraagt tot het in België bekend maken van de beginselen van het Verdrag inzake de rechten van het kind en tot het kindvriendelijk maken van onze samenleving?

2. Welke artikelen van dit verdrag raakvlakken hebben met uw bevoegdheidsdomein?

3. Welke maatregelen sedert het uitbrengen van het eerste Belgisch rapport door u genomen werden in uitvoering van het

aux droits de l'enfant et, si possible, en tenant compte des suggestions et recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant ?

4. Existe-t-il au sein de vos services une personne ou un mécanisme chargés du suivi de la dimension «droits de l'enfant» de votre politique ?

Dans l'affirmative, y a-t-il concertation en ce domaine avec d'autres personnes et services ?

Réponse: À sa question relative aux droits de l'enfant, j'ai l'honneur de répondre à l'honorable membre ce qui suit.

Le ministre du Budget est revêtu de compétences horizontales. Aussi, est-il difficile de préciser les articles spécifiques du Traité des Nations unies sur les droits de l'enfant qui sont en rapport avec mes attributions.

En ce qui concerne les points de sa question portant sur les mesures prises et les services chargés du suivi de la dimension politique privilégiant l'enfant, je renvoie l'honorable membre aux initiatives de mes collègues, et notamment le ministre de la Justice.

Ministre de la Santé publique et des Pensions

Santé publique

Question n° 54 de M. Destexhe du 20 juin 1996 (Fr.):

Bancs solaires.

J'aimerais vous poser plusieurs questions à propos de l'utilisation des bancs solaires :

1. Existe-t-il une législation en vigueur relative aux bancs solaires ?

2. Quels sont les effets toxiques ?

3. Quels sont les différents types de lampes proposés actuellement sur le marché et quels sont les degrés de nocivité pour chacune d'elles ?

4. Y a-t-il une réglementation stricte à respecter quant au renouvellement ou à l'entretien du banc solaire ?

5. En cas d'accident lors de l'utilisation d'un banc solaire, qui est responsable ?

6. Le port de lunettes de protection est-il obligatoire ?

7. L'acheteur d'un banc solaire à titre professionnel est-il tenu de respecter certaines règles de sécurité, d'avertissement vis-à-vis de ses consommateurs ou est-il entièrement libre ?

Réponse: 1. Il n'y a pas de réglementation spécifique pour les bancs solaires en Belgique. Cependant, il existe une norme européenne EN60335-2-57 : 1992 mise en vigueur en Belgique et appliquée aux appareils de traitement de la peau par rayonnements qui sont équipés d'émetteurs de rayons ultra-violet ou infra-rouges. Il faut remarquer qu'une norme sert de référence et n'est pas obligatoirement applicable.

2. Les effets nocifs des bancs solaires sont dus aux rayonnements UV diffusés par les lampes. Les principaux effets nocifs de ces rayonnements UV se manifestent au niveau de la peau, l'apparition de cancers de la peau étant le mieux connu.

Jusqu'à présent, les propriétés cancérigènes de la lumière UV étaient surtout attribuées aux rayonnements UV à onde courte (UVB). De nouvelles données attribuent cependant aussi des effets cancérigènes aux rayonnements UV à ondes longues (UVA). Des études épidémiologiques récentes ont lié l'utilisation des bancs solaires au développement de mélanomes malins.

Un aperçu de l'OMS mentionne aussi, à côté du cancer de la peau comme risque à long terme, l'érythème, les brûlures et les photosensibilisation comme effets à court terme, de même qu'une

Verdrag inzake de rechten van het kind en, zo mogelijk, rekening houdend met de door het Comité voor de rechten van het kind geformuleerde suggesties en aanbevelingen ?

4. Of er binnen uw diensten een persoon of mechanisme belast is met het opvolgen van de kindvriendelijke dimensie van uw beleid ?

Zo ja, wordt er op dit vlak overleg gepleegd met andere personen en diensten ?

Antwoord: Op haar vraag betreffende de rechten van het kind kan ik het geachte lid het volgende antwoorden.

De minister van Begroting heeft een horizontale bevoegdheid. Het is bijgevolg moeilijk om specifieke artikelen van het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind aan te duiden die raakvlakken vertonen met mijn bevoegdheidsdomein.

Wat de maatregelen en de diensten betreft waarnaar gevraagd wordt ter opvolging van de kindvriendelijke dimensie van het beleid wens ik te verwijzen naar initiatieven van collega's zoals onder andere de minister van Justitie.

Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Volksgezondheid

Vraag nr. 54 van de heer Destexhe d.d. 20 juni 1996 (Fr.):

Zonnebanken.

Ik zou u een aantal vragen willen stellen in verband met het gebruik van zonnebanken :

1. Bestaat er een wetgeving met betrekking tot zonnebanken ?

2. Wat zijn de schadelijke gevolgen ?

3. Welke soorten lampen worden momenteel op de markt aangeboden en hoe schadelijk zijn ze ?

4. Moet er een strikte reglementering in acht genomen worden met betrekking tot de vervanging of het onderhoud van de zonnebank ?

5. Wie is verantwoordelijk voor ongevallen tijdens het gebruik van een zonnebank ?

6. Is het dragen van een beschermende bril verplicht ?

7. Is de persoon die zich beroepshalve een zonnebank aanschafft ertoe gehouden bepaalde veiligheidsregels in acht te nemen, moet hij de consument waarschuwen of is hij volledig vrij ?

Antwoord: 1. Er bestaat in België geen specifieke reglementering voor zonnebanken. Er bestaat evenwel een Europese norm EN60335-2-57 : 1992 die in België van kracht is en wordt toegepast op toestellen ter behandeling van de huid via stralingen en die zijn uitgerust met ultraviolet- of infraroodstralers. Hierbij moet worden gezegd dat een norm als referentie geldt en niet verplicht toepasbaar is.

2. De schadelijke effecten van zonnebanken zijn toe te schrijven aan de UV-straling afkomstig van de lampen. De voornaamste schadelijke effecten van deze UV-straling situeren zich ter hoogte van de huid, met het optreden van huidkanker als meest gekend risico.

Tot dusver werd de kankerverwekkende eigenschap van UV-licht voornamelijk toegeschreven aan kortegolf UV-straling (UVB). Nieuwe gegevens wijzen op een kankerverwekkende rol van langegolf UV-straling (UVA). Recente epidemiologische studies hebben het gebruik van zonnebanken in verband gebracht met de ontwikkeling van kwaadaardige melanomen.

Een overzicht uitgegeven door de WHO vermeldt ook, naast huidkanker als lange-termijn risico, erytheem, zonnebrand en fotosensibilisatie als korte-termijn risico's, en een versnelling van

accélération du vieillissement de la peau comme risque à moyen terme. La publication souligne également les dangers des rayonnements UV pour les yeux (photokératite, photoconjunctivite, carcinomes, cataracte), et l'apparition d'immuno-suppression à la suite de rayonnements UV.

3. La Belgique compte deux fabricants importants de lampes UV. Il est toutefois difficile de dresser une liste des types de lampes, étant donné que tout concessionnaire important peut apposer sa propre marque sur les lampes, ce qui rend confuse l'offre présentée sur le marché.

Les différences entre les types de lampes concernent les quantités de rayons UVB émises, une valeur plus élevée d'UVB étant synonyme de lampes plus agressives.

Pour déterminer la nocivité des lampes, trois variables doivent être prises en considération: le type de lampe, le mode d'utilisation et le type de peau influencent, en effet, l'impact sur l'organisme humain. Il n'est par conséquent pas possible d'attribuer un degré de nocivité à un type déterminé de lampe.

4. Il n'y a pas de réglementation spécifique.

5. Les règles générales de la responsabilité civile sont d'application (art. 1382 ou 1383 et 1384, alinéa 1^{er}) pour le gérant des installations; la loi du 25 février 1991 relative à la responsabilité en cas de produits défectueux régit la responsabilité du constructeur.

6. Le port de lunettes est préconisé par la norme européenne précitée. Selon cette norme, les appareils UV doivent être livrés avec au moins deux paires de lunettes de protection.

7. Les règles d'avertissement pour les utilisateurs sont prévues par la norme européenne précitée.

Question n° 60 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

Mention en une seule langue d'un avertissement sur des jouets pour enfants.

Nestlé a commercialisé récemment un nouveau produit. Il s'agit d'un petit œuf en chocolat contenant un personnage fictif de la famille Disney. Sur l'emballage de ce produit figure la mention unilingue suivante: «Ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois. Petites pièces avalables.» Le même avertissement est répété à l'intérieur, mais cette fois, en 7 langues: italien, anglais, français, allemand, espagnol, portugais et hongrois (?), ce qui montre bien l'importance de cette mise en garde.

1. L'honorable ministre juge-t-il pertinent que ce produit soit vendu en Belgique sans que l'on y retrouve un avertissement important dans l'une des principales langues du pays?

2. N'est-il pas condamnable que ce soient précisément les personnes moins instruites et unilingues néerlandophones qui soient privées d'une information vitale intéressant leurs enfants?

3. Quels sont les moyens dont dispose l'honorable ministre pour remédier à cette situation? Est-il prêt à faire quelque chose?

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre ce qui suit.

Comme il s'agit d'une vente conjointe de denrées alimentaires et de jouets, la réglementation relative à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (arrêté royal du 13 novembre 1986) ne s'applique pas dans la situation visée. La réglementation à appliquer est celle des jouets qui, elle, relève de la compétence du ministre des Affaires économiques, et ce en vertu de la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets, en particulier l'article 7.

de huidveroudering als risico op middellange termijn. Daarnaast wijst de publicatie op de risico's van UV-straling voor de ogen (voorkomen van onder andere fotokeratitis, fotoconjunctivitis, carcinomen, cataract), en op het optreden van immunosuppressie ten gevolge van UV-straling.

3. Er zijn in België twee belangrijke fabrikanten van UV-lampen. Het is echter moeilijk om een lijst van lamptypes op te maken, vermits elke grote afnemer zijn eigen merk op de lampen kan aanbrengen, wat het totale marktaanbod onoverzichtelijk maakt.

De verschillen tussen de types lampen zijn verschillend in de hoeveelheid UVB die wordt uitgestraald, waarbij een hogere UVB-hoeveelheid staat voor een grotere agressiviteit van de lamp.

Wat de schadelijkheid van de lampen betreft zijn er drie variabelen waarmee rekening moet worden gehouden: het lamptype, de manier van gebruiken van de lampen en het huidtype hebben een invloed op de mate van impact op het menselijk organisme. Het is bijgevolg niet mogelijk om aan een bepaald type lamp een bepaalde graad van schadelijkheid te koppelen.

4. Er bestaat geen specifieke reglementering.

5. De algemene regels van wettelijke aansprakelijkheid zijn van toepassing (art. 1382 of 1383 en 1384, lid 1) voor de beheerder van de installaties; de wet betreffende de aansprakelijkheid voor produkten met gebreken van 25 februari 1991 reglementeert de verantwoordelijkheid van de fabrikant.

6. In de voormelde Europese norm wordt het dragen van een bril aangeraden. Volgens die norm, moeten de UV-toestellen geleverd worden met minstens twee beschermbrillen.

7. De waarschuwingsregels voor de gebruikers zijn opgenomen in de voormelde Europese norm.

Vraag nr. 60 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

Eéntalig vermelden van waarschuwingen op kinderspeelgoedjes.

Recentelijk bracht Nestlé een nieuw product op de markt. Het bestaat uit een chocolade-eitje met daarin een speelgoedfiguurtje uit de Disney-familie. Op de verpakking van dit product staat ééntalig vermeld: «Ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois. Petites pièces avalables.» Binnenin werd nog eens dezelfde waarschuwing gestopt, maar deze keer in 7 talen: het Italiaans, het Engels, het Frans, het Duits, het Spaans, het Portugees en het Hongaars (?). Dit duidt toch wel op het belang van deze waarschuwing.

1. Vindt de geachte minister het verantwoord dat dit product in België wordt verkocht waarbij een belangrijke waarschuwing niet terug te vinden is in één van de belangrijkste landstalen?

2. Is het niet verwerpelijk dat juist die mensen die weinig onderwijs hebben genoten en ééntalig Nederlands zijn, worden uitgesloten van levensbelangrijke informatie in verband met hun kinderen?

3. Wat ligt er in de geachte minister zijn macht om iets aan deze situatie te verhelpen en is de geachte minister bereid hier iets aan te doen?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid het volgende mede te delen.

Gezien het hier gaat om een gezamenlijke verkoop van voedingsmiddelen en speelgoed, is de reglementering inzake de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen (koninklijk besluit van 13 november 1986) hierop niet van toepassing. De reglementering, die hierop wel van toepassing is, is deze van het speelgoed, die valt onder de bevoegdheid van de minister van Economische Zaken en dit krachtens de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed en in het bijzonder artikel 7.

Ministre des Affaires étrangères

Question n° 13 de Mme Lizin du 13 octobre 1995 (Fr.):

Fonds européen pour les inondations.

La décision de la Commission européenne du 4 octobre 1995 d'allouer 1 665 milliards d'écus pour des initiatives communautaires diverses comprend 165 millions d'écus pour lutter contre les inondations et promouvoir la coopération internationale autour de fleuves comme le Rhin et la Meuse.

L'honorable ministre a-t-il à ce sujet pris une initiative de coordination des projets, des contacts à créer?

Envisage-t-il une commission spécifique à cet égard?

Réponse: Je puis confirmer à l'honorable membre que la Commission européenne a approuvé, le 8 mai 1996, la proposition relative à l'allocation — jusqu'à la fin 1999 — de la réserve des initiatives communautaires dans le cadre des Fonds structurels européens, et ce pour un montant de 1 665 millions d'écus.

Un montant de 148,15 millions d'écus est affecté au volet «Aménagement du territoire et prévention des inondations par la coopération transnationale» de l'initiative communautaire Interreg IIC. Cette initiative de la Commission tient compte des nouveaux problèmes qui ont surgi dans le domaine de l'aménagement du territoire, en ce compris les aspects de gestion en coopération internationale des questions hydrauliques (inondations, sécheresse).

Étant donné qu'il s'agit ici d'une matière qui relève de la compétence exclusive des entités fédérées, il revient aux régions de formuler leurs déclarations d'intention ainsi que d'élaborer d'éventuels programmes opérationnels à soumettre à la Commission européenne.

Une éventuelle coordination dans le cadre des accords de coopération existants n'interviendra dès lors que moyennant requête en ce sens de la part des régions.

Question n° 56 de M. Anciaux du 2 mai 1996 (N.):

Port d'Anvers, plaquetournantedeslivraisonsd'armesinternationales.

Selon le Premier ministre israélien, M. Shimon Peres, les explosifs découverts il y a quelques semaines dans le port d'Anvers étaient probablement destinés à être utilisés dans des attentats contre des Juifs, en Israël et en dehors de ce pays.

Comment pouvons-nous éviter que la Belgique et le port d'Anvers n'acquiescent à l'étranger la réputation fâcheuse d'être la plaque tournante du commerce international et illégal d'armes?

Dans quelle mesure les déclarations du Premier ministre Peres ont-elles été vérifiées et sont-elles correctes?

Quelles mesures prendra-t-on pour éviter que le port d'Anvers ne joue effectivement un rôle important dans le commerce des armes?

Réponse: Mon département n'a pas d'informations précises quant au déroulement de l'enquête qui a suivi la découverte dans un bateau iranien d'équipements (explosifs et mécanismes de détonation) pouvant servir à des activités terroristes. Je ne puis donc répondre à cette question qui est du ressort des autorités judiciaires belges.

Je ne possède pas non plus d'éléments permettant de répondre à l'affirmation de M. Shimon Peres, selon laquelle ce matériel était destiné à des activités terroristes contre des citoyens juifs en Israël ou en Europe.

La question de la sécurité dans le port d'Anvers est de la compétence du ministre de l'Intérieur. Les contrôles douaniers appartiennent à la compétence du ministre des Finances. Je dois dès lors vous renvoyer à mes deux collègues précités.

Minister van Buitenlandse Zaken

Vraag nr. 13 van mevrouw Lizin d.d. 13 oktober 1995 (Fr.):

Europees Fonds voor overstromingen.

Op 4 oktober 1995 besliste de Europese Commissie om 1 665 miljard ecu te besteden voor diverse Europese initiatieven, waaronder 165 miljoen ecu voor de strijd tegen overstromingen en de bevordering van de internationale samenwerking rond rivieren als de Rijn en de Maas.

Heeft de geachte minister in dit verband initiatieven genomen om de projecten te coördineren, om contacten te leggen?

Is hij van plan om hiervoor een specifieke commissie op te richten?

Antwoord: Ik kan het geachte lid bevestigen dat de Europese Commissie op 8 mei 1996 haar goedkeuring hechtte aan het voorstel over de verdeling van de reserve voor de communautaire initiatieven in het kader van de Europese Structuurfondsen tot einde 1999, ten bedrage van 1 665 miljoen ecu.

Van dit bedrag wordt 148,15 miljoen ecu voorzien voor het luik «Ruimtelijke ordening en preventie van overstromingen via transnationale samenwerking» van het communautair initiatief Interreg IIC. Dit initiatief van de Commissie houdt rekening met de nieuwe problemen op het gebied van ruimtelijke ordening, met inbegrip van de beheersaspecten van internationale samenwerking bij aangelegenheden inzake waterhuishouding (overstroming, droogte).

Aangezien het hier een aangelegenheid betreft die tot het exclusieve bevoegdheidsdomein van de gefedereerde entiteiten behoort, is het aan de gewesten om ten behoeve van de Europese Commissie hun intentieverklaringen en eventuele operationele programma's op te stellen.

Een eventuele coördinatie in het kader van de bestaande samenwerkingsakkoorden, zal dan ook slechts geschieden indien de gewesten hierom verzoeken.

Vraag nr. 56 van de heer Anciaux d.d. 2 mei 1996 (N.):

Antwerpse haven als draaischip voor internationale wapenleveringen.

Volgens de Israëlische Premier Shimon Peres waren de explosieven die enige weken geleden in de Antwerpse haven werden ontdekt, mogelijk bestemd om gebruikt te worden bij aanslagen tegen Joden in Israël en het buitenland.

Op welke wijze kunnen we voorkomen dat België en de Antwerpse haven in het buitenland de kwalijke bijklank krijgen van draaischip in de internationale en illegale wapenhandel?

In hoeverre zijn de uitspraken van Premier Peres onderzocht en correct?

Welke maatregelen worden genomen om te vermijden dat de Antwerpse haven inderdaad een belangrijke rol speelt in de wapenhandel?

Antwoord: Mijn departement is niet op de hoogte van het verloop van het onderzoek dat ingesteld werd nadat in een Iraans schip materieel (springstof en ontstekingsmechanismen) ontdekt werd dat zou kunnen dienen voor terroristische aanslagen. Op die vraag kan ik dus niet antwoorden; ze valt onder de bevoegdheid van de gerechtelijke overheid.

Ik beschik evenmin over gegevens die me zouden in staat stellen in te gaan op de bewering van de heer Shimon Peres, dat het materieel bestemd was om gebruikt te worden bij aanslagen tegen Joodse burgers in Israël of in Europa.

De kwestie van de veiligheid in de haven van Antwerpen valt onder de bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken. De douanecontroles behoren tot de competentie van de minister van Financiën. Ik moet u dan ook naar beide bevoegde collega's verwijzen.

Question n° 79 de M. Anciaux du 6 septembre 1996 (N.):

Cartes d'identité. — Confiscations par le gouvernement israélien.

La législation israélienne ne considère pas les habitants palestiniens de Jérusalem-Est comme des citoyens à part entière. Leur droit de voyager et de résider en dehors de cette ville est très fortement limité par l'article 11 de la loi de 1952 relative à l'accès à Israël: «if a permanent resident lives outside of Israel for more than seven years, becomes a permanent resident of another country, or applies for citizenship in another country, s/he is liable to lose his/her status as a permanent resident of Israel». Entretiens, sur la base de cette loi, des milliers de Palestiniens ont déjà perdu le droit de s'établir à nouveau en Israël, et spécialement à Jérusalem. En dépit de cette mesure discriminatoire, la loi ne s'appliquait pas si la personne concernée renouvelait son visa de sortie tous les trois ans. En 1994, toutefois, le ministre de l'Intérieur a inauguré une nouvelle interprétation de ladite loi. Désormais, s'ils souhaitent conserver leur droit de résidence, les Palestiniens devaient faire la preuve que le «centre» de leur vie se trouve à Jérusalem. Cette preuve peut être apportée sur la base de contrats de travail et de bail, d'une inscription scolaire, etc. Par suite de cette innovation, tout Palestinien de Jérusalem travaillant ou étudiant en dehors de cette ville peut perdre son droit à vivre dans celle-ci (même si l'on fréquente régulièrement la ville et que l'on a renouvelé à temps son visa de sortie). Cette mesure représente donc une grave violation des droits de l'homme. On me signale en outre que le nombre des retraits de carte d'identité atteindra des sommets au cours des mois d'été puisque, à ce moment, des milliers de Palestiniens vont souhaiter regagner Jérusalem depuis leur lieu de travail ou d'étude. Cette loi est par conséquent une source considérable de souffrance humaine et économique pour les Palestiniens.

Quelles initiatives l'honorable ministre a-t-il déjà prises, dans ses relations avec le gouvernement israélien, pour dénoncer ce genre de mesures provocatrices et discriminatoires?

L'honorable ministre a-t-il déjà fait pression sur le gouvernement israélien pour que l'on abroge les lois de ce genre, et ce dans l'intérêt du processus de paix en cours?

Quelles démarches l'honorable ministre entreprendra-t-il pour convaincre ses collègues européens d'adopter éventuellement des sanctions contre la politique démographique suivie par le gouvernement israélien et qui se caractérise par le racisme, la déportation, etc.?

Réponse: Je confirme les informations de l'honorable membre selon lesquelles le droit de résidence permanente reconnu aux Palestiniens dérive d'une loi de 1952 dont les deux principales composantes sont le droit de retour (pour les Juifs) et d'entrée (principalement les Palestiniens).

Les retraits, confiscations, non-renouvellement ou non-délivrance de cartes d'identité de résidents palestiniens de Jérusalem constituent des pratiques remontant à 1967. Elles ont constitué l'exception plutôt que la règle jusqu'en 1994. Le gouvernement de M. Rabin a introduit alors le concept de «centre de vie principal».

Le 6 juin 1995, la Cour suprême d'Israël a statué dans le cas de Mme Fathiyyeh Shikaki, résidant à Damas, épouse du leader du Djihad islamique, Fathi Shikaki (assassiné depuis Malte), que l'intéressée, malgré son respect des dispositions de la loi de 1952 (7 ans à l'étranger maximum, moyennant renouvellement du visa de retour après 3 ans, renouvelable une fois 3 ans plus tard, puis une deuxième fois pour 1 an seulement), perdait sa carte d'identité et le droit de résidence permanente qui y est lié parce qu'elle aurait modifié «son centre de vie principal», conférant ainsi une valeur juridique à cette notion.

Cette jurisprudence a ensuite été élargie par le gouvernement de M. Rabin à un nombre croissant de Palestiniens de Jérusalem.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de M. Netanyahu, l'on a assisté à une recrudescence des cas de retrait ou de

Vraag nr. 79 van de heer Anciaux d.d. 6 september 1996 (N.):

Identiteitskaart. — Confiscaties uitgevoerd door de Israëlische regering.

In de Israëlische wetgeving worden de Palestijnse bewoners van Oost-Jeruzalem niet als volwaardige burgers beschouwd. Zo wordt hun recht tot reizen en hun verblijf buiten deze stad in zeer sterke mate beperkt door artikel 11 van de wet betreffende de toegang tot Israël uit 1952: «if a permanent resident lives outside of Israel for more than seven years, becomes a permanent resident of another country, or applies for citizenship in another country, s/he is liable to lose his/her status as a permanent resident of Israel». Ondertussen hebben op basis van deze wet reeds duizenden Palestijnen het recht verloren om zich in Israël, en in het bijzonder Jeruzalem, terug te vestigen. Niettegenstaande deze discriminerende maatregel was deze wet niet van toepassing in geval de persoon in kwestie elke drie jaar zijn of haar uitreisvisum vernieuwde. In 1994 heeft de minister van Binnenlandse Zaken echter een nieuwe interpretatie gegeven aan deze wet. Vanaf dat moment dienden de Palestijnen, als zij hun residentierechten wensten te behouden, aan te tonen dat de «kern van hun leven» zich in Jeruzalem bevindt. Dit kon men dan aantonen op basis van arbeids- en huurovereenkomsten, schoolregistratie, enz. Ten gevolge van deze nieuwe koers kan elke Palestijnse persoon uit Jeruzalem die buiten deze stad werkt of studeert zijn of haar recht verliezen om te leven in deze stad (zelfs al bezoekt men regelmatig de stad en zelfs wanneer men zijn uitreisvisum op tijd vernieuwd heeft). Deze maatregel is dan ook een grove schending van de rechten van de mens. Men deelt mij bovendien mede dat het aantal identiteitskaartconfiscaties tijdens de zomermaanden een hoogtepunt zal bereiken aangezien duizenden Palestijnen dan van hun werk en hun elders gevolgde studies naar Jeruzalem terug wensen te keren. Het menselijke en economische leed voor de Palestijnen is dan ook ten gevolge van deze wet onoverzichtelijk groot.

Welke maatregelen heeft de geachte minister reeds ondernomen om in zijn relaties met de Israëlische regering dergelijke provocatieve en discriminerende maatregelen aan te klagen?

Heeft de geachte minister reeds druk uitgeoefend op de Israëlische regering om dergelijke wetten ongedaan te maken en dit in het belang van het aan de gang zijnde vredesproces?

Welke stappen zal de geachte minister ondernemen om zijn Europese collega's ervan te overtuigen eventuele sancties te ondernemen tegen het door de Israëlische regering gevoerde demografische beleid, dat gekenmerkt wordt door racisme, deportatiedrang, enz.?

Antwoord: Ik bevestig de inlichtingen van het geachte lid volgens dewelke het verblijfsrecht, dat aan de Palestijnen werd toegekend, voortvloeit uit de wet van 1952, waarvan de twee voornaamste bestanddelen het recht op de terugkeer (voor de Joden) en op de binnenkomst (voornamelijk voor de Palestijnen) zijn.

De intrekking, confiscatie en niet-verlenging of niet-aflevering van identiteitskaarten van Palestijnse inwoners van Jeruzalem, zijn praktijken die al in 1967 aanvingen. Tot in 1994 waren ze echter een uitzondering eerder dan de regel. De regering Rabin heeft toen het begrip «voornaamste verblijfplaats» ingevoerd.

Op 6 juni 1995 heeft het Opperste Gerechtshof in het geval van mevrouw Fathiyyeh Shikaki, verblijvend te Damascus, echtgenote van de leider van de Islamitische Djihad, Fathi Shikaki (sedertdien vermoord op Malta), beslist, dat de betrokkene, die nochtans de beschikkingen van de wet van 1952 had nageleefd (ten hoogste 7 jaar in het buitenland, met verlenging van het uitreisvisum na 3 jaar, met nog een mogelijkheid van verlenging na 3 jaar en een tweede maal voor slechts 1 jaar), haar identiteitskaart en het vaste verblijfsrecht dat eraan verbonden is, verloren had omdat zij haar «voornaamste verblijfplaats» gewijzigd had. Zodoende gaf het Opperste Gerechtshof aan dit begrip een juridische waarde.

Deze jurisprudentie werd vervolgens door de regering Rabin op meer en meer Palestijnen van Jeruzalem toegepast.

Sedert het aantreden van de regering Netanyahu, stellen wij een toename vast van het aantal gevallen van intrekking en niet-

non-renouvellement de permis de résidence sur la base du concept de modification du « centre de vie principal ». Selon les informations en ma possession, on aurait enregistré 143 cas de retrait, non-renouvellement ou non-délivrance, tous cas et justifications confondus, sous le gouvernement travailliste (1992-1996) et 197 cas depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement (mai 1996).

La Belgique, comme ses partenaires de l'Union européenne, attache une importance toute particulière au statut de Jérusalem. Ceci a été réaffirmé avec force dans la déclaration que la présidence a faite au nom de l'Union européenne lors du Conseil Affaires générales de Luxembourg le 1^{er} octobre dernier. L'Union s'oppose à toute mesure qui préjuge le résultat des négociations sur le statut final, dont la question de Jérusalem constitue un des points principaux.

La question des confiscations des cartes d'identité palestiniennes s'inscrit directement dans la question plus vaste de la non-souveraineté d'Israël sur Jérusalem-Est. L'Union entend maintenir sa position en la matière, notamment en insistant sur les visites des responsables politiques européens à Orient House, siège officieux de l'OLP.

Question n° 80 de M. Verreycken du 9 septembre 1996 (N.):

Missions d'étude et d'enquête.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 81 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications, et publiée plus haut (p. 1506).

Réponse: J'ai l'honneur d'informer l'honorable membre que, dans le courant de l'année 1995, une seule étude a été confiée à des tierces personnes, notamment dans le cadre de la conférence intergouvernementale. Cette étude porte sur le troisième pilier de l'Union européenne et plus particulièrement sur la libre circulation des personnes au sein de l'Union. L'étude a été confiée au moyen d'un contrat à l'ASBL Groupe d'études politiques européennes (GEPE), qui est une organisation pluraliste dont font partie des professeurs de différentes universités. Ce groupe d'études est dirigé par le professeur honoraire Jacques Vandamme (KU Leuven). Le contrat conclu avec l'ASBL GEPE comporte un montant de 1 210 000 francs et prévoit, outre la réalisation de l'étude précitée, également l'organisation d'un colloque international de suivi.

Question n° 84 de M. Anciaux du 11 octobre 1996 (N.):

Convention sur l'arrêt des essais nucléaires. — Ratification.

Depuis deux ans et demi, des négociations sont en cours à Genève concernant une convention interdisant les essais nucléaires. L'une des conditions pour que la convention puisse entrer en vigueur, c'est que les 44 États qui possèdent des réacteurs de recherche nucléaire et qui sont membres du Comité de désarmement de Genève la signent tous. Le respect des dispositions de la convention est indispensable pour que l'on puisse lutter contre les essais nucléaires et la prolifération nucléaire, même si elles présentent une série de lacunes, comme l'absence d'engagement de poursuivre le désarmement nucléaire, et ne s'appliquent pas aux tests de laboratoire.

La convention sur l'arrêt des essais nucléaires doit être ratifiée le plus rapidement possible. Plus il y aura de pays à avoir ratifié la convention, plus il sera difficile de ne pas la respecter *de facto*. La Belgique n'est généralement pas des plus rapides pour ce qui est de la ratification des conventions internationales. Or, la ratification de la convention en question constituerait un signal politique important.

J'aimerais, à cet égard, demander à l'honorable ministre:

1. S'il est prêt à soumettre le plus rapidement possible à la ratification, la convention sur l'arrêt des essais nucléaires;
2. S'il peut me dire approximativement quand cette convention sera ratifiée; si un calendrier a été prévu;

verlenging van de verblijfsvergunning op grond van het begrip van wijziging van de « voornaamste verblijfplaats ». Volgens mijn inlichtingen werden onder de regering van de arbeidspartij (1992-1996), alles bijeen, 143 gevallen vastgesteld van intrekking, niet-verlenging of niet-afl levering van identiteitskaarten van Palestijnen van Jeruzalem. Sinds het aantreden van de regering Netanyahu (mei 1996) werden reeds 197 gevallen opgetekend.

Zoals zijn partners van de Europese Unie, hecht België een heel bijzonder belang aan het statuut van Jeruzalem. Dit werd nog met klem bevestigd in de verklaring die het voorzitterschap op 1 oktober laatstleden na afloop van de raad Algemene Zaken te Luxemburg namens de Europese Unie heeft afgelegd. De Unie neemt stelling tegen elke maatregel die vooruitloopt op het resultaat van de onderhandelingen over de definitieve regeling van het Palestijnse vraagstuk, waarvan de kwestie van Jeruzalem een hoofdbrok vormt.

De zaak van de inbeslagname van identiteitskaarten moet gezien worden in het geheel van de ontstentenis van soevereiniteitsrechten van Israël over Oost-Jeruzalem. De Unie neemt zich voor haar standpunt ter zake te handhaven, door meer bepaald aan te dringen op het bezoek door Europese staatslieden aan Orient House, officieuze zetel van de PLO te Jeruzalem.

Vraag nr. 80 van de heer Verreycken d.d. 9 september 1996 (N.):

Studie- en onderzoeksopdrachten.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 81 aan de Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1506).

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat in 1995 één studie aan derde personen werd toevertrouwd, met name in het kader van de intergouvernementele conferentie. Deze studie heeft betrekking op de derde pijler van de Europese Unie, meer bepaald het vrij verkeer van personen in de Unie. De studie is door middel van een contract toevertrouwd aan de VZW Studiegroep voor Europese politiek (SEP), een pluralistische organisatie waarvan hoogleraren van verschillende universiteiten deel uitmaken en die geleid wordt door professor emeritus Jacques Vandamme (KU Leuven). Het contract met de VZW SEP behelst een bedrag van 1 210 000 frank en omvat behalve het uitvoeren van de bovengenoemde studie ook het organiseren van een internationaal follow-up-colloquium.

Vraag nr. 84 van de heer Anciaux d.d. 11 oktober 1996 (N.):

Teststopverdrag. — Ratificatie.

De voorbije 2,5 jaar werd in Genève onderhandeld over een verdrag dat kernproeven moet verbieden. Eén van de voorwaarden opdat de verdragstekst van kracht kan worden, stelt dat alle 44 Staten die nucleaire onderzoeksreactoren bezitten en lid zijn van het Ontwapeningscomité in Genève, het verdrag moeten ondertekenen. Ondanks een aantal onvolkomenheden, onder andere het feit dat er geen verbintenissen worden aangegaan voor verdere nucleaire ontwapening en dat laboratoriumtesten buiten dit verdrag vallen, is de naleving van de verdragstekst noodzakelijk om testen en nucleaire proliferatie tegen te gaan.

De ratificatie van het teststopverdrag moet zo vlug mogelijk gebeuren. Hoe meer landen de verdragstekst ratificeren, hoe moeilijker het wordt om *de facto* het teststopverdrag niet na te leven. Op het vlak van ratificatie van internationale verdragen is België meestal niet van de snelste. Nochtans houdt de ratificatie van dit verdrag een belangrijk politiek signaal in.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. Is hij bereid om het teststopverdrag zo snel als mogelijk te ratificeren?
2. Kan hij bij benadering zeggen wanneer het teststopverdrag zal geratificeerd worden? Is er een timing voorzien?

3. S'il compte prendre des initiatives à l'occasion de ses contacts avec l'étranger, en vue d'inciter d'autres pays à ratifier eux-aussi rapidement la convention sur l'arrêt des essais nucléaires.

Réponse: La Belgique s'est montrée très active dans l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la Convention établissant une interdiction totale des essais nucléaires (Comprehensive Test Ban Treaty CTBT). Afin de recueillir un large appui en faveur de ce traité au sein de l'Assemblée générale, la Belgique a effectué des démarches auprès de pays tiers, indépendamment et avec les partenaires de l'Union européenne. La Belgique fut du reste l'un des premiers pays à signer le CTBT à New York, le 24 septembre 1996. Elle continuera à assurer la promotion de ce texte.

La procédure de ratification doit être entamée immédiatement. Notre pays fait d'ailleurs partie des 44 pays dont la ratification est exigée pour l'entrée en vigueur du CTBT. La Belgique espère ainsi devenir partie au traité dans les trois ans au plus tard, délai fixé par le traité pour la convocation d'une conférence spéciale des parties au traité sur la mise en œuvre du CTBT.

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Question n° 23 de Mme de Bethune du 25 janvier 1996 (N.):

Actions positives au sein des services fédéraux.

L'arrêté royal du 27 février 1990 portant des mesures en vue de la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les services publics (*Moniteur belge* du 8 mars 1990) impose à tous les services publics de mener une politique d'actions positives.

Conformément à l'arrêté royal, ces actions doivent être menées au moyen de plans d'égalité des chances, qui comportent des mesures de correction des effets préjudiciables à l'égard des femmes et découlant de situations et comportements sociaux traditionnels et des mesures de promotion de leur présence et de leur participation à la vie professionnelle à tous les niveaux de la hiérarchie.

L'arrêté définit également la méthode à suivre, dresse le calendrier à respecter et indique quelles sont les différentes phases du plan d'égalité des chances, et désigne les acteurs chargés de son élaboration et de sa mise en œuvre.

L'arrêté royal du 24 août 1994 a inséré, dans l'arrêté royal précité, un article grâce auquel les administrations et autres services de l'État concernés peuvent décharger partiellement un agent de niveau 1 d'une fonction à temps plein afin d'exécuter le plan d'égalité des chances.

L'honorable ministre pourrait-elle répondre aux questions suivantes:

1. Combien y a-t-il, en chiffres absolus, au sein du ministère et des services relevant de ses compétences, et ce à chaque niveau (1, 2, 3 et 4), de membres du personnel masculin, d'une part, et de membres du personnel féminin, d'autre part? Quel est le pourcentage des uns et des autres?

2. Quels sont les objectifs du plan d'égalité des chances?

Quelle en est la durée et quels sont les délais fixés pour la réalisation des étapes intermédiaires?

Quelles sont les conclusions de l'évaluation périodique des actions positives pour les années 1994 et 1995 (art. 5, 7°, de l'arrêté royal du 27 février 1990)?

Quel est le programme concret pour 1996?

3. Quelle est la composition actuelle de la commission interne d'accompagnement?

De quelle manière cette commission s'est-elle acquittée de ses tâches en 1995?

3. Gaat hij tijdens zijn buitenlandse contacten initiatieven nemen om ook andere landen aan te sporen om tot een snelle ratificatie van het teststopverdrag over te gaan?

Antwoord: België heeft actief gewerkt voor de aanvaarding door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van de Conventie houdende een totaal verbod op kernproeven (Comprehensive Test Ban Treaty CTBT). België heeft de nodige demarches gedaan bij derde landen, afzonderlijk en tezamen met de partners van de Europese Unie, om uitgebreid steun te vinden voor dit verdrag in de Algemene Vergadering. België was trouwens één van de eerste landen dat de CTBT op 24 september 1996 te New York ondertekende en zal deze tekst blijven promoten.

De ratificatie-procedure moet onverwijld worden ingezet. Ons land behoort immers tot de 44 landen wier ratificatie vereist is voor een inwerkingtreding van de CTBT. België hoopt dan ook ten laatste binnen de drie jaar, zijnde de datum die het verdrag vooropstelt voor de bijeenroeping van een speciale conferentie van de verdragspartijen over de inwerkingtreding van de CTBT, verdragspartij te zijn.

Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

Vraag nr. 23 van mevrouw de Bethune d.d. 25 januari 1996 (N.):

Positieve acties in de federale diensten.

Bij koninklijk besluit van 27 februari 1990 houdende maatregelen tot bevordering van gelijke kansen voor mannen en vrouwen in overheidsdiensten (*Belgisch Staatsblad* van 8 maart 1990) werd aan alle overheidsdiensten een verplichting opgelegd om een beleid van positieve acties te voeren.

Overeenkomstig dit koninklijk besluit moeten deze acties gevoerd worden door middel van gelijke-kansenplannen die maatregelen bevatten tot verbetering van de nadelige gevolgen die voor de vrouwen voortvloeien uit traditionele maatschappelijke toestanden en gedragingen, en maatregelen tot bevordering van hun aanwezigheid in en hun deelneming aan het beroepsleven op alle hiërarchische niveaus.

Het koninklijk besluit bepaalt tevens volgens welke methodiek, tijdschema, fasering en door welke actoren dit gelijke-kansenplan uitgewerkt en geïmplementeerd moet worden.

Bij koninklijk besluit van 24 augustus 1994 werd in het voornoemde koninklijk besluit een artikel ingevoegd waarbij in de geveerde besturen en andere diensten van de Staat een ambtenaar van niveau 1 (gedeeltelijk) van een voltijds ambt wordt vrijgesteld voor de uitvoering van het gelijke-kansenplan.

Graag had ik dan ook van de geachte minister een antwoord vernomen op volgende vragen:

1. Wat is de personeelstoestand naar verhouding tussen mannen en vrouwen, ingedeeld per niveau (niveau 1, niveau 2, niveau 3, niveau 4) in absolute getallen en in percentages van het ministerie en de diensten die ressorteren onder de bevoegdheden van de geachte minister?

2. Welke zijn de doelstellingen die het gelijke-kansenplan nastreeft?

Welke is de duur van het plan en de termijnen vastgesteld voor de verwezenlijking van de tussenstadia?

Welke zijn de conclusies van de periodieke beoordeling voor de positieve acties voor de jaren 1994 en 1995 (art. 5, 7°, van het vermelde koninklijk besluit)?

Welke is de concrete planning voor het jaar 1996?

3. Welke is thans de samenstelling van de interne begeleidingscommissie?

En hoe heeft deze commissie in 1995 haar taken vervuld?

4. Quel est l'agent de niveau 1 attaché aux services relevant de la compétence de l'honorable ministre qui a été déchargé de sa fonction pour assurer l'accompagnement du plan d'égalité des chances ?

Quel est le rapport d'activité de l'agent concerné pour l'année écoulée et quel est son programme pour l'année 1996 ?

Réponse: L'honorable membre trouvera ci-après les informations demandées.

1. Les chiffres repris dans la présente réponse sont extraits de la publication *Aperçu de l'effectif du personnel dans le secteur public, situation au 1^{er} janvier 1995, ministère de la Fonction publique SAG*.

Le tableau ci-après reprend les chiffres absolus cumulés du personnel statutaire et du personnel contractuel, et ce par niveau.

Total: 669 personnes, 810 femmes, soit 55,1 p.c. de membres du personnel féminins.

Niveau	Chiffres absolus	Pourcentage de femmes par niveau
1	Hommes: 264, femmes: 92	25,8
2+	Hommes: 17, femmes: 20	54,0
2	Hommes: 231, femmes: 252	52,2
3	Hommes: 78, femmes: 213	73,2
4	Hommes: 18, femmes: 51	73,9

La situation du personnel au ministère de l'Emploi et du Travail correspond à celle prévalant dans les autres ministères fédéraux. Les femmes sont surreprésentées dans le personnel contractuel et sont moins nombreuses dans le personnel statutaire que leurs collègues masculins, bien que la situation soit plus équilibrée à cet égard que dans d'autres départements.

La surreprésentation des femmes parmi le personnel contractuel, matériel chiffré:

Total: 1 470 en service actif

Contractuels: 399, statutaires: 1 071

Hommes contractuel: 68, femmes contractuelles: 331.

Pourcentage de femmes contractuelles par rapport au nombre total de contractuels: 82,9 p.c.

Cette surreprésentation des femmes dans une catégorie moins favorable est encore plus frappante en cas de comparaison avec leur pourcentage de présence dans l'effectif total du personnel (55,1 p.c.) et certainement en cas de comparaison avec leur pourcentage de présence dans le personnel statutaire (44,7 p.c.).

Pour ce qui est du personnel administratif féminin, le nombre de femmes augmente de façon inversément proportionnelle au niveau. La répartition traditionnelle des rôles apparaît plus, en particulier dans le domaine « techniques », quel que soit le niveau.

2. Les principaux objectifs du plan d'égalité des chances sont:

— Objectif 1: sensibilisation, prise de conscience du personnel en ce qui concerne les stéréotypes.

Exemples d'actions qui s'inscrivent dans le cadre de cet objectif: diffusion d'informations via l'insertion d'un feuillet d'information dans le journal d'entreprise *Arbtra*; 2 à 3 affiches par an concernant certains aspects de l'égalité des chances; organisation de réunions d'informations et de sensibilisation; lecture critique de documents internes afin d'y détecter les stéréotypes;

— Objectif 2: promotion des chances d'avancement des femmes.

Exemples d'actions qui s'inscrivent dans le cadre de cet objectif: publication de fiches de carrière; session d'information sur les autres administrations du département, établissement de fiches avec description des fonctions; enquête sur les besoins en formation; organisation de cours « organisation du travail » et « aptitudes de base »; action axée sur une participation égale des

4. Welke ambtenaar van niveau 1 werd binnen de diensten die ressorteren onder de bevoegdheid van de geachte minister vrijgesteld voor de begeleiding van het gelijke-kansenplan ?

Welk is het activiteitenverslag van de betrokken ambtenaar van het voorbije jaar 1995 en welke is de voorziene planning voor 1996 ?

Antwoord: Het geachte lid vindt hierna de gevraagde inlichtingen.

1. De hieronder weergegeven cijfers zijn een uittreksel uit de publicatie *Overzicht van de personeelssterkte in de overheidssector, toestand op 1 januari 1995, ministerie van Ambtenarenzaken DAB*.

Onderstaande tabel geeft de samengevoegde absolute cijfers van het statutair én contractueel personeel en dit per niveau.

Totaal: 669 mannen, 810 vrouwen, zijnde 55,1 pct. vrouwelijke personeelsleden.

Niveau	Absolute getallen	Percentages vrouw op totaal per niveau
1	Man: 264, vrouw: 92	25,8
2+	Man: 17, vrouw: 20	54,0
2	Man: 231, vrouw: 252	52,2
3	Man: 78, vrouw: 213	73,2
4	Man: 18, vrouw: 51	73,9

De personeelssituatie in het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid stemt overeen met die in de overige federale ministeries. De vrouwen zijn oververtegenwoordigd bij het contractueel personeel en zijn bij het statutair personeel minder talrijk dan hun mannelijke ambtgenoten, ofschoon de situatie er te dien opzichte evenwichtiger is dan in andere departementen.

De oververtegenwoordiging van vrouwen bij het contractueel personeel, cijfermateriaal:

Totaal: 1 470 in actieve dienst

Contractueel: 339, statutair 1 071

Contractueel man 68, contractueel vrouw 331

Percentage contractuele vrouwen op totaal aantal contractuelen: 82,9 pct.

Deze oververtegenwoordiging van vrouwen in een minder gunstige categorie is nog sprekender in vergelijking met hun percentage op het totaal personeelsbestand (55,1 pct.) en zeker in vergelijking met hun percentage op het statutair personeel (44,7 pct.).

Bij het vrouwelijk administratief personeel neemt het aantal vrouwen toe naarmate het niveau vermindert. De traditionele rollenverdeling komt meer voor, in het bijzonder op de « technische » gebieden dan, ongeacht het niveau.

2. De voornaamste doelstellingen van het gelijke-kansenplan zijn:

— Doelstelling 1: sensibilisering, de algemene bewustmaking van het personeel in verband met stereotypen.

Voorbeelden van acties die kaderen binnen deze doelstelling: informatieverbreiding via de inlassing van een informatieblad in de bedrijfskrant *Arbtra*; 2 à 3 affiches per jaar betreffende bepaalde aspecten van kansengelijkheid; organisatie van informatie- en sensibiliseringsvergaderingen; kritisch nalezen van interne documenten op stereotypen;

— Doelstelling 2: bevorderen van doorstromingskansen van vrouwen.

Voorbeelden van acties die kaderen binnen deze doelstelling: publicatie van loopbaanfiches; informatiesessies betreffende de andere administraties van het departement, opstellen van fiches met functieomschrijvingen; behoefte onderzoek « opleiding »; inrichten van cursussen « arbeidsorganisatie » en « basisvaardigheden »; actie gericht op een gelijke man-vrouw deelname aan

hommes et des femmes à la formation interne et externe; information et sensibilisation des chefs des organes consultatifs et des groupes de travail, organisation d'une enquête relative aux besoins en matière de combinaison famille-travail, ce dans le cadre de la limitation de l'horaire variable;

— Objectif 3: accueil des enfants.

Exemples d'actions qui s'inscrivent dans le cadre de cet objectif: sondage des besoins en matière d'accueil des enfants; mise sur pied d'une garderie dans le département, sondage des besoins en collaboration avec d'autres départements pour ce qui est de l'accueil des enfants des travailleurs des services extérieurs.

Le plan général d'action a couvert la période de 1991 à 1993 et a été prolongé. Pour 1996, on n'a pas arrêté de plan d'actions positives. Ceci est dû au changement du fonctionnaire actions positives et à l'intégration de certaines actions dans la politique générale des ressources humaines du département.

3. La composition interne d'accompagnement a été transmise directement à l'honorable membre. Celle-ci a procédé début 1995 à un bilan du dernier plan d'actions positives.

Elle a opté pour la poursuite de l'intégration des mesures en cours dans un programme de gestion des ressources humaines et a décidé de réexaminer cette position en 1996 après l'opération de restructuration des cadres des départements ministériels.

4. a) Mme S. du Bled (F, attachée) et Mme Chr. Cornélis (F, conseillère adjointe) ont été désignées comme fonctionnaires responsables des actions positives.

b) L'arrêté royal du 27 février 1990 (*Moniteur belge* du 8 mars 1990) ne prévoit pas la mise en œuvre d'un plan annuel d'actions positives ou de plans successifs d'actions positives mais bien celle d'un plan d'actions positives».

Toutefois au cours des réunions du réseau d'encadrement, la coordinatrice actions positives a demandé aux fonctionnaires désignés d'assurer la mise en œuvre des actions positives en mettant en place un calendrier. Ce calendrier comprend la préparation de plans annuels et des rapports annuels, avec tous les cinq ans une évaluation générale et l'établissement d'un nouveau plan quinquennal.

Question n° 48 de M. Goris du 5 juillet 1996 (N.):

Suspension des droits des chômeurs de longue durée.

Dans le système actuel, le directeur du bureau du chômage notifie au chômeur, sous la forme d'un avertissement, la date à laquelle la durée de son chômage dépassera 1,5 fois la durée moyenne régionale du chômage, compte tenu de sa catégorie d'âge et de son sexe. Le chômeur peut introduire un recours administratif auprès du directeur du bureau du chômage et/ou de la Commission administrative nationale. En général, le recours est déclaré recevable, mais non fondé, à moins que l'intéressé démontre avoir accompli des efforts exceptionnels et continus pendant toute la période de son chômage ou à moins que les efforts invoqués soient extraordinaires.

Le problème principal concerne l'applicabilité des critères. Concrètement, les intéressés âgés de moins de 50 ans doivent pouvoir justifier d'au moins six mois d'occupation sans interruption pour que la décision de suspension soit levée. Une interruption de quelques jours suffit à morceler la période, et l'occupation perd ainsi sa force probante.

L'honorable ministre pourrait-elle répondre aux questions suivantes:

1. Sait-elle que l'on ne peut pas invoquer les périodes d'occupation qui ont été interrompues par un bref chômage, pour justifier d'une occupation de six mois?

2. Estime-t-elle raisonnable que des personnes encourent une peine de suspension alors qu'elles démontrent manifestement leur volonté de travailler?

interne et externe vorming; informeren en sensibiliseren van hoofden van adviesorganen en werkgroepen, organisatie en afname van een enquête in verband met noden omtrent de combinatie gezin-arbeid, dit in het kader van de beperking van de variabele werktijdregeling;

— Doelstelling 3: kinderopvang.

Voorbeelden van acties die kaderen binnen deze doelstelling: behoeftepeiling kinderopvang; opzetten van kinderopvang in het departement; behoeftepeiling in samenwerking met de andere departementen in verband met nood aan kinderopvang voor werknemers in de buitendiensten.

Het algemene actieplan liep van 1991 tot 1993 en werd verlengd. Voor 1996 werd geen positief actieplan vastgelegd. Dit komt door een wisseling van positieve actie-ambtenaar en de integratie van bepaalde acties in het algemeen human resources-beleid van het departement.

3. De samenstelling van de interne begeleidingscommissie is rechtstreeks aan het geachte lid medegedeeld. Die commissie heeft begin 1995 een balans van het laatste positieve actieplan opge maakt.

Zij heeft ervoor gekozen de lopende maatregelen te integreren in een programma voor human-resources-beleid en heeft besloten dat standpunt opnieuw te onderzoeken in 1996, na de herstructurering van de personeelsformaties.

4. a) Mevrouw S. du Bled (F, attaché) en mevrouw Chr. Cornélis (F, adjunct adviseuse) werden aangeduid als positieve actie-ambtenaren.

b) Het koninklijk besluit van 27 februari 1990 (*Belgisch Staatsblad* van 8 maart 1990) voorziet niet dat er jaarlijkse of opeenvolgende positieve actieplannen dienen te worden opgesteld maar voorziet enkel de aanmaak van «een positieve actieplan».

Tijdens de vergaderingen van het begeleidend netwerk wordt evenwel door de coördinator positieve acties aan de ambtenaar belast met de uitvoering van het plan gevraagd toe te zien op de positieve acties door een tijdschema aan te brengen. Dit tijdschema houdt de aanmaak van jaarplannen en jaarverslagen in, met vijfjaarlijks een algemene evaluatie en de aanmaak van een nieuw vijfjarenplan.

Vraag nr. 48 van de heer Goris d.d. 5 juli 1996 (N.):

Schorsing van langdurig werklozen.

In het huidige beleid geeft de directeur van het werkloosheidsbureau aan de werkloze, in de vorm van een verwittiging, kennis van de datum waarop zijn werkloosheidsduur de gemiddelde gewestelijke werkloosheidsduur van zijn leeftijdscategorie en geslacht vermenigvuldigd met 1,5 zal overschrijden. Beroep kan worden ingesteld bij de directeur van het werkloosheidsbureau en/of de Nationale Administratieve Commissie. Het beroep wordt meestal ontvankelijk doch ongegrond verklaard, tenzij de betrokkene aantoonde dat hij/zij uitzonderlijke en ononderbroken inspanningen heeft geleverd gedurende de hele periode van de werkloosheid of tenzij de ingeroepen inspanningen buitengewoon zijn.

Het grote probleem is de operationaliseerbaarheid van deze criteria. Concreet dienen bijvoorbeeld de betrokkenen jonger dan 50 jaar, een ononderbroken tewerkstelling van zes maanden te bewijzen opdat het schorsingsbesluit wordt opgeheven. Een onderbreking van slechts enkele dagen hakt de periode in stukken zodanig dat de bewijswaarde vernietigd wordt.

Graag had ik van de geachte minister vernomen:

1. Of zij op de hoogte is van het feit dat perioden van tewerkstelling die kort worden onderbroken door werkloosheid niet mogen aangewend worden voor de bewijsvoering van zes maanden tewerkstelling;

2. Of het verantwoord is dat personen geschorst worden ondanks het manifest aantonen van bereidheid tot werken.

Réponse: En réponse à la question posée par l'honorable membre, je peux lui faire savoir que la suspension du droit aux allocations de chômage pour chômage de longue durée n'est applicable qu'au chômeur qui, au jour de la réception de l'avertissement (voir ci-après), satisfait simultanément aux conditions suivantes :

1. Être âgée de moins de 50 ans;
2. Ne pas avoir repris le travail sans interruption pendant 6 mois au moins comme travailleur à temps plein, ne pas prouver 20 ans de passé professionnel comme travailleur salarié, ne pas bénéficier d'une dispense d'application de l'article 80 en raison de ses activités auprès d'une agence locale de l'emploi,
3. Pouvoir prétendre aux allocations en tant que cohabitant se trouvant dans la troisième période d'indemnisation (= indemnisation au forfait).

Lorsqu'il ressort du calcul effectué par le bureau du chômage que, compte tenu de son âge, de son sexe et de sa région, un chômeur, qui satisfait aux conditions précitées, a dépassé ou va dépasser la durée moyenne régionale de chômage multipliée par 1,5, le directeur du bureau de chômage compétent envoie un avertissement au chômeur.

Cet avertissement doit se faire :

— Soit au plus tard 3 mois avant l'échéance réelle du dépassement;

— Soit en dehors de ce délai de 3 mois, auquel cas une date d'échéance fictive est fixée, et ce au premier jour du quatrième mois qui suit la date de l'avertissement.

Le chômeur peut introduire un recours administratif contre l'avertissement, d'une part auprès du directeur, d'autre part auprès de la Commission administrative nationale, selon les motifs sur base desquels il souhaite contester cet avertissement. Le recours administratif, tant auprès du directeur que de la Commission administrative nationale, doit être introduit par lettre recommandée à la poste dans le mois qui suit le jour de la réception de l'avertissement.

Le chômeur peut introduire un recours auprès du directeur sur base d'éléments objectifs, à savoir :

— Le chômeur prouve qu'il ne satisfait pas aux conditions pour recevoir un avertissement (entre autres par exemple le fait qu'il est déjà occupé à temps plein pendant six mois ininterrompus);

— Le chômeur prouve que l'échéance du dépassement calculée n'est pas correcte et qu'elle doit être reportée à plus tard;

— Le chômeur prouve que les revenus annuels nets imposables (revenus bruts diminués des cotisations sociales et des frais professionnels) de son ménage (= le revenu cumulé de toutes les personnes qui ont une incidence sur le montant des allocations du chômeur), diminué de ses propres allocations, ne dépassent pas 612 018 francs, majorés de 24 481 francs par personne à charge (montant indexé au 1^{er} mai 1996).

Le chômeur peut introduire un recours auprès de la Commission nationale administrative sur base de motifs subjectifs, à savoir :

— L'intéressé démontre avoir accompli des efforts exceptionnels et continus en vue de retrouver du travail pendant toute la durée de son chômage, à l'exclusion des périodes au cours desquelles il ne devait pas être disponible pour le marché de l'emploi (par exemple pendant une dispense pour raisons sociales et familiales, pendant une formation professionnelle,...);

— L'intéressé a une aptitude très limitée au travail ou une aptitude au travail partielle, caractérisée par une aptitude physique ou mentale inférieure aux exigences habituelles dans sa profession.

Si le chômeur est atteint d'une inaptitude permanente au travail de 33 p.c. au moins, la Commission nationale administrative n'a aucun pouvoir d'appréciation et doit déclarer le recours d'office fondé.

C'est sur le plan des motifs subjectifs qu'un chômeur, qui a reçu un avertissement, peut invoquer un emploi qui n'a pas une durée de six mois ininterrompus. En effet, il est évident que chaque offre

Antwoord: In antwoord op de vraag gesteld door het geachte lid kan ik hem laten weten dat de schorsing van het recht op werkloosheidsuitkeringen wegens langdurige werkloosheid enkel van toepassing is op de werkloze die op de dag van de ontvangst van de verwittiging (zie verder) gelijktijdig volgende voorwaarden vervult :

1. Minder dan 50 jaar oud zijn;

2. Niet gedurende ten minste 6 maanden ononderbroken het werk hebben hervat als voltijdse werknemer, geen 20 jaar beroepsverleden als loontrekkende bewijzen, geen vrijstelling genieten in toepassing van artikel 80 op basis van activiteiten in een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap;

3. Aanspraak kunnen maken op uitkeringen als samenwonende die zich in de derde uitkeringsperiode bevindt (= vergoeding aan een forfaitair bedrag).

Wanneer uit de berekening door het werkloosheidsbureau blijkt dat een werkloze, die aan de hogervermelde voorwaarden voldoet, rekening houdend met zijn leeftijd, geslacht en regio, de gemiddelde werkloosheidsduur vermenigvuldigd met 1,5 zal overschrijden of heeft overschreden, zal de directeur van het bevoegde werkloosheidsbureau deze werkloze een verwittiging sturen.

Deze verwittiging moet plaatsvinden :

— Ofwel ten laatste drie maanden vóór de werkelijke vervalddag van de overschrijding;

— Ofwel buiten deze termijn van drie maanden, doch dan wordt een fictieve vervalddag vastgesteld, en dit op de eerste dag van de vierde maand die volgt op de datum van de verwittiging.

Tegen deze verwittiging kan de werkloze administratief beroep instellen, enerzijds bij de directeur, anderzijds bij de Nationale Administratieve Commissie, naargelang de gronden waarop hij deze verwittiging wil betwisten. Het administratief beroep, zowel bij de directeur als bij de Nationale Administratieve Commissie, moet ingediend worden bij een ter post aangetekend schrijven, binnen de maand die volgt op de dag van de ontvangst van de verwittiging.

De werkloze kan bij de directeur beroep aantekenen op basis van objectieve elementen, namelijk :

— De werkloze toont aan dat hij niet voldoet aan de voorwaarden om een verwittiging te krijgen (onder meer bijvoorbeeld het feit dat hij reeds sinds zes maanden zonder onderbreking voltijds tewerkgesteld is);

— De werkloze toont aan dat de berekende vervalddag van overschrijding niet correct is, maar dient te worden verschoven naar de toekomst;

— De werkloze toont aan dat zijn jaarlijks netto-belastbaar (bruto-inkomen verminderd met sociale bijdragen en beroepskosten) gezinsinkomen (= het gezamenlijk inkomen van alle personen die een invloed hebben op het bedrag van de uitkeringen van de werkloze, verminderd met zijn eigen uitkeringen, lager is dan 612 018 frank, verhoogd met 24 481 frank per persoon ten laste (geïndexeerde bedragen op 1 mei 1996).

De werkloze kan bij de Nationale Administratieve Commissie beroep indienen op basis van subjectieve redenen, namelijk :

— Betrokkene bewijst uitzonderlijke en ononderbroken inspanningen om werk te vinden gedurende de hele periode van zijn werkloosheid, met uitsluiting van de periodes tijdens dewelke hij niet beschikbaar moest zijn voor de arbeidsmarkt (bijvoorbeeld tijdens een vrijstelling wegens sociale en familiale redenen, tijdens het volgen van een beroepsopleiding,...);

— Betrokkene heeft een zeer beperkte arbeidsgeschiktheid of een gedeeltelijke arbeidsgeschiktheid die gekenmerkt wordt door een lichamelijke of mentale geschiktheid die lager is dan de gewoonlijke eisen van zijn beroep.

Wanneer de werkloze een blijvende arbeidsongeschiktheid van minstens 33 pct. heeft, moet de Nationale Administratieve Commissie het beroep ambtshalve gegrond verklaren, hetgeen wil zeggen dat zij geen appreciatiebevoegdheid ter zake heeft.

Het is op het vlak van deze subjectieve redenen dat een werkloze, die een verwittiging ontvangen heeft, zijn tewerkstelling die geen zes ononderbroken maanden geduurd heeft, kan inroe-

d'emploi qu'accepte la personne concernée peut être employée pour servir de preuve des efforts exceptionnels et continus en vue de retrouver un travail pendant toute la durée de son chômage.

Aussi, je souhaite signaler à l'honorable membre que chaque période d'emploi, aussi petite soit-elle, n'est pas considérée comme période de chômage et fait reporter la date de dépassement de la durée moyenne régionale de chômage multipliée par 1,5.

Dans le cadre de la procédure de la suspension pour chômage de longue durée, il est donc effectivement tenu compte des périodes d'emploi interrompues.

Question n° 52 de M. Verreycken du 9 septembre 1996 (N.):

Missions d'étude et d'enquête.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 81 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications, et publiée plus haut (p. 1506).

Réponse: J'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre qu'en 1995, dix-sept enquêtes et/ou études ont été exécutées sur demande de mon ministère.

Aucune de celles-ci n'a été accordée à des services d'études liés à des partis politiques.

Les missions ont été confiées à des établissements universitaires.

Le département a payé les montants suivants, par objet spécifique:

1. Examen de tous les aspects d'accidents graves dans des activités industrielles déterminées et de leur prévention dans le cadre de la réglementation Seveso

Nombre: 7

Total: 23 744 730 francs

2. Études en rapport avec la sécurité technique des installations nucléaires

Nombre: 1

Total: 2 500 000 francs

3. Enquête et études en rapport avec la problématique de l'emploi

Nombre: 3

Total: 1 600 000 francs

4. Études en rapport avec la garantie de l'égalité des chances entre hommes et femmes dans divers secteurs

Enquête concernant la problématique de la violence physique et sexuelle sur les femmes et les enfants

Nombre: 6

Total: 11 118 878 francs

Toutes les enquêtes et/ou études ont été confiées sous la forme d'un contrat.

Ministre des Affaires sociales

Question n° 71 de Mme Nelis-Van Liedekerke du 20 septembre 1996 (N.):

Prévention des maladies cardio-vasculaires. — Médicaments. — Remboursement.

Le remboursement, par l'assurance obligatoire soins de santé, des médicaments prévenant les maladies cardio-vasculaires, ainsi que les conditions d'accès à celui-ci sont fixés après avis du Conseil technique pharmaceutique et du Comité de l'assurance soins de santé de l'INAMI.

pen. Het is immers evident dat elk werkaanbod waarop de betrokkene ingaat kan worden aangewend om als bewijs te dienen voor de uitzonderlijke en ononderbroken inspanningen om werk te vinden gedurende de hele periode van zijn werkloosheid.

Tevens wens ik het geachte lid erop te wijzen dat elke periode van tewerkstelling, hoe klein ook, niet als een werkloosheidsperiode wordt aanzien en de datum van overschrijding van de gemiddelde werkloosheidsduur vermenigvuldigd met 1,5 doet opschuiven.

In het kader van de procedure van schorsing wegens langdurige werkloosheid wordt dus wel degelijk rekening gehouden met onderbroken periodes van tewerkstelling.

Vraag nr. 52 van de heer Verreycken d.d. 9 september 1996 (N.):

Studie- en onderzoeksopdrachten.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 81 aan de Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1506).

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mede te delen dat in 1995 zeventien onderzoeken en/of studies werden uitgevoerd in opdracht van mijn ministerie.

Geen enkel ervan werd toegewezen aan studiediensten, verbonden aan politieke partijen.

De opdrachten werden toevertrouwd aan universitaire instellingen.

Het departement besteedde per specifiek onderwerp volgende bedragen:

1. Onderzoek naar alle aspecten van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten en de voorkoming ervan, in het raam van de Seveso-reglementering

Aantal: 7

Totaal: 23 744 730 frank

2. Studies in verband met de technische veiligheid van de kerninstallaties

Aantal: 1

Totaal: 2 500 000 frank

3. Onderzoek en studies in verband met de werkgelegenheidsproblematiek

Aantal: 3

Totaal: 1 600 000 frank

4. Studies in verband met de waarborg gelijke kansen tussen mannen en vrouwen in diverse sectoren

Onderzoek rond de problematiek van fysiek en seksueel geweld tegen vrouwen en kinderen

Aantal: 6

Totaal: 11 118 878 frank

Alle onderzoeken en/of studies werden toegewezen onder de vorm van een contract.

Minister van Sociale Zaken

Vraag nr. 71 van mevrouw Nelis-Van Liedekerke d.d. 20 september 1996 (N.):

Preventie van hart- en bloedziekten. — Geneesmiddelen. — Terugbetaling.

De terugbetaling en de vergoedingsvoorwaarden van geneesmiddelen ter preventie tegen hart- en bloedziekten door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden vastgelegd na de adviezen van de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten en het Verzekeringscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het RIZIV.

Récemment, l'on a créé, au sein du Conseil technique pharmaceutique, un groupe de travail chargé d'examiner les difficultés que pose l'utilisation de certains médicaments et d'émettre un avis à ce propos, qui sera soumis au conseil précité.

Où en est le groupe de travail concernant cet avis ?

Réponse: En réponse à la question posée par l'honorable membre, je crois devoir communiquer ce qui suit.

Un groupe de travail qui se penche sur les conditions de remboursement des hypolipidémisants a en effet été érigé au sein du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques.

Des professeurs d'universités de même que des médecins-conseils et des pharmaciens des mutualités participent aux travaux du groupe.

Les propositions du groupe de travail seront soumises dans les prochains mois au conseil technique.

Ensuite, la proposition définitive sera soumise pour avis au Service du contrôle médical.

Après cet avis, la Commission de conventions pharmaciens-organismes assureurs décidera si la proposition doit ou non être transmise au Comité de l'assurance.

La proposition fera ensuite l'objet d'un arrêté royal.

Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Agriculture

Question n° 47 de Mme Dua du 9 septembre 1996 (N.):

Élevage. — Hormones de croissance pour bovins.

Au début de 1995, le Conseil de ministres européen a décidé d'interdire l'hormone rBST jusqu'à l'an 2000. Il a toutefois laissé la faculté aux États membres d'effectuer des tests avec cette hormone de croissance bovine. Lorsqu'un État membre se livre à des expériences de ce type, il doit en avertir le Comité vétérinaire européen.

Les organisations de consommateurs s'inquiètent beaucoup de l'innocuité de ce produit pour l'homme et l'environnement, ainsi que de la qualité des animaux traités à la rBST et des produits laitiers provenant de ceux-ci. Malgré l'interdiction en vigueur, certains éleveurs utiliseraient quand même illégalement l'hormone rBST.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. A-t-on déjà effectué des tests avec l'hormone rBST en Belgique ? Dans l'affirmative, sur combien d'animaux ces tests ont-ils porté ? Qui les effectue ? Que deviennent la viande et les produits laitiers des animaux traités ?

2. D'autres États membres de l'Union européenne se livrent-ils à des expériences de ce genre ?

3. Contrôle-t-on l'utilisation illégale de la rBST ? Dans l'affirmative, combien d'infractions a-t-on constatées au cours des dernières années ? Quelles sont les sanctions prévues en cas d'utilisation de cette hormone de croissance ?

Réponse: Depuis le début de 1995, et à notre connaissance, aucune expérimentation n'est effectuée concernant l'utilisation de la BST.

1. En Belgique, seule la station de zootechnie du Centre de recherches agronomiques de Gembloux (administration de la recherche agronomique) a procédé en 1989 à une expérimentation au cours de laquelle, de la BST recombinante a été administrée à 12 vaches laitières Holstein. Le lait produit par les animaux traités n'a pas été commercialisé mais éliminé avec les autres déchets

Binnen de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten werd onlangs een werkgroep opgericht die de moeilijkheden bij de toepassing van bepaalde geneesmiddelen onderzoekt. Een werkgroep werd gevraagd een advies op te stellen, dat zal voorgelegd worden aan de hogergenoemde raad.

In hoeverre is de werkgroep met dit advies klaar ?

Antwoord: In antwoord op de vraag die het geachte lid heeft gesteld, meen ik het volgende te moeten meedelen.

In de schoot van de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten is inderdaad een werkgroep opgericht die zich buigt over de terugbetalingsvoorwaarden van lipidenverlagende middelen.

Professoren van de universiteiten en adviserend geneesheren en apothekers van de ziekenfondsen zijn betrokken bij de werkzaamheden van de groep.

De voorstellen van de werkgroep zullen in de komende maanden voorgelegd worden aan de technische raad.

Daarna wordt het definitieve voorstel voor advies voorgelegd aan de Dienst voor geneeskundige controle.

Na dat advies beslist de Overeenkomstencommissie apothekers-verzekeringsinstellingen over het al dan niet doorsturen van het voorstel naar het Verzekeringscomité.

Het voorstel maakt ten slotte het voorwerp uit van een koninklijk besluit.

Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Landbouw

Vraag nr. 47 van mevrouw Dua d.d. 9 september 1996 (N.):

Veeteelt. — Rundergroeihormonen.

Begin 1995 besliste de Europese Ministerraad om het rBST-hormoon tot het jaar 2000 te verbieden. Wel werd de mogelijkheid opengelaten om in de lidstaten proeven te verrichten met dit rundergroeihormoon. Wanneer een lidstaat overgaat tot dergelijke proefnemingen moet het Europees Veterinair Comité verwittigd worden.

Er is vanuit de consumentenorganisaties grote ongerustheid over de veiligheid van dit product voor mens en milieu, over de kwaliteit van rBST-behandelde dieren en over de kwaliteit van de zuivelproducten afkomstig van behandelde dieren. Ondanks het geldende verbod zou het rBST-hormoon toch illegaal gebruikt worden door bepaalde veetelers.

Graag had ik van de geachte minister vernomen :

1. Of er in België proeven uitgevoerd worden met het rBST-hormoon ? Indien dit het geval is, over hoeveel dieren gaat het ? Door wie worden deze proeven uitgevoerd ? Wat gebeurt er met het vlees en de zuivelproducten van de behandelde dieren ?

2. Of er door andere lid-staten van de Europese Unie dergelijke proeven worden uitgevoerd ?

3. Worden er controles uitgevoerd op het illegaal gebruik van rBST ? Indien dit het geval is, hoeveel overtredingen werden er in de afgelopen jaren vastgesteld en welke sanctionering is er verbonden aan het gebruik van dit groeihormoon ?

Antwoord: Sedert begin 1995, werd naar ons weten geen enkel proef uitgevoerd betreffende het gebruik van BST.

1. In België heeft enkel het rijksstation voor zoötechnie van het Centrum voor landbouwkundig onderzoek van Gembloux (bestuur voor landbouwkundig onderzoek) in 1989 een proef uitgevoerd waarbij recombinant BST werd toegediend aan 12 Holsteiner melkkoeien. De melk die door de behandelde dieren is geproduceerd werd niet in de handel gebracht maar verwijderd

de l'exploitation. Les vaches laitières qui ont servi à l'expérimentation n'ont pas dû être abattues prématurément. Toutes sont restées pendant plusieurs années à l'exploitation. Des contrôles sur la présence éventuelle d'anticorps se sont avérés négatifs dès les premiers jours qui ont suivis la fin de l'administration de la BST.

2. Des expérimentations similaires à celles menées en Belgique ont eu lieu dans bon nombre de pays de la Communauté européenne et généralement sur un nombre d'animaux nettement plus important. Citons, à titre d'exemples: la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Irlande et la Grande-Bretagne.

3. Actuellement, on ne procède pas, de manière systématique, à la recherche de la BST fautive de méthode fiable. Dans le cadre de l'application de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal, des contrôles sur la présence et l'utilisation illégale de médicaments ont cependant été exécutés par les Services vétérinaires du ministère de l'Agriculture, en coopération avec d'autres services compétents (Inspection des matières premières, Inspection pharmaceutique, BSR). Jusqu'à présent, il n'a pas été constaté que la BST serait utilisée. Les infractions sont punies sur la base de l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, anti-hormonale ou antibiotique.

Ministre de la Justice

Question n° 97 de M. Foret du 6 février 1996 (Fr.):

Commissions d'évaluation.

Dans un souci d'efficacité, le législateur a parfois prévu la mise en place de commissions d'évaluation, afin d'étudier et d'analyser la mise en œuvre pratique des lois qu'il édictait.

Les rapports de ces commissions d'évaluation revêtent évidemment une importance fondamentale pour les parlementaires soucieux de combler les déficiences éventuelles de nos réglementations.

Pour ce faire, il est indispensable que les parlementaires puissent suivre l'évolution des travaux de ces commissions et qu'ils puissent prendre connaissance de leurs conclusions.

Dans cette optique, je serais heureux que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes:

— Quelles sont les lois actuellement en vigueur qui prévoient, dans votre sphère de compétences, la mise en place de commissions d'évaluation?

— Quelle est la composition de ces commissions?

— À qui doivent-elles rendre leurs rapports?

— Quels sont les rapports actuellement disponibles pour nos parlementaires?

— Quelle est la fréquence à laquelle doivent être communiqués ces rapports?

— Quelles sont les échéances auxquelles doivent être déposés ces rapports?

— Sous quelles formes doivent-elles être rendus ces rapports?

— Les différentes dispositions légales applicables prévoient-elles des sanctions particulières pour l'exécutif en cas de retard ou de non-dépôt des conclusions des commissions d'évaluation?

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre les renseignements suivants.

1. Loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie enfantine, article 12:

— L'arrêté royal du 16 juin 1995, pris en exécution de la loi, crée une «cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre la traite internationale des êtres humains», dont la présidence est assurée par le ministère de la Justice et le secrétariat ainsi que la coordination, par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (art. 4).

met de andere afvalstoffen van de uitbating. De melkkoeien die gebruikt werden in de proef moesten niet voortijdig geslacht worden. Ze zijn allen nog verschillende jaren op het bedrijf gebleven. Controles naar de eventuele aanwezigheid van antilichamen bleken negatief vanaf de eerste dagen volgend op de beëindiging van BST.

2. Soortgelijke proeven aan deze uitgevoerd in België hebben plaatsgehad in meerdere landen van de Europese Gemeenschap en dit meestal op een veel belangrijker aantal dieren. Als voorbeeld kunnen vermeld worden: Frankrijk, Nederland, Duitsland, Ierland en Groot-Brittannië.

3. Bij gebrek aan een betrouwbare methode wordt BST op dit ogenblik niet op een systematische wijze opgespoord. In het kader van de toepassing van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale of met anti-hormonale werking, werden echter in samenwerking met andere bevoegde diensten (Inspectie grondstoffen, Farmaceutische Inspectie, BOB) controles uitgevoerd op de aanwezigheid en op het illegaal gebruik van geneesmiddelen. Tot nu toe werd niet vastgesteld dat BST gebruikt zou worden. Overtredingen worden gestraft op basis van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale of antibiotische werking.

Minister van Justitie

Vraag nr. 97 van de heer Foret d.d. 6 februari 1996 (Fr.):

Evaluatiecommissies.

Om redenen van doeltreffendheid schrijft de wetgever soms voor dat evaluatiecommissies moeten worden ingesteld ten einde de praktische uitvoering van de wetten die hij uitvaardigt, te bestuderen en te analyseren.

De verslagen van deze evaluatiecommissies zijn uiteraard van fundamenteel belang voor de parlementsleden die de eventuele gebreken van onze wetgeving willen verhelpen.

Daartoe moeten de parlementsleden de evolutie van de werkzaamheden van deze commissies kunnen volgen en kennis kunnen nemen van hun conclusies.

Daarom zou ik u dank weten voor uw antwoord op de volgende vragen:

— Welke wetten die thans van kracht zijn schrijven, in uw bevoegdheidssfeer, de oprichting van evaluatiecommissies voor?

— Hoe zijn deze commissies samengesteld?

— Bij wie moeten zij hun verslagen indienen?

— Welke verslagen zijn thans beschikbaar voor onze parlementsleden?

— Hoe vaak moeten deze verslagen worden ingediend?

— Binnen welke termijnen moeten de betrokken verslagen worden ingediend?

— In welke vorm moeten deze verslagen worden opgemaakt?

— Leggen de verschillende wettelijke bepalingen bijzondere sancties op indien de conclusies van de evaluatiecommissies niet of te laat worden ingediend?

Antwoord: Hierbij kan ik aan het geachte lid de volgende gegevens mededelen.

1. De wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie, artikel 12:

— Overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 juni 1995, genomen ter uitvoering van de wet, wordt een «interdepartementale coördinatiecel ter bestrijding van de internationale mensenhandel» opgericht, waarvan het voorzitterschap wordt waargenomen door het ministerie van Justitie en het secretariaat alsmede de coördinatie door het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding (art. 4).

Cette cellule a notamment pour mission « d'évaluer de manière critique l'évolution des résultats sur le terrain de la lutte contre la traite internationale des êtres humains » (art. 7, 2).

L'article 7 de l'arrêté en prévoit la composition.

Ce n'est cependant pas la cellule en tant que telle, mais le Centre pour l'égalité des chances qui est responsable de l'élaboration d'un rapport annuel d'évaluation (art. 3).

— Le rapport du Centre pour l'égalité des chances doit être remis au gouvernement (art. 3 de l'arrêté royal du 16 juin 1995), qui doit à son tour faire rapport au Parlement (art. 12 de la loi du 13 avril 1995).

— Le premier rapport a été remis au gouvernement ce 12 mars.

— Le rapport du Centre pour l'égalité des chances, comme celui du gouvernement au Parlement, doit être annuel.

— Ni l'arrêté royal ni la loi ne prévoient explicitement les dates d'échéance.

— En ce qui concerne les formes, l'article 3 de l'arrêté royal prévoit seulement que le rapport doit être public. Quant à la loi, elle n'envisage pas les formes que doit revêtir le rapport, mais précise, pour ce qui est du contenu, que le rapport expose notamment « la situation en ce qui concerne les poursuites judiciaires » (art. 12).

— Aucune sanction n'est prévue pour l'exécutif en cas de retard ou de non-dépôt du rapport d'évaluation. Le respect du prescrit légal relève de la seule responsabilité politique du gouvernement devant le Parlement.

2. Loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, article 3 :

— Cet article introduit entre autres dans le Code d'instruction criminelle un article 90*decies* qui prévoit l'obligation, pour le ministre de la Justice, de faire rapport au Parlement sur l'application des nouveaux articles 90*ter* à 90*novies*.

Cette obligation est imposée par la loi sans qu'une commission d'évaluation ne soit créée par le législateur.

Pour les besoins de la préparation de ce rapport, un groupe de travail *ad hoc* a cependant été mis sur pied. Il réunit des représentants de mon cabinet, du ministère public, de l'administration de la Législation pénale et des Droits de l'homme du ministère de la Justice, du Service de la politique criminelle du ministère de la Justice, de la gendarmerie et de la police judiciaire.

— Le premier rapport de ce groupe de travail n'est pas encore disponible.

— Le rapport du ministre de la Justice au Parlement, doit être annuel.

— L'article 90*decies* ne prévoit pas explicitement sa date d'échéance.

— Cet article ne prévoit pas non plus de formes particulières.

Au plan du fond, le rapport doit porter sur les éléments suivants : nombre d'instructions ayant donné lieu aux mesures visées aux articles 90*ter* à 90*novies* du Code d'instruction criminelle, durée de ces mesures, nombre de personnes concernées, résultats obtenus.

— Aucune sanction n'est prévue pour l'Exécutif en cas de retard ou de non-dépôt du rapport d'évaluation. Le respect du prescrit légal relève de la seule responsabilité politique du ministre de la Justice devant le Parlement.

3. L'article 23 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel dispose qu'il est institué auprès du ministère de la Justice une commission indépendante appelée « Commission de protection de la vie privée ».

Cette commission a plusieurs fonctions. Selon l'article 29 de la loi précitée, elle émet soit d'initiative soit à la demande des pouvoirs exécutifs ou législatifs fédéraux ou fédérés des avis sur

Deze cel heeft met name als opdracht het « kritisch evalueren van de evolutie en de resultaten op het terrein van de strijd tegen de internationale mensenhandel » (art. 7, 2).

Artikel 5 van het koninklijk besluit voorziet in de samenstelling ervan.

Het is echter niet de cel zelf maar het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding dat verantwoordelijk is voor het uitwerken van een jaarlijkse evaluatieverslag (art. 3).

— Het verslag van het Centrum voor gelijkheid van kansen moet aan de regering worden bezorgd (art. 3 van het koninklijk besluit d.d. 16 juni 1995), die op haar beurt verslag moet uitbrengen bij het Parlement (art. 12 van de wet van 13 april 1995).

— Het eerste verslag is op 12 maart 1996 aan de regering bezorgd.

— Het verslag van het Centrum voor gelijkheid van kansen moet, net als het verslag van de regering aan het Parlement, jaarlijks worden opgesteld.

— Noch het koninklijk besluit, noch de wet voorzien expliciet in een datum van verschijning.

— Wat de vorm betreft, bepaalt artikel 3 van het koninklijk besluit alleen dat het verslag openbaar moet zijn. De wet legt met betrekking tot het jaarverslag geen vormvereisten op maar bepaalt in verband met de inhoud dat het jaarverslag onder meer « een stand van zaken met betrekking tot de gerechtelijke vervolgingen » bevat (art. 12).

— Er is in geen enkele sanctie voorzien ingeval het evaluatieverslag laattijdig of niet wordt neergelegd. Het respect voor het wettelijk voorgeschrevene vloeit voort uit de enkele politieke verantwoordelijkheid van de regering tegenover het Parlement.

2. De wet d.d. 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennismaken en openen van privé-communicatie en -telecommunicatie, artikel 3 :

— Dit artikel voegt in het Wetboek van strafvordering onder meer een artikel 90*decies* in, houdende de verplichting voor de minister van Justitie om elk jaar bij het Parlement verslag uit te brengen over de toepassing van de artikelen 90*ter* tot en met 90*novies*.

Deze verplichting wordt door de wet opgelegd, zonder dat de wetgever daartoe een evaluatiecommissie heeft ingesteld.

Met het oog op de voorbereiding van dit verslag is inmiddels een ad hoc-werkgroep opgericht. In deze werkgroep zetelen vertegenwoordigers van mijn kabinet, van het openbaar ministerie, van het bestuur Strafwetgeving en de Rechten van de mens van het ministerie van Justitie, van de Dienst voor het strafrechtelijk beleid van het ministerie van Justitie, van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie.

— Het eerste verslag van deze werkgroep is nog niet voorhanden.

— De minister van Justitie moet dit verslag jaarlijks bij het Parlement indienen.

— Artikel 90*decies* voorziet niet uitdrukkelijk in een datum van verschijning.

— Dit artikel legt geen specifieke vormvereisten op.

Wat de inhoud betreft, moet het verslag de volgende elementen bevatten : het aantal instructies die aanleiding hebben gegeven tot de maatregelen bedoeld in de artikelen 90*ter* tot en met 90*novies* van het Wetboek van strafvordering, de duur van de maatregelen, het aantal betrokken personen, de behaalde resultaten.

— Er is in geen enkele sanctie voorzien ingeval het evaluatieverslag laattijdig of niet wordt neergelegd. Het respect voor het wettelijk voorgeschrevene vloeit voort uit de enkele politieke verantwoordelijkheid van de regering tegenover het Parlement.

3. Artikel 23 van de wet van 8 december 1992 inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens bepaalt dat bij het ministerie van Justitie een onafhankelijke commissie wordt ingesteld, « Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer » genaamd.

Deze commissie heeft verscheidene taken. Naar luid van artikel 29 van voornoemde wet dient de commissie van advies, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de uitvoerende of van de

les questions relatives à la protection de la vie privée dans le cadre de l'application de la loi du 8 décembre 1992 et des autres lois qui contiennent des dispositions relatives à la vie privée.

Selon l'article 30, elle émet à la demande des pouvoirs exécutifs ou législatifs fédéraux ou fédérés des recommandations relatives à la protection de la vie privée, dans le cadre de l'application de la loi du 8 décembre 1992 et des autres lois qui contiennent des dispositions relatives à la protection de la vie privée.

Selon l'article 31 de la loi précitée, elle examine les plaintes des particuliers qui lui sont adressées.

— Selon l'article 23 de la loi précitée, la Commission de protection de la vie privée est composée de membres de droit désignés par les comités de surveillance des lois particulières, à savoir M. F. Ringelheim, président du comité de surveillance de la Banque-carrefour et M. D. Pieters, membre du comité de surveillance de la Banque-carrefour.

Selon l'article 24 de la loi précitée, la commission est composée de huit membres effectifs, dont un magistrat, désignés tantôt par la Chambre, tantôt par le Sénat et élus pour une durée de six ans renouvelables sur des listes présentées par le Conseil des ministres.

La commission est composée à parité linguistique et de telle façon qu'il existe en son sein un équilibre entre les différents groupes socio-économiques.

Parmi les membres, il doit y avoir au moins un juriste, un informaticien, une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel relevant du secteur privé et une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur public.

Les membres effectifs de la Commission de protection de la vie privée sont :

- Président : M. P. Thomas, magistrat;
- Juriste : M. B. Asscherickx, avocat;
- Informaticien : M. J. Berleur, professeur aux Facultés universitaires NDP à Namur;
- Secteur privé : M. B. De Schutter, professeur à la VUB;

— Secteur public : M. J. Baret, secrétaire général du ministère de la Justice;

- Autres membres :
Mme N. Lepoivre, magistrat;
Mme C. Jansen, directeur de la cellule d'intégration sociale du ministère de la Région wallonne;
M. A. Winants, magistrat.

La commission est également composée de huit membres suppléants, dont un magistrat, élus selon la même procédure et le même équilibre que les membres effectifs.

Les membres suppléants de la Commission de protection de la vie privée sont :

- Président : M. C. Voet, magistrat;
- Juriste : M. P. Lemmens, conseiller d'État;
- Informaticien : M. L. Golvers, maître de conférence à l'ULB;

— Secteur privé : M. Y. Pouillet, doyen de la faculté de droit des Facultés universitaires NDP de Namur;

— Secteur public : M. F. Robben, administrateur de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

- Autres membres :
Mme N. Meunier, magistrat;

wetgevende macht, zowel op federaal vlak als op het niveau van de gemeenschappen en de gewesten, omtrent aangelegenheden die betrekking hebben op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het kader van de toepassing van de wet van 8 december 1992, alsook van andere wetten die bepalingen bevatten inzake de persoonlijke levenssfeer.

Krachtens artikel 30 doet de commissie op verzoek van de uitvoerende of van de wetgevende macht, zowel op federaal vlak als op het niveau van de gemeenschappen en de gewesten, aanbevelingen omtrent de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het kader van de toepassing van de wet van 8 december 1992, alsook van andere wetten die bepalingen bevatten inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Overeenkomstig artikel 31 van voornoemde wet onderzoekt de commissie de klachten die haar door particulieren worden toegestuurd.

— Naar luid van artikel 23 van voornoemde wet is de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer samengesteld uit leden van rechtswege, aangewezen door bij bijzondere wetten ingestelde toezichtscomités, te weten de heer F. Ringelheim, voorzitter van het toezichtscomité van de Kruispuntbank en de heer D. Pieters, lid van het toezichtscomité van de Kruispuntbank.

Op grond van artikel 24 van voornoemde wet bestaat de commissie uit acht vaste leden, onder wie een magistraat, die om beurten worden aangewezen door de Kamer en de Senaat en worden gekozen voor een hernieuwbare termijn van zes jaar op door de Ministerraad voorgedragen lijsten.

De commissie bestaat uit een gelijk aantal Nederlandstalige en Franstalige leden en is op zodanige wijze samengesteld dat in haar midden een evenwicht bestaat tussen de verschillende sociaal-economische groepen.

Ten minste een jurist, een informaticus, een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de private sector kan voorleggen en een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de openbare sector kan voorleggen, moeten van de commissie deel uitmaken.

De werkende leden van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zijn :

- Voorzitter : de heer P. Thomas, magistraat;
- Jurist : de heer B. Asscherickx, advocaat;
- Informaticus : de heer J. Berleur, hoogleraar aan de «Facultés universitaires NDP» te Namen;
- Private sector : de heer B. De Schutter, hoogleraar aan de VUB;

— Openbare sector : de heer J. Baret, secretaris-generaal bij het ministerie van Justitie;

- Andere leden :
Mevrouw N. Lepoivre, magistraat;
Mevrouw C. Jansen, directeur van de «Cellule d'intégration sociale» van het ministerie van het Waalse Gewest;
De heer A. Winants, magistraat.

Voorts bestaat de commissie uit acht plaatsvervangende leden, onder wie een magistraat, die zijn gekozen volgens dezelfde procedure en hetzelfde evenwicht zoals bij de werkende leden.

De plaatsvervangende leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zijn :

- Voorzitter : de heer C. Voet, magistraat;
- Jurist : de heer P. Lemmens, raadsheer bij de Raad van State;
- Informaticus : de heer L. Golvers, lector aan de ULB;

— Private sector : de heer Y. Pouillet, dekaan van de rechtsfaculteit van de «Facultés universitaires NDP» te Namen;

— Openbare sector : de heer F. Robben, administrateur-generaal van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

- Andere leden :
Mevrouw N. Meunier, magistraat;

Mme F. Marchal, secrétaire du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

M. E. Van Hove, magistrat.

En vertu de l'article 35 de la loi précitée, la commission dispose d'un secrétariat, dont le personnel est attaché au ministère de la Justice et qui est dirigé par Mme J. Paul, conseiller au ministère de la Justice.

— En vertu de l'article 32, § 2, alinéa 2, de la loi précitée, la commission communique chaque année aux Chambres législatives un rapport sur ses activités.

— À l'heure actuelle, les parlementaires ont reçu le rapport de la journée d'information du 3 mai 1993. Les rapports d'activité pour les années 1992-1993 et 1994-1995 sont en préparation.

— En vertu de l'article 32, § 2, alinéa 2, de la loi précitée, les rapports doivent être communiqués chaque année.

— La loi du 8 décembre 1992 ne mentionne pas d'échéance pour la remise des rapports.

— La loi précitée ne mentionne pas de forme précise pour les rapports.

— La loi précitée ne prévoit pas de sanction particulière pour l'exécutif d'autant que les membres de la Commission de protection de la vie privée sont désignés par le pouvoir législatif.

4. La Commission spéciale chargée d'évaluer les effets de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, a été instituée en juin 1994 afin de procéder à l'évaluation de ladite loi.

Cette commission a été instituée à l'initiative personnelle du ministre de la Justice, après qu'une proposition de résolution relative à l'instauration d'une telle commission, déposée à la Chambre des représentants le 12 février 1993 n'a finalement pas pu être adoptée.

Cette commission était composée de représentants des locataires et des propriétaires ainsi que de représentants du monde scientifique, du monde de la pratique juridique (juges de paix et notaires) et de diverses associations concernées par la politique des baux à loyer (Ligue des familles, *Test-Achats*,...).

Cette commission a clôturé ses travaux au mois de juillet 1995 par l'adoption d'un rapport qui a été transmis au Parlement (l'administration ne connaissant toutefois pas les modalités de cette transmission).

Ce rapport a, en outre, fait l'objet d'une large diffusion auprès du grand public via le Service fédéral d'information.

Question n° 119 de M. Erdman du 7 mars 1996 (N.):

Protection de la vie privée.

La loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et télécommunications privées a été publiée au *Moniteur belge* du 24 janvier 1995 et est entrée en vigueur le 3 février 1995.

Plusieurs questions se posent au sujet de l'efficacité des dispositions de cette loi.

1. Concernant le réseau de télécommunications public, il avait été dit que, comme pour le repérage des conversations téléphoniques, un accord serait conclu entre les ministres de la Justice et de l'Intérieur, d'une part, et Belgacom, d'autre part, pour régler les modalités de la mise en œuvre technique des mesures prévues par la loi. Le 1^{er} février 1993, les ministères compétents et Belgacom ont conclu un accord par lequel Belgacom s'engage à placer, conformément aux dispositions légales, un appareil Zoller ou un malicieux dans les 24 heures de la demande ou, en cas d'urgence, dans un délai maximum de 4 heures. Selon certaines rumeurs, un nouveau protocole aurait ou a été officiellement signé. L'honorable ministre peut-il nous éclairer sur sa portée?

2. Des questions se posent à propos de l'application de cette loi et de la préservation du secret de l'instruction sur le point de

Mevrouw F. Marchal, secretaris van de «Conseil supérieur des villes, communes et provinces» van het Waalse Gewest;

De heer E. Van Hove, magistraat.

Krachtens artikel 35 van voornoemde wet beschikt de commissie over een secretariaat, waarvan het personeel verbonden is aan het ministerie van Justitie en dat wordt geleid door mevrouw J. Paul, adviseur bij het ministerie van Justitie.

— Overeenkomstig artikel 32, § 2, tweede lid, van dezelfde wet dient de commissie ieder jaar bij de Wetgevende Kamers een verslag over haar werkzaamheden in.

— Thans hebben de parlementsleden het verslag van de infodag van 3 mei 1993 ontvangen. De activiteitsverslagen van de jaren 1992-1993 en 1994-1995 zijn in voorbereiding.

— Krachtens artikel 32, § 2, tweede lid, van voornoemde wet moeten de verslagen ieder jaar worden ingediend.

— De wet van 8 december 1992 bepaalt geen termijn voor de indiening van de verslagen.

— Voornoemde wet bevat geen bepalingen betreffende de vorm van de verslagen.

— Voornoemde wet voorziet niet in een bijzondere sanctie voor de uitvoerende macht, te meer daar de leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer door de wetgevende macht worden aangewezen.

4. De Bijzondere Commissie voor evaluatie van de gevolgen van de wet van 20 februari 1991 houdende wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur is in juni 1994 opgericht om voornoemde wet te beoordelen.

Voornoemde commissie is ingesteld op initiatief van de minister van Justitie, nadat een voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een dergelijke commissie, ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers op 12 februari 1993 uiteindelijk niet is goedgekeurd.

De commissie was samengesteld uit vertegenwoordigers van de huurders en van de eigenaars, van de wetenschappelijke en de juridische wereld (vrederechters en notarissen), alsook van verscheidene organisaties waarvoor het huurbeleid van belang is (Bond van grote en jonge gezinnen, *Testaankoop*, ...).

De commissie heeft haar werkzaamheden in juli 1995 beëindigd met de goedkeuring van een verslag dat naar het Parlement is overgezonden (de administratie heeft evenwel geen kennis van de wijze waarop zulks is geschied).

Overigens heeft de Federale Voorlichtingsdienst het verslag op grote schaal verspreid.

Vraag nr. 119 van de heer Erdman d.d. 7 maart 1996 (N.):

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennis nemen en opnemen van privécommunicatie en telecommunicatie werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1995 en trad in werking op 3 februari 1995.

Met betrekking tot deze wet zijn er bepaalde vragen voor wat de doeltreffendheid van de wettelijke teksten aangaat.

1. In verband met het openbaar telecommunicatienet werd vooropgesteld dat, zoals met betrekking tot de materie van het opsporen van telefonische gesprekken, een overeenkomst tussen de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken enerzijds en Belgacom anderzijds zou dienen te worden afgesloten om de modaliteiten van de technische inwerkingstelling van de door wet bedoelde maatregelen mogelijk te maken. Bij overeenkomst van 1 februari 1993 werd door de bevoegde ministeries en Belgacom een overeenkomst afgesloten waarbij Belgacom zich verbond binnen de 24 uren van de aanvraag of, in geval van hoogdringendheid, binnen een termijn van maximaal 4 uren een zollerapparaat of een malicieux te plaatsen overeenkomstig de wettelijke bepalingen. Volgens bepaalde geruchten zou een nieuw protocol inmiddels afgesloten zijn met Belgacom of werd daadwerkelijk een overeenkomst afgesloten: kan de geachte minister desbetreffende de draagwijdte toelichten?

2. Met betrekking tot de toepassing van deze wet en het vrijwaren van het geheim van het onderzoek zijn vragen gerezen of al

savoir si le juge d'instruction devait communiquer l'intégralité de sa décision au directeur de Belgacom ou se limiter à lui faire parvenir une réquisition dans laquelle il ferait référence à son ordonnance officielle et ne reproduirait que le dispositif de celle-ci. Selon certaines informations, cet usage se serait déjà établi dans plusieurs arrondissements pour le repérage des communications téléphoniques. L'honorable ministre peut-il nous faire savoir si des instructions ou des circulaires ont été élaborées dans ce sens, et nous garantir en même temps que les juges d'instruction appliquent uniformément les dispositions de la loi dans leurs rapports avec Belgacom?

3. Aux termes de l'article 90*decies* de la loi du 30 juin 1994, le ministre de la Justice doit faire rapport annuellement au Parlement sur l'application des articles 90*ter* à 90*novies*. Il est tenu également d'informer le Parlement du nombre d'instructions ayant donné lieu à des mesures visées par ces articles, de la durée de ces mesures, du nombre de personnes concernées et des résultats obtenus. Étant donné que la loi est entrée en application depuis plus d'un an, le ministre pourrait-il nous indiquer à quelle date il sera en mesure de transmettre au Parlement le rapport prescrit?

Réponse: 1. J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre que le 13 février 1995 un accord a été conclu entre le ministère de la Justice et Belgacom concernant l'application de la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement des communications et de télécommunications privées. Cet accord avait pour objet d'arrêter les modalités concrètes d'application des mesures prévues par cette loi, et est seulement applicable aux téléphone et téléfax. Les autres moyens de communication, comme le GSM, le mobilophone, le sémaphone et l'ISDN feront l'objet d'un autre accord qui n'a pas encore été conclu jusqu'à ce jour. Dans l'accord, Belgacom s'engage à prendre les mesures nécessaires pour répondre au réquisitoire du juge d'instruction ou du procureur du Roi le plus rapidement possible et au plus tard dans les 4 heures.

2. Dans la pratique, les juges d'instruction prennent deux ordonnances, l'une pour les services de police exécutants, et l'autre pour Belgacom. L'ordonnance adressée aux services de police exécutants contient toutes les indications prescrites par l'article 90*quater* du Code d'instruction criminelle, et celle-ci n'est pas communiquée à Belgacom. L'ordonnance adressée à Belgacom contient uniquement les données qui sont nécessaires pour l'exécution de l'écoute judiciaire. De cette manière, le secret de l'instruction est garanti. Bien que cette pratique n'ait pas fait l'objet d'instructions ou de circulaires particulières, elle est appliquée par tous les juges d'instruction.

3. Le rapport d'évaluation concernant les mesures d'écoute, prescrit par l'article 90*decies* du Code d'instruction criminelle, a été envoyé à M. Verwilghen, président de la commission de la Justice de la Chambre des représentants par lettre du 18 juin 1996, en vue de déterminer une date pour la présentation du rapport et la discussion de celui-ci.

Question n° 149 de M. Boutmans du 3 mai 1996 (N.):

Lévée de la prohibition du mariage.

En vertu de l'article 164 du Code civil, le Roi peut lever la prohibition du mariage entre le beau-frère et la belle-sœur, ou entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

Ce type de cas se produit-il fréquemment?

Pour quels motifs cette dispense est-elle principalement accordée?

En principe, la possibilité de lever la prohibition ne s'applique pas aux personnes visées à l'article 161 (ligne directe). Par suite des modifications intervenues dans la structure familiale, des problè-

dan niet de onderzoeksrechter aan de directeur van Belgacom zijn beslissing integraal zou moeten mededelen ofwel zich zou kunnen beperken tot het overmaken van een vordering waarbij hij verwijst naar zijn officiële beschikking en daarvan enkel het dispositief herneemt. Volgens bepaalde inlichtingen zouden reeds in die zin gebruikte gevestigd zijn in verschillende arrondissementen met betrekking tot het opsporen van telefonische communicaties. Kan de geachte minister mededelen of er daadwerkelijk in die zin instructies, dan wel circulaires, werden opgesteld en terzelfder tijd waarborgen dat de onderzoeksrechters in hun verhoudingen naar Belgacom toe de bepalingen van de wet eenvormig in de praktijk omzetten?

3. Volgens de bepaling van artikel 90*decies* van de wet van 30 juni 1994 zou de minister van Justitie elk jaar verslag uitbrengen aan het Parlement over de toepassing van de artikelen 90*ter* tot en met 90*novies* en zou de minister tevens het Parlement op de hoogte brengen van het aantal onderzoeken die aanleiding gegeven hebben tot de maatregelen bedoeld in die artikelen, van de duur van die maatregelen, van het aantal betrokken personen en van de behaalde resultaten. Vermits nu de wet meer dan een jaar van toepassing is, kan de geachte minister ons mededelen op welke datum hij het wettelijk voorgeschreven verslag aan het Parlement zal kunnen overmaken?

Antwoord: 1. Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat op 13 februari 1995 een overeenkomst werd afgesloten tussen het ministerie van Justitie en Belgacom betreffende de toepassing van de wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennisnemen en opnemen van privé-communicatie en -telecommunicatie. Dit akkoord had tot doel de concrete toepassingsmodaliteiten vast te leggen van de maatregelen bedoeld in deze wet, en is enkel van toepassing op telefoon en telefax. Andere communicatiemiddelen zoals GSM, mobilfoon, semafoon, ISDN, zouden het voorwerp uitmaken van een ander akkoord dat tot op heden nog niet is afgesloten. In de overeenkomst verbindt Belgacom zich ertoe om zo vlug mogelijk, en ten laatste binnen 4 uur alle noodzakelijke maatregelen te nemen om tegemoet te komen aan het bevelschrift van de onderzoeksrechter of van de procureur des Konings.

2. In de praktijk neemt de onderzoeksrechter steeds twee beschikkingen, één voor de uitvoerende politiedienst en één voor Belgacom. De beschikking gericht aan de uitvoerende politiedienst bevat alle door artikel 90*quater* van het Wetboek van strafvordering voorgeschreven vermeldingen en wordt niet meegegeeld aan Belgacom. De beschikking voor Belgacom bevat alleen de gegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de gerechtelijk tap. Op die manier wordt het geheim van het onderzoek gevrijwaard. Hoewel deze praktijk niet het voorwerp is geweest van bepaalde instructies of circulaires, wordt zij door alle onderzoeksrechters toegepast.

3. Het evaluatierapport over de tapmaatregelen, voorgeschreven bij artikel 90*decies* van het Wetboek van strafvordering, werd bij brief van 18 juni 1996 overgemaakt aan de heer Verwilghen, voorzitter van de commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers, met het oog op het bepalen van een datum voor de toelichting bij het rapport en de bespreking ervan.

Vraag nr. 149 van de heer Boutmans d.d. 3 mei 1996 (N.):

Ontheffing van het huwelijksverbod.

Krachtens artikel 164 van het Burgerlijk Wetboek kan de Koning ontheffing verlenen van het verbod te huwen tussen schoonbroeder en -zuster, of tussen oom en nicht of tante en neef.

Komt dit vaak voor?

Wat zijn de voornaamste gronden waarop ontheffing wordt verleend?

De ontheffingsmogelijkheid geldt in principe niet voor artikel 161 (rechte lijn). Nochtans scheidt de gewijzigde familiestructuur ook soms problemen waarbij men zich kan afvragen of dit

mes se posent parfois aussi dans ces cas-là et on peut dès lors se demander si cette interdiction doit rester absolue (par exemple, quand il s'agit d'enfants issus de mariages précédents des partenaires). D'autres pays (notamment les Pays-Bas) ont admis en l'occurrence la levée de la prohibition.

A-t-on déjà introduit des demandes de cet ordre ?

L'honorable ministre a-t-il connaissance de cas qui paraissent dignes d'intérêt, mais pour lesquels une dispense n'a pu être accordée en raison de l'interdiction légale ?

Réponse: J'ai l'honneur de porter à la connaissance de l'honorable membre qu'au cours des années 1994 et 1995, 71 demandes basées sur l'article 164 du Code civil ont été introduites, dont 3 concernaient la prohibition à mariage portée à l'article 163 du Code civil.

En ce qui concerne la dispense de la prohibition établie par l'article 162 du Code civil, il peut être constaté que le motif le plus communément invoqué et retenu, est la cohabitation prolongée des parties.

Sont également retenus comme cause grave, l'état de grossesse de la requérante ou la naissance d'enfants issus des relations entre les intéressés.

La jurisprudence administrative concernant les demandes de levée de prohibition à mariage existant entre oncle et nièce, tante et neveu, indique que la dispense n'est accordée que dans des circonstances toutes particulières, comme celle de la naissance d'un enfant.

En ce qui concerne les interdictions à mariage entre les ascendants et descendants, et les alliés dans la même ligne, il peut être observé que quelques demandes sont introduites chaque année.

Ces demandes se situent le plus souvent dans le cadre de l'alliance existant entre beau-père et belle-fille.

Je puis, par ailleurs, informer l'honorable membre du fait que mon administration procède actuellement à une évaluation complète de la problématique en matière de prohibition à mariage et que je compte prendre attitude à bref délai quant à d'éventuelles modifications à introduire dans le Code civil.

Question n° 186 de Mme de Bethune du 1^{er} août 1996 (N.):

Prisons. — Télévision. — Participation aux frais.

On sait que les détenus ont la possibilité de louer un téléviseur pour pouvoir regarder la télévision dans leur cellule.

Il me revient que les détenus de la prison d'Ypres doivent payer 250 francs par semaine pour la location d'un téléviseur dans une cellule de quatre personnes, tandis que les détenus occupant une cellule à deux paient 400 francs par semaine pour cette même location.

Une caution unique de 1 000 francs doit être versée en début de location. Les détenus ne disposant pas de ressources suffisantes sont dispensés de cette caution de 1 000 francs.

Lors de leur entrée en prison, les détenus peuvent faire savoir qu'ils ne souhaitent pas regarder la télévision mais, en raison du manque de place, il arrive que ces détenus se voient attribuer une cellule dont les autres occupants regardent bel et bien la télévision, ce qui les oblige à participer aussi aux frais de télévision.

La direction de la prison d'Ypres a confirmé l'information.

On peut se demander si des détenus (dont beaucoup se trouvent dans une situation financière précaire) sont en mesure de payer un montant de 1 083 ou 1 733 francs par mois pour pouvoir regarder la télévision, et s'il est justifié que certains détenus, qui, en fait, ne souhaitent pas regarder la télévision, soient en quelque sorte contraints de participer aux frais de télévision.

verbot absoluut moet blijven (kinderen uit voorgaande huwelijken van partners). In andere landen (b.v. Nederland) blijkt ontheffing wel mogelijk.

Worden verzoeken daartoe ingediend ?

Zijn de geachte minister gevallen bekend die behartenswaardig leken, maar waar in geen dispensatie kon worden verleend, wegens het wettelijk verbod ?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat in de loop van de jaren 1994 en 1995, 71 aanvragen gebaseerd op artikel 164 van het Burgerlijk Wetboek werden ingediend, waarvan een drietal het huwelijksverbod, opgenomen in artikel 163 van het Burgerlijk Wetboek, betroffen.

Wat betreft de ontheffing van het huwelijksverbod, opgenomen in artikel 162 van het Burgerlijk Wetboek, kan gesteld worden dat de meest ingeroepen en weerhouden reden, het langdurig feitelijk samenleven van de partijen is.

De zwangerschap van verzoekster of de geboorte van kinderen uit de relatie van de betrokkenen, worden eveneens als gewichtige redenen weerhouden.

De administratieve rechtspraak betreffende de aanvragen tot opheffing van het huwelijksverbod, bestaande tussen oom en nicht, tante en neef, wijst uit dat de ontheffing slechts wordt verleend in zeer uitzonderlijke omstandigheden, zoals deze van de geboorte van een kind.

Wat betreft de huwelijksverboden tussen bloedverwanten in de rechte opgaande en nederdalende lijn en de aanverwanten in dezelfde lijn, kan opgemerkt worden, dat elk jaar enkele aanvragen ingediend worden.

Deze aanvragen situeren zich meestal in het kader van de aanverwantschap tussen schoonvader en schoondochter.

Ik breng bovendien het geachte lid ter kennis dat mijn bestuur momenteel werkt aan een complete evaluatie omtrent de problematiek van de huwelijksverboden. Binnenkort zal ik een standpunt innemen betreffende eventuele wijzigingen aan te brengen in het Burgerlijk Wetboek.

Vraagnr. 186 van mevrouw de Bethune d.d. 1 augustus 1996 (N.):

Gevangenis. — Televisie. — Bijdrage in de kosten.

Zoals bekend hebben gedetineerden de mogelijkheid om een televisietoestel te huren teneinde in hun cel televisie te kunnen kijken.

Ik vernam dat door gedetineerden van de gevangenis te Ieper 250 frank per week dient te worden betaald voor de huur van een televisietoestel in een cel met vier personen. Gedetineerden in een cel met twee personen dienen per week 400 frank te betalen voor de huur van een televisietoestel.

Bij de aanvang van de huur dient een eenmalige waarborg te worden betaald van 1 000 frank. Gedetineerden die over onvoldoende middelen beschikken, dienen de waarborg van 1 000 frank niet te betalen.

Gedetineerden kunnen bij binnenkomst in de gevangenis te kennen geven geen televisie te willen kijken. Door het plaatsgebrek in de gevangenis komt het echter voor dat aan deze gedetineerden een cel wordt toegewezen waar de celgenoten wél televisie kijken, waardoor zij derhalve ook moeten bijdragen in de televisiekosten.

De directie van de gevangenis te Ieper bevestigde deze informatie.

De vraag stelt zich of gedetineerden (waarvan velen zich in een precare financiële situatie bevinden) bij machte zijn om maandelijke een bedrag te betalen van 1 083 frank, respectievelijk 1 733 frank, voor het kijken naar televisie en of het verantwoord is dat sommige gedetineerden, die eigenlijk geen televisie wensen te kijken, in zekere zin worden verplicht bij te dragen in de televisiekosten.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Sur quelle base légale ou réglementaire se fonde la participation des détenus aux frais de location d'un téléviseur ?

2. Quelle est la situation dans les autres prisons belges et combien faut-il déboursier pour pouvoir regarder la télévision ?

Comment justifie-t-on ces montants ?

3. Que fait-on pour parvenir en la matière à une gestion saine et contrôlée, avec les conséquences financières les plus équitables possible pour les détenus ?

Existe-t-il une règle sociale en la matière ?

4. L'honorable ministre estime-t-il juste que des détenus soient contraints de payer pour regarder la télévision, même quand ils souhaitent renoncer à ce droit ?

Réponse : 1. Il n'existe aucune base légale ou réglementaire spécifique régissant la participation des détenus aux frais de location d'une télévision.

Le montant à payer par les détenus est basé sur les frais qu'entraîne ce service pour chaque établissement.

2. Des télévisions sont données en location dans les établissements pénitentiaires par l'établissement lui-même ou par l'intermédiaire d'une société de location. Lorsque l'établissement peut acheter des télévisions et donc les louer directement, le prix de location est considérablement moindre et s'élève à environ 800 francs par mois et par cellule. Ce prix varie également en fonction des facilités offertes, comme par exemple Filmnet.

Dans les deux cas, la location de télévisions entraîne, pour chaque établissement, des frais fixes d'abonnement au câble, d'électricité, d'assurance et de taxe.

3. La location d'une télévision est maintenue au prix minimal. Si des bénéfices sont réalisés, ils sont versés à la caisse d'entraide des détenus.

4. Lors de son entrée dans l'établissement, le détenu reçoit un formulaire qu'il peut remplir sans engagement de sa part pour demander à louer une télévision.

Aucun détenu n'est tenu de louer une télévision.

Les détenus qui ne souhaitent pas de télévision sont placés, dans la mesure du possible, dans une cellule qui n'en est pas équipée.

La télévision est louée au nom d'un seul détenu. La répartition des frais est laissée aux détenus eux-mêmes et pose généralement peu ou pas de problèmes.

Question n° 194 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.) :

Trafic d'armes international.

Un émissaire spécial des Nations unies a accusé récemment certains gouvernements européens de protéger par leur attitude — permissive ou non — les trafiquants d'armes et de drogues. Au cours d'une réunion d'information devant le Conseil de sécurité des Nations unies à New York, M. James Jonah a donné une image accablante de la guerre au Liberia. Il a qualifié le conflit de « guerre commerciale permettant surtout à des ressortissants européens de s'enrichir plutôt que de lutte entre politiques différentes ou suscitée par des différences ethniques ». Seul l'apport de nouvelles armes permet aux combats de faire rage. Les gouvernements européens ferment parfois délibérément les yeux sur ces fournitures d'armes, qui sont illégales.

L'honorable ministre a-t-il connaissance d'un réseau belge de trafic d'armes à destination du tiers monde ? A-t-on déjà intercepté, dans notre pays, des armes faisant l'objet d'un trafic illégal vers des pays du tiers monde ? Quelles mesures l'honorable ministre prévoit-il de prendre pour prévenir tout commerce d'armes illégaux ?

Réponse : En ce qui concerne les poursuites judiciaires pour trafic d'armes, je renvoie l'honorable membre au rapport au Parlement sur l'application de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel militaire.

Graag had ik dan ook een antwoord gekregen op de volgende vragen :

1. Wat is de wettelijke of reglementaire basis voor het laten bijdragen van gedetineerden in de huurprijs van een televisie ?

2. Wat is de situatie en de kostprijs van het kijken naar televisie in andere Belgische gevangenissen ?

Hoe worden deze bedragen verantwoord ?

3. Op welke manier wordt ter zake gestreefd naar een goed en gecontroleerd beheer met de meest billijke financiële gevolgen voor gedetineerden ?

Bestaat ter zake een sociale regel ?

4. Acht de geachte minister het rechtmatig dat gedetineerden verplicht zijn te betalen voor het kijken naar televisie, ook wanneer zij wensen af te zien van dit recht ?

Antwoord : 1. Er bestaat geen specifieke wettelijke of reglementaire basis om gedetineerden te laten bijdragen in de huurprijs van een televisie.

De bijdrage welke de gedetineerden dienen te betalen is gebaseerd op de onkosten welke deze dienstverlening meebrengt voor iedere inrichting afzonderlijk.

2. Binnen de strafinrichting worden televisies verhuurd in eigen beheer of via een verhuurfirma. Indien de televisies kunnen aangekocht worden door de inrichting en aldus rechtstreeks kunnen verhuurd worden, is de huurprijs aanzienlijk lager en bedraagt hij per maand en per cel ongeveer 800 frank. Daarnaast varieert de huurprijs eveneens volgens de aangeboden faciliteiten zoals bijvoorbeeld Filmnet.

In beide gevallen brengt de verhuur van televisies voor iedere inrichting vaste kosten met zich mee voor het abonnement op de kabel, de electriciteitsvoorziening, de verzekering en de taks.

3. De huurprijs van een televisietoestel wordt minimaal gehouden. Indien er winst wordt gemaakt, wordt deze gestort in het steunfonds voor gedetineerden.

4. Bij aankomst in de inrichting ontvangt de gedetineerde een formulier dat hij vrijblijvend kan invullen om de huur van een televisie aan te vragen.

Geen enkele gedetineerde wordt verplicht een televisie te huren.

Gedetineerden welke geen televisie wensen, worden in de mate van het mogelijke op een cel zonder televisie geplaatst.

De televisie wordt gehuurd op naam van één gedetineerde. De verdeling van de kosten onderling wordt aan de gedetineerden zelf overgelaten en stelt doorgaans weinig of geen problemen.

Vraag nr. 194 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.) :

Illegale internationale wapenhandel.

Een speciale gezant van de Verenigde Naties beschuldigde onlangs sommige Europese regeringen ervan wapen- en drughandelaars door hun al dan niet lakse houding de hand boven het hoofd te houden. James Jonah schetste tijdens een briefing voor de VN-Veiligheidsraad in New York een vernietigend portret over de oorlog in Liberia. Hij noemde het conflict « een handelsoorlog waarin vooral Europese onderdanen zichzelf verrijken, veeleer dan een strijd tussen politieke denkbeelden of wegens etnische verschillen ». Het oplaaien van de gevechten is enkel maar mogelijk door de toevoer van nieuwe wapens. Deze toevoer is illegaal en wordt soms door Europese regeringen bewust door de vingers gezien.

Heeft de geachte minister weet van een Belgisch netwerk van illegale wapenhandel naar de derde wereld ? Werd er in ons land reeds illegale wapensmokkel naar derde wereldlanden onderschept ? Welke maatregelen voorziet de geachte minister om illegale wapenhandel te voorkomen ?

Antwoord : Wat de gerechtelijke vervolgingen voor wapensmokkel betreft, verwijst ik het geachte lid naar het rapport aan het Parlement over de toepassing van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munitie en militaire uitrusting.

Les mesures préventives contre les exportations illégales d'armes relèvent principalement de la compétence de mes collègues des Affaires économiques (licences) et des Finances (douane).

Question n° 202 de Mme Thijs du 13 septembre 1996 (N.):

Mouvements de jeunesse. — Poursuites pénales engagées contre des moniteurs.

Les dirigeants d'un mouvement de jeunesse doivent, lorsqu'ils organisent certaines activités, prendre les mesures de précaution et de prudence nécessaires. S'ils ne le font pas et si un accident survient en conséquence, qui entraîne des lésions corporelles, ils peuvent être condamnés en application des articles 418 et 420 du Code pénal, à une amende et/ou à une peine d'emprisonnement. C'est ainsi qu'à la suite d'un accident de la circulation, avec mort d'homme, cinq chefs scouts ont été condamnés récemment, par le tribunal correctionnel de Bruges, à une peine conditionnelle d'emprisonnement de trois mois et à une amende de 30 000 francs (voir notamment *Gazet van Antwerpen* du 14 janvier 1994).

J'aimerais que l'honorable ministre me dise combien de moniteurs ont fait l'objet, ces cinq dernières années, de poursuites pénales à la suite d'accidents survenus à l'occasion d'activités qu'ils avaient organisées, et combien d'entre eux furent effectivement condamnés.

Réponse: Les statistiques dont mes services disposent ne permettent malheureusement pas de déterminer la qualité de «chef de mouvement de jeunesse» des personnes poursuivies ou condamnées. Pour déterminer cet élément et répondre à la question de l'honorable membre, il faudrait interroger chaque parquet séparément. Tous les dossiers des cinq dernières années devraient alors être revus un par un, ce qui est actuellement irréalisable vu la charge de travail des parquets et les priorités qui leur sont imposées.

Question n° 203 de M. Olivier du 18 septembre 1996 (N.):

Contrôles routiers à l'occasion desquels l'on constate la consommation de cannabis.

Des scientifiques de l'État fédéré allemand de Nord-Rhin-Westphalie ont développé un test permettant à la police de constater la consommation de cannabis, lors de contrôles routiers.

Des experts de l'Institut de médecine légale de l'Université de Düsseldorf ont mis au point ce que l'on appelle en anglais un «Cannabis Influence Factor» (CIF), comparable à l'appareil utilisé pour réaliser des alcooltests.

La limite à partir de laquelle un conducteur peut se voir interdire l'usage de son véhicule a été fixée à 10 CIF, par analogie avec ce que l'on a prévu en ce qui concerne le taux d'alcoolémie maximale.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes:

1. A-t-on déjà conçu et expérimenté semblable test fiable en Belgique?
2. Le test développé dans l'État fédéral allemand sera-t-il utilisé chez nous lors des contrôles routiers?
3. La consommation de cannabis au volant sera-t-elle rendue punissable?

Réponse: Je peux communiquer à l'honorable membre qu'aucun test ni appareil n'a été développé à l'Institut de médecine légale de Düsseldorf, mais qu'un facteur a toutefois été mis au point, à savoir le «Cannabis Influence Factor» (CIF). Le CIF n'est donc certainement pas un appareil mais une méthode de calcul basée sur des valeurs de mesure obtenues à l'aide de la technique CG-MS.

La police ne peut donc constater la consommation de cannabis: ceci n'est possible que par analyse de l'échantillon sanguin en laboratoire. En Allemagne, contrairement aux règles en vigueur dans notre pays, la police peut contraindre les automobilistes à un prélèvement sanguin afin de déterminer si le conducteur se trouve sous influence de l'une ou l'autre drogue illégale.

De preventieve maatregelen tegen de illegale wapenuitvoer behoren vooral tot de bevoegdheid van mijn collega's van Economische Zaken (licencies) en Financiën (douanen).

Vraag nr. 202 van mevrouw Thijs d.d. 13 september 1996 (N.):

Jeugdbewegingen.—Strafrechtelijke vervolging van jeugdleiders.

De leiding van een jeugdbeweging dient wanneer zij bepaalde activiteiten organiseert de nodige voorzorg en voorzichtigheid aan de dag te leggen. Doet zij dit niet, en er ontstaat daardoor een ongeval dat lichamelijke schade met zich meebrengt, dan kan zij op grond van de artikelen 418 en 420 van het Strafwetboek mogelijk veroordeeld worden tot een geldboete en/of een gevangenisstraf. Zo bijvoorbeeld zouden naar aanleiding van een dodelijk verkeersongeval nog niet zo lang geleden vijf scoutsleiders door de correctionele rechtbank van Brugge veroordeeld zijn geweest tot een voorwaardelijke gevangenisstraf van drie maanden en een geldboete van 30 000 frank (zie onder meer *Gazet van Antwerpen*, 14 januari 1994).

Graag had ik van de geachte minister vernomen hoeveel jeugdleiders in de afgelopen vijf jaar strafrechtelijk vervolgd werden omwille van ongevallen die plaatsvonden tijdens de door hen georganiseerde activiteiten, en hoeveel van hen vervolgens ook daadwerkelijk veroordeeld werden.

Antwoord: De statistieken waarover mijn diensten beschikken laten helaas niet toe de eigenschap «jeugdleider» vast te stellen bij de vervolgte of veroordeelde personen. Om dit element te differentiëren teneinde de vraag van het geachte lid te kunnen beantwoorden, is een bevraging vereist van elk afzonderlijk parket. Elk dossier van de laatste vijf jaar zou dan stuk voor stuk moeten doorgenomen worden, wat op dit moment, gezien de werklast en de gestelde prioriteiten binnen de parketten, niet haalbaar is.

Vraag nr. 203 van de heer Olivier d.d. 18 september 1996 (N.):

Verkeerscontroles waarbij het gebruik van cannabis wordt vastgesteld.

Wetenschappers uit de Duitse deelstaat Noordrijn-Westfalen ontwikkelen een test waarmee de politie bij verkeerscontroles het gebruik van cannabis kan vaststellen.

Experts van het Instituut voor rechtsgeneeskunde aan de universiteit van Düsseldorf ontwikkelden een zogenaamde «Cannabis Influence Factor» (CIF), die vergelijkbaar is met het apparaat waarmee alcoholcontroles worden uitgevoerd.

De absolute norm om autobestuurders het besturen van een wagen te kunnen ontzeggen werd vastgesteld op 10 CIF, vergelijkbaar met het maximum toegelaten promille alcohol in het bloed.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. Werd in ons land een dergelijke betrouwbare test reeds ontworpen en getest?
2. Zal de in de Duitse deelstaat ontwikkelde test ook bij ons worden gebruikt bij verkeerscontroles?
3. Zal het gebruik van cannabis in het verkeer strafbaar worden gesteld?

Antwoord: Ik kan het geachte lid meedelen dat er aan het Instituut voor rechtsgeneeskunde van Düsseldorf geen test noch een apparaat ontwikkeld werd, doch wel een factor op punt gesteld werd, nl. de «Cannabis Influence Factor» (CIF). De CIF is dus zeker geen apparaat maar een berekeningswijze op basis van meetwaarden die bekomen werden met de CG-MS-techniek.

De politie kan dus geen gebruik vaststellen: dit kan pas na analyse van het bloedstaal in het laboratorium. In Duitsland, in tegenstelling tot ons land, kan de politie de autobestuurders wel dwingen een bloedstaal te laten nemen voor de bepaling of de bestuurder onder invloed is van één of andere illegale drug.

Dans notre pays, les services de police emploient de petits kits de tests basés sur des réactions immunologiques.

L'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) assiste également la gendarmerie et la police judiciaire lors de contrôles routiers et de contrôles en des lieux où une consommation de drogue est présumée. C'est la technique IMS qui est utilisée dans ces cas.

L'utilisation du facteur CIF en Belgique dépendra de son applicabilité à la population belge.

En ce qui concerne les aspects criminologiques liés à la conduite sous influence de cannabis, je peux communiquer à l'honorable membre que ces aspects font actuellement l'objet d'un examen.

Avant qu'une réglementation concrète ne soit élaborée, il est toutefois opportun d'attendre les résultats de deux études en cours :

— Une étude épidémiologique, qui a débuté le 15 janvier 1995 sous la direction de l'Institut belge de la sécurité routière, et dont les résultats seront disponibles au plus tôt à la fin de l'année (décembre 1996);

— Une enquête relative aux modalités de contrôle (tests de salive), qui est effectuée par l'Institut national de criminalistique et de criminologie.

J'ajoute également que l'INCC examine très régulièrement des échantillons d'urine afin de détecter des traces de drogues illégales.

J'informe en outre l'honorable membre que la conduite en état d'ivresse ou dans un état analogue résultant notamment de l'emploi de drogues ou de médicaments est déjà punissable sur la base de l'article 35 de la législation sur la circulation routière.

Ministre de la Fonction publique

Question n° 41 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.):

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 16 adressée au Vice-Premier ministre et ministre du Budget, et publiée plus haut (p. 1520).

Réponse: Suite à ses questions concernant la dimension familiale de ma politique en tant que ministre de la Fonction publique, j'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre que cette approche s'est exprimée principalement lors de l'élaboration de nouvelles mesures en matière de statut des agents fédéraux, surtout en ce qui concerne la réglementation en matière de congés, absences et durée de travail.

À titre d'illustration, je peux attirer l'attention de l'honorable membre sur un certain nombre de modifications récentes. Le droit à l'interruption de carrière aussi bien à mi-temps qu'à temps plein a été prolongé de 5 à 6 ans. Pour les régimes d'interruption de la carrière, la possibilité d'obtenir un congé palliatif a en outre été prévue, ainsi qu'une interruption de carrière réduite de douze semaines après l'accouchement.

Les régimes de prestations réduites déjà existants ont été élargis par la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, au droit à la semaine volontaire de quatre jours et au départ anticipé à mi-temps.

L'arrêté royal du 24 septembre 1996 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'État et aux absences pour convenance personnelle a élargi de l'agent isolé à tous les parents le congé pour motifs impérieux d'ordre familial, de trente jours ouvrables par an, pour l'accueil d'enfants en-dessous de quinze ans pendant les vacances scolaires.

In ons land worden door de politiediensten kleine testkits gebruikt die werken op basis van immunologische reacties.

Ook vergezeld het Nationaal Instituut voor criminalistiek en criminologie (NICC) de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij, wegcontroles en controles op plaatsen waar druggebruik wordt vermoed. Daarbij wordt de IMS-techniek gebruikt.

Of de «Cannabis influence Factor» ook in België zal worden toegepast zal afhangen van de toepasbaarheid ervan op de Belgische bevolking.

Wat de criminologische aspecten verbonden aan het rijden onder invloed van cannabis betreft, kan ik aan het geachte lid mededelen dat deze aspecten onderzocht worden.

Vooraleer een concrete regeling op punt te stellen is het evenwel opportuun te wachten op de resultaten van twee lopende studies :

— Een epidemiologische studie die gestart werd op 15 januari 1995, onder leiding van het Belgisch Instituut voor verkeersveiligheid, waarvan de resultaten ten vroegste tegen het einde van dit jaar (december 1996) beschikbaar zullen zijn;

— Een onderzoek inzake de controlemodaliteiten (speekseltesten) dat uitgevoerd wordt door het Nationaal Instituut voor criminalistiek en criminologie.

Ik kan hier nog aan toevoegen dat door het NICC zeer frequent urinestrallen onderzocht worden op sporen van illegale drugs.

Tevens kan ik het geachte lid nog melden dat het rijden in staat van dronkenschap of in een soortgelijke staat tengevolge van het gebruik van verdovende of hallucinatieverwekkende middelen of medicijnen reeds gestraft kan worden op basis van artikel 35 van de wetgeving op het wegverkeer.

Minister van Ambtenarenzaken

Vraag nr. 41 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.):

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 16 aan de Vice-Eerste minister en minister van Begroting, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1520).

Antwoord: Naar aanleiding van haar vragen betreffende de gezinsdimensie van mijn beleid als minister van Ambtenarenzaken, heb ik de eer het geachte lid mede te delen dat deze benadering in hoofdzaak tot uiting komt bij de uitwerking van nieuwe maatregelen inzake het statuut van de federale ambtenaren, vooral wat de reglementering in verband met verloven, afwezigheden en arbeidsduur betreft.

Ter illustratie kan ik het geachte lid wijzen op een aantal recente aanpassingen. Het recht op zowel de halftijdse als de voltijdse loopbaanonderbreking werd verlengd van 5 jaar tot 6 jaar. Bij de stelsels van loopbaanonderbreking werd bovendien de mogelijkheid voorzien tot het bekomen van een palliatief verlof alsook van een verkorte loopbaanonderbreking van twaalf weken na de bevalling.

De reeds bestaande stelsels van verminderde prestaties werden door de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare diensten uitgebreid met het recht op de vrijwillige vierdagenweek en op de halftijdse vervroegde uittreding.

Het koninklijk besluit van 24 september 1996 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid heeft het verlof om dwingende redenen van familiaal belang van dertig werkdagen per jaar, voor de opvang van kinderen beneden de vijftien jaar tijdens de schoolvakanties, uitgebreid van een geïsoleerd ambtenaar tot alle ouders.

L'arrêté royal du 10 mai 1955 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 1994 relatif aux congés susvisés a créé la possibilité pour les agents féminins d'obtenir un congé pour subir des examens prénatals s'ils ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de services.

Quant au caractère favorable à la solidarité et à la famille des mesures prises et à prendre, puis-je faire remarquer qu'il y a toujours une concertation ou des négociations préalables avec les organisations syndicales représentatives, de sorte qu'elles peuvent toujours exprimer leurs préoccupations à ce sujet.

Je ne dispose pas d'un rapport sur les effets familiaux des mesures prises en vue de l'adaptation et de l'amélioration des dispositions statutaires et contractuelles applicables au personnel des administrations fédérales, mais je peux affirmer catégoriquement à l'honorable membre que pour toutes celles-ci la dimension familiale n'a jamais été perdue de vue.

Question n° 42 de Mme de Bethune du 11 octobre 1996 (N.) :

Gestion du personnel. — Services publics fédéraux. — Informatisation.

À l'issue du Conseil des ministres du 13 septembre 1966, il a été communiqué que le Conseil des ministres avait pris connaissance «d'un rapport du ministre de la Fonction publique relatif à l'adoption d'un logiciel unique pour la gestion de l'ensemble des données concernant les membres du personnel des services fédéraux et aux banques de données du personnel du ministère de la Fonction publique, destinées à l'élaboration de statistiques».

Il est généralement admis — et on l'a souligné à l'occasion de la Quatrième Conférence internationale sur les femmes (Pékin, 1995) — que des données statistiques établies par sexe constituent un excellent instrument politique et qu'il faut, dès lors, veiller à ce que l'on dispose d'urgence de données statistiques de meilleure qualité en ce qui concerne la place des femmes et des hommes dans notre société.

Les données statistiques établies par sexe sont notamment nécessaires, si l'on veut mener une politique d'actions positives. Or, tous les services publics sont tenus de le faire, en application de l'arrêté royal du 27 février 1990 portant des mesures en vue de la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les services publics.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde à cet égard aux questions suivantes :

1. La banque de données du personnel des services publics fédéraux contient-elle des données établies selon le sexe? Dans l'affirmative, de qu'elle données s'agit-il?

2. A-t-on l'intention d'utiliser la banque de données relative au personnel comme un instrument permettant de mener une politique d'actions positives, en application de l'arrêté royal du 27 février 1990 précité?

Réponse: 1. La donnée relative au sexe est un des renseignements minimaux qui doivent être repris dans les banques de données du personnel des services publics visés à l'article 2 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public, en application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 juin 1994 portant exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 précité, modifié par la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Sur la base des renseignements individuels, un certain nombre de tableaux statistiques globaux et impersonnels faisant intervenir l'information relative au sexe peuvent être établis aussi bien au niveau local, c'est-à-dire auprès de chacun des Services publics intéressés, qu'au niveau central, c'est-à-dire la banque de données du ministre relevant de ma compétence. Il convient toutefois de préciser que la banque de données centrale ne dispose que de données anonymes.

En outre, l'honorable membre peut également trouver un nombre important de tableaux statistiques, retenant le sexe

Het koninklijk besluit van 10 mei 1995 tot wijziging van het vermelde verlofbesluit van 1 juni 1964 heeft voor de vrouwelijke ambtenaren de mogelijkheid gecreëerd verlof te bekomen om prenatale onderzoeken te ondergaan wanneer die niet buiten de diensturen kunnen gebeuren.

Wat het solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter van de genomen en de te nemen maatregelen betreft, mag ik erop wijzen dat steeds vooraf overleg of onderhandelingen met de representatieve vakorganisaties van het personeel plaatshebben, zodat deze altijd hun bekommernissen ter zake kunnen uiten.

Ik beschik niet over een gezinseffectenrapport maar ik kan het geachte lid ten stelligste bevestigen dat, bij alle maatregelen die worden genomen tot aanpassing en verbetering van de statutaire en contractuele bepalingen toepasselijk op het federaal overheids-personeel, de gezinsdimensie nooit uit het oog wordt verloren.

Vraag nr. 42 van mevrouw de Bethune d.d. 11 oktober 1996 (N.) :

Personeelsbeheer. — Federale overheidsdiensten. — Informatisering.

Ingevolge de Ministerraad van 13 september 1996 werd gemeld dat de Ministerraad kennis heeft genomen van «een verslag van de minister van Ambtenarenzaken over de keuze van een éénvormig informaticasysteem voor het personeelsbeheer van de federale overheidsdiensten en de oprichting van een personeelsdatabank voor statistische verwerking bij het ministerie van Ambtenarenzaken.»

Algemeen wordt erkend — en dit werd ook bekrachtigd naar aanleiding van de Vierde Wereldvrouwenconferentie (Peking, 1995) — dat naar geslacht opgesplitste statistische gegevens een beleidsinstrument bij uitstek vormen en dat bijgevolg dringend werk moet worden gemaakt van beter statistisch materiaal over de positie «van vrouwen en mannen in onze samenleving».

Naar geslacht opgesplitste statistische gegevens zijn, in het bijzonder, een noodzakelijk middel bij het voeren van een beleid van positieve acties, waartoe alle overheidsdiensten zijn verplicht ingevolge het koninklijk besluit van 27 februari 1990 houdende maatregelen tot bevordering van gelijke kansen voor mannen en vrouwen in overheidsdiensten.

Graag kreeg ik een antwoord op volgende vragen :

1. Worden er naar geslacht opgesplitste gegevens opgenomen in de personeelsdatabank van de federale overheidsdiensten? En, zo ja, welke?

2. Is het de bedoeling de personeelsdatabank te gebruiken als instrument bij het voeren van een beleid van positieve acties, overeenkomstig het vermelde koninklijk besluit van 27 februari 1990?

Antwoord: 1. Het geslacht van het personeelslid is één van de minimale individuele inlichtingen, die krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 juni 1994 houdende de uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, in de gedecentraliseerde personeelsdatabanken van elke overheids-persoon bedoeld in artikel 2 van het hogergenoemd koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982, moeten bevinden.

Op basis van de individuele inlichtingen, kunnen zowel op het lokaal niveau, dat wil zeggen bij elk van de betrokken overheids-personen, als op centraal niveau, dat wil zeggen de databank van het ministerie, dat onder mijn bevoegdheid ressorteert, een aantal globale en naamloze statistische tabellen worden opgemaakt, waarin het geslacht als variabele in aanmerking wordt genomen. Er dient evenwel op te worden gewezen dat de centrale databank enkel over anonieme gegevens beschikt.

Verder kan het geachte lid ook in de brochure *Overzicht van de personeelssterkte in de overheidssector*, die jaarlijks wordt ver-

comme une des variables principales, dans la brochure *Aperçu des effectifs du secteur public* qui est distribuée annuellement par mes services.

2. Il relève de la compétence de chaque service public concerné d'utiliser les données statistiques fournies par leur banque de données de personnel dans un tel but. Il est toutefois possible de produire à l'avenir des tableaux statistiques complémentaires au moyen de l'application que mon département met à la disposition des services publics concernés.

Mes services veilleront à donner une suite positive aux demandes spécifiques formulées en la matière, chaque fois que cela sera possible.

Question n° 44 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 18 adressée au Vice-Premier ministre et ministre du Budget, et publiée plus haut (p. 1523).

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre ce qui suit.

1 et 2. Aucun article du traité ne présente de points communs avec mes attributions.

3 et 4. Il existe un certain nombre de possibilités de congés et d'absences en faveur de l'accueil des enfants. Je renvoie à cet effet l'honorable membre à la réponse à sa question n° 41 du 4 octobre 1996 concernant la dimension familiale de la politique des ministres.

Ministre de la Défense nationale

Question n° 39 de M. Destexhe du 7 juin 1996 (Fr.):

Envoi des F16 dans l'ex-Yougoslavie.

J'ai déjà eu l'occasion de regretter la non-participation des forces aériennes belges aux opérations de l'OTAN de septembre 1995 en Bosnie. L'utilisation de la force aérienne a été un élément décisif pour amener les belligérants — en particulier les forces serbes — à signer les accords de Dayton.

Un des arguments évoqués à l'époque pour justifier la non-participation de nos forces aériennes était l'absence de contre-mesures actives sur nos F16. Depuis lors, plusieurs avions ont été équipés de ce système.

1. Avez-vous l'intention d'envoyer des F16 sur ce théâtre d'opérations?

2. Dans l'affirmative, dans quels délais?

Réponse: L'honorable membre est prié de trouver ci-après la réponse à ses questions.

Le gouvernement a marqué son accord sur l'envoi d'un détachement de la force aérienne dans le cadre de l'opération de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine (opération IFOR).

Ce détachement est constitué de quatre avions F16 et de 55 hommes. Il sera intégré dans le dispositif de la force aérienne des Pays-Bas stationné à Villafranca (Italie).

Cette décision est actuellement limitée à la durée du mandat de l'IFOR.

Les avions déployés seront équipés de moyens de contre-mesure électronique.

Par cette décision, le gouvernement belge a voulu marquer sa solidarité avec les alliés mais aussi concrétiser de manière tangible sa volonté qu'un lien opérationnel soit maintenu entre la mission de l'IFOR et la mission de l'ONU en Slavonie orientale (administration transitoire des Nations unies en Slavonie orientale).

Le délai entre la question de l'honorable membre et la présente réponse trouve sa justification dans le fait que le processus de prise de décision était en cours.

spreid door mijn diensten, een belangrijk aantal statistische tabellen terugvinden, waarin het geslacht als één van de voornaamste variabelen weerhouden wordt.

2. Het behoort tot de bevoegdheid van de betrokken overheidsdiensten om de statistische gegevens die zich in hun persoonsdatabank bevinden, voor dit doel aan te wenden. Wel bestaat de mogelijkheid dat in de toekomst bijkomende statistische tabellen worden geproduceerd d.m.v. de toepassing, die mijn departement aan de betrokken overheidsdiensten ter beschikking stelt.

Mijn diensten zullen niet nalaten — telkens dit mogelijk is — aan specifieke verzoeken dienaangaande een positief gevolg te geven.

Vraag nr. 44 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 18 aan de Vice-Eerste minister en minister van Begroting, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1523).

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid het volgende mede te delen.

1 en 2. Er zijn geen artikelen van het verdrag die raakvlakken hebben met mijn bevoegdheidsdomein.

3 en 4. Er bestaan een aantal verlof- en afwezigheidsmogelijkheden die de opvang van de kinderen ten goede komen. Daartoe verwijs ik het geachte lid naar het antwoord op haar vraag nr. 41 van 4 oktober 1996 over de gezinsdimensie van het beleid van de ministers.

Minister van Landsverdediging

Vraag nr. 39 van de heer Destexhe d.d. 7 juni 1996 (Fr.):

Zenden van F16's naar ex-Joegoslavië.

Ik heb reeds het feit betreurd dat de Belgische luchtmacht niet heeft deelgenomen aan de operaties van de NAVO van september 1995 in Bosnië. Het inzetten van de luchtmacht is een doorslaggevend element geweest om de oorlogvoerende troepen — in het bijzonder de Servische troepen — te bewegen tot de ondertekening van de Dayton-akkoorden.

Eén van de argumenten die indertijd zijn ingeroepen om de niet-deelname van onze luchtmacht te verantwoorden, was het ontbreken van actieve tegenmaatregelen op onze F16's. Sedertdien zijn verschillende vliegtuigen met dat systeem uitgerust.

1. Bent u van plan F16's naar dit actieterrein te sturen?

2. Zo ja, binnen welke termijn?

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna het antwoord op zijn vraag te willen vinden.

De regering heeft zijn akkoord gegeven voor het sturen van een detachement van de luchtmacht in het kader van de NATO-operatie in Bosnië-Herzegovina (operatie IFOR).

Dit detachement bestaat uit vier vliegtuigen F16 en 55 manschappen. Het zal geïntegreerd worden in de installatie van de Nederlandse luchtmacht, gestationeerd in Villafranca (Italië).

Momenteel is deze beslissing beperkt voor de duur van het IFOR-mandaat.

De opgestelde vliegtuigen zullen uitgerust worden met elektronische maatregelen.

De Belgische regering heeft door deze beslissing zijn solidariteit aangetoond maar ook op tastbare wijze haar bereidwilligheid geconcretiseerd zodat een operationele band gehandhaafd blijft tussen de IFOR-opdracht en de UNO-opdracht in Oost-Slavonië (*administration transitoire des Nations unies* in Oost-Slavonië).

De termijn tussen de vraag van het geachte lid, en het huidige antwoord wordt gerechtvaardigd door het feit dat het proces voor het nemen van een beslissing ter studie was.

Question n° 54 de M. Devolder du 6 septembre 1996 (N.):**FBA. — Régiment des carabiniers. — Service de la garde.**

L'honorable ministre pourrait-il me communiquer les informations suivantes concernant le premier régiment de carabiniers cyclistes des forces belges en Allemagne:

1. Depuis quand applique-t-on dans cette unité la mesure collective en vertu de laquelle les réservistes du service de la garde ne peuvent pas bénéficier de leur week-end normal et sont obligés de rester disponibles sans compensation aucune?

2. Combien de militaires désignés pour assurer effectivement le service de la garde ne se sont-ils pas présentés à leur poste en 1994, 1995 et 1996, et ce par catégorie?

3. Combien de militaires désignés en tant que réservistes du service de la garde et appelés à assurer effectivement celle-ci ne se sont-ils pas présentés à leur poste en 1994, 1995 et 1996, et ce, par catégorie?

4. Dans quelles autres unités a-t-on instauré des restrictions similaires pour les réservistes du service de la garde?

Réponse: 1. Suite à un problème aigu d'absentéisme chez le personnel de service de garde, le chef de corps du régiment «karabiniers-wielrijders» de l'époque a diffusé le 14 novembre 1995 une note par laquelle il a promulgué les mesures citées par l'honorable membre.

En essence, ces directives obligent le personnel inscrit comme réserve au rôle de garde de contacter par téléphone l'unité lors de la relève de la garde. S'il s'avère, par ce contact téléphonique, qu'un membre de la garde montante soit absent, la personne désignée comme réserve doit se rendre au quartier.

Cette mesure permet d'éviter que des militaires ne soient pas relevés à temps après une prestation de garde de 24 heures.

2. Nombre de militaires désignés pour monter effectivement de garde et qui ne se sont pas présentés:

Catégories — Categorie	1994	1995	1996
Officiers. — <i>Officieren</i>	0	0	0
Sous-officiers. — <i>Onder-officieren</i>	0	0	0
Volontaires. — <i>Vrijwilligers</i>	2	6	0

3. Nombre de militaires désignés comme personnel de réserve de garde qui ne se sont pas présentés alors qu'ils ont été rappelés pour monter effectivement de garde:

Catégories — Categorie	1994	1995	1996
Officiers. — <i>Officieren</i>	0	0	0
Sous-officiers. — <i>Onder-officieren</i>	0	0	0
Volontaires. — <i>Vrijwilligers</i>	0	1	0

4. Dans toutes les unités de la force terrestre, il existe un rôle du personnel de réserve de garde. L'obligation pour ce personnel de prendre contact au moment de la relève est en vigueur partout. Le cas échéant, ces militaires doivent être en mesure de se présenter à leur unité dans un délai raisonnable.

Question n° 58 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.):**La dimension familiale de la politique du ministre.**

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 16 adressée au Vice-Premier ministre et ministre du Budget, et publiée plus haut (p. 1520).

Vraag nr. 54 van de heer Devolder d.d. 6 september 1996 (N.):**BSD. — Regiment karabiniers. — Wacht.**

Kan de geachte minister mij mededelen wat het eerste regiment karabiniers wielrijders betreft van de Belgische strijdkrachten Duitsland:

1. Sinds wanneer werd in deze eenheid de collectieve maatregel ingevoerd om de wachtreserves hun normaal weekend te ontzeggen en hen te verplichten zonder enige compensatie beschikbaar te blijven?

2. Hoeveel militairen, per categorie, als effectieve wacht aangeduid, boden zich niet aan in 1994, 1995 en 1996?

3. Hoeveel militairen, per categorie, als reservewacht aangeduid, boden zich niet aan in 1994, 1995 en 1996 wanneer ze opgeroepen werden om effectief de wacht op te gaan?

4. In welke andere eenheden werden soortgelijke restricties voor het reservepersoneel van wacht ingevoerd?

Antwoord: 1. Wegens een acuut probleem van absentéisme bij het personeel met wachtdienst, heeft de toenmalige korpscommandant van het regiment karabiniers-wielrijders op 14 november 1995 een nota verspreid, waarmee hij de door het geacht lid geciteerde maatregelen uitvaardigde.

In essentie verplichten deze richtlijnen het personeel dat op de rol ingeschreven staat als reserve van wacht, op het moment van de aflossing van de wacht, de eenheid telefonisch te contacteren. Indien uit dat telefonisch contact blijkt dat een lid van de opgaande wacht afwezig is, moet het als reserve aangeduid personeelslid zich naar het kwartier begeven.

Deze maatregel heeft de bedoeling te verhinderen dat militairen na een wachtprestatie van 24 uur niet tijdig afgelost zouden worden.

2. Aantal militairen als effectieve wacht aangeduid die zich niet aanboden:

Catégories — Categorie	1994	1995	1996
Officiers. — <i>Officieren</i>	0	0	0
Sous-officiers. — <i>Onder-officieren</i>	0	0	0
Volontaires. — <i>Vrijwilligers</i>	2	6	0

3. Aantal militairen als reservewacht aangeduid die zich niet aanboden wanneer ze werden opgeroepen om effectief de wacht op te gaan:

Catégories — Categorie	1994	1995	1996
Officiers. — <i>Officieren</i>	0	0	0
Sous-officiers. — <i>Onder-officieren</i>	0	0	0
Volontaires. — <i>Vrijwilligers</i>	0	1	0

4. In alle eenheden van de landmacht bestaat een rol van het reservepersoneel van wacht. Overal geldt eveneens de verplichting tot contactname door dit personeel op het moment van de aflossing. Desgevallend moeten deze militairen in staat zijn zich in hun eenheid aan te melden binnen een redelijke termijn.

Vraag nr. 58 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.):**De gezinsdimensie van het beleid van de minister.**

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 16 aan de Vice-Eerste minister van Begroting, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1520).

Réponse: L'honorable membre est priée de trouver ci-après une réponse globale à ses questions.

Le chapitre II de la déclaration gouvernementale, intitulé « Une société renouvelée et viable », prévoit effectivement que le gouvernement veillera à améliorer les relations familiales sous leurs différentes formes notamment par son intervention législative et réglementaire.

Le chapitre V de la déclaration gouvernementale consacré à la défense nationale est intitulé « Le rôle européen et international de la Belgique ». Il y a donc peu de liens directs entre la mission et la politique du ministère de la Défense nationale et la politique familiale.

Ceci ne veut nullement dire que le département ne se préoccupe pas des familles.

En ce qui concerne la communauté militaire, une série de mesures en faveur de la famille ont été prises. Je pense entre autres à la possibilité pour nos militaires d'obtenir un retrait temporaire d'emploi pour raison familiale, aux mesures de soutien familial pour les familles des militaires affectés en Allemagne (par exemple: écoles, soins médicaux, magasins), aux indemnités payées aux militaires affectés à l'étranger (par exemple les frais de scolarité) ou à l'assistance aux familles dont les militaires séjournent pour une longue durée en ex-Yougoslavie. Dans la mesure du possible, nous tenons aussi compte de raisons familiales impératives pour l'attribution des fonctions aux militaires, sans cependant que cela ne puisse désavantager systématiquement les militaires célibataires. Récemment, le congé de circonstance a été étendu des couples mariés aux couples qui vivent en concubinage. Enfin, je présenterai sous peu un régime de travail à temps partiel qui pourrait également répondre à certains besoins familiaux.

En ce qui concerne les civils du département, toutes les mesures favorables à la famille qui sont d'application dans le reste de la fonction publique leur sont intégralement applicables.

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre

Question n° 42 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):

AGCD. — Cellule antifraude. — Comitésupérieurdecontrôle.

L'équipe de l'ICD, la cellule antifraude de l'AGCD, est supprimée *de facto* depuis le lundi 2 septembre 1996. Sur papier, l'équipe existe encore, mais en pratique, cette cellule d'enquête particulièrement méritante se trouve réduite au silence du fait que les six commissaires adjoints du Comité supérieur de contrôle (CST) ont été « obligés » de retourner sur les bancs de l'école. Ces six enquêteurs du CST doivent en effet, tout comme leurs collègues dudit comité, se soumettre à cette obligation s'ils veulent pouvoir prétendre à une promotion. Cette formation est nécessaire, dans l'éventualité d'un démantèlement du CST, pour pouvoir passer à la police judiciaire. Comme ils devront suivre jusqu'au début du mois de mars 1997 un cours de recyclage constitué de journées de cours de plein exercice, l'instruction toujours en cours d'un certain nombre de dossiers AGCD risque de ne pas être menée à son terme.

Il y a quelques mois, vous aviez pourtant déclaré que l'équipe de l'ICD serait renforcée et que les enquêtes en cours seraient menées à bonne fin. M. Van der Maelen, le président de la commission de suivi de l'AGCD, affirme lui aussi que vous lui aviez garanti il y a quelques mois que le scénario actuel ne se produirait pas. C'est le contraire qui semble se passer aujourd'hui. Actuellement, il reste une série de dossiers dans lesquels toute la vérité n'a pas encore été faite et qui requièrent un personnel suffisant. Il s'agit notamment des dossiers concernant la surtarification par le biais de la société de transport anversoise Comartrans, les hôpitaux mobiles de Modulmed, la fabrique de tours de Mondiale 88 en Indonésie,

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna een globaal antwoord te vinden op haar vragen.

Onder hoofdstuk II van de regeringsverklaring, met name « Een vernieuwde en leefbare maatschappij » wordt inderdaad gesteld dat de Regering erover zal waken dat door haar wetgevend en reglementair optreden onder meer de gezinsverbanden in hun diverse leefvormen bevorderd zullen worden.

Het regeringsprogramma voor het ministerie van Landsverdediging valt onder hoofdstuk V: « De Europese en internationale rol van België ». Er zijn dus zeer weinig raakvlakken tussen de opdracht en het beleid van het ministerie van Landsverdediging en het gezinsbeleid.

Dit betekent echter geenszins dat het departement geen oog zou hebben voor het gezin.

Wat de militaire gemeenschap betreft kan ik in dit verband wijzen naar een hele reeks maatregelen die het gezinsbelang ten goede komen. Ik denk daarbij aan de mogelijkheid voor de militairen om een tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen te bekomen, aan de gezinsondersteunende maatregelen voor de militairen in Duitsland gevestigd (scholen, medische zorgen, winkels), aan de vergoedingen die aan de militaire gezinnen in het buitenland worden toegekend (voor schoolkosten bijvoorbeeld) en aan de bijstand aan de gezinnen van de militairen die voor langere tijd in ex-Joegoslavië vertoeven. In de mate van het mogelijke wordt zelfs rekening gehouden met dwingende gezinsredenen voor de dienstaanwijzing van militairen, zonder dat dit evenwel tot een stelselmatige benadeling van de alleenstaande militairen mag leiden. Vrij recent werd het klein familiaal verlof uitgebreid van gehuwde naar samenwonende koppels. Tenslotte zal ik eerlang een stelsel van deeltijdse arbeid voorleggen dat eveneens tegemoet kan komen aan gezinsverzuchtingen.

Wat de burgerambtenaren van het departement betreft, zijn alle gezinsvriendelijke maatregelen die in het openbaar ambt worden genomen onverkort op hen toepasselijk.

Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

Vraag nr. 42 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):

ABOS. — Antifraudecel. — Hoog Comité van toezicht.

De antifraudecel op het ABOS, het OSI-team, is vanaf maandag 2 september 1996 feitelijk opgeheven. Op papier bestaat het team nog, doch in de praktijk wordt deze bijzondere verdienstelijke onderzoekscel monddood gemaakt en dit doordat de zes adjunct-commissarissen van het Hoog Comité van toezicht (HCT) « verplicht » worden zich in de schoolbanken te nestelen. Deze zes HCT-speurders worden, net als hun HCT-collega's, hiertoe verplicht indien zij in aanmerking wensen te komen voor promotie. Dit is noodzakelijk — om bij een eventuele ontmanteling van het HCT — naar de gerechtelijke politie te kunnen overstappen. Door het gegeven dat zij tot begin maart 1997 deze bijscholingscursus, die uit volledige lesdagen is opgebouwd, zullen volgen dreigen een aantal nog niet volledig onderzochte ABOS-dossiers niet afgerond te worden.

Enkele maanden geleden verklaarde u nochtans dat het OSI-team zou worden versterkt en de lopende onderzoeken zouden worden afgehandeld. Ook de heer Van der Maelen, voorzitter van de ABOS-opvolgingscommissie, stelt dat enkele maanden geleden hem door u werd gegarandeerd dat het huidige scenario niet zou plaatsvinden. Het tegendeel schijnt nu het geval te zijn. Momenteel zijn er echter nog een pak dossiers waarin de waarheid nog niet volledig aan het licht is gekomen en voldoende mankracht even vereiste is. Het gaat hier met name om de volgende dossiers: overtarifiëring via het Antwerpse transportbedrijf Comartrans, de mobiele hospitalen van Modulmed, de draaibankenfabriek van

Coopibo, ainsi que de l'installation de dessalement au Cap-Vert. Entre-temps, vous avez déjà laissé entendre que vous n'êtes pour rien dans cette mesure.

L'honorable secrétaire d'État pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. N'estime-t-il pas inopportun qu'au moment, précisément, où la cellule d'enquête de l'ICD parvient à des résultats importants et écoeürants, on réduise cette équipe au silence en décimant son effectif, puisque les enquêteurs du CST se voient pratiquement contraints de suivre un cours de recyclage ?

2. Comment l'honorable secrétaire d'État peut-il justifier cette décision ?

3. Quelles dispositions prendra-t-il pour que l'examen des dossiers encore pendants puisse se poursuivre avec le même professionnalisme ?

4. Le ministre de la Fonction publique vous a-t-il contacté avant de prendre cette décision ? Avez-vous marqué votre accord sur celle-ci ?

5. Sera-t-il encore possible, le cas échéant à la requête de la commission de suivi de l'AGCD, de faire procéder à des enquêtes supplémentaires ? Il me revient également que certaines des enquêtes antifraude menées par l'équipe de l'ICD auraient révélé de nouveaux indices de fraude. Comment ces dossiers seront-ils traités à l'avenir ?

Réponse : 1. Comme j'ai déclaré antérieurement devant la Commission parlementaire de suivi, je regrette beaucoup que cinq des six enquêteurs aient commencé à suivre un cours de perfectionnement le 2 septembre 1996, juste au moment où les dossiers d'enquête non clôturés étaient pour la plupart sur le point d'être finalisés.

Suite aux diverses démarches entreprises à cet égard par moi-même et par la Commission parlementaire de suivi, la direction du Comité supérieur de contrôle (CSC) m'a informé, à la réunion de coordination mensuelle du 7 octobre dernier, que les cinq enquêteurs concernés ont repris leurs activités habituelles au sein du CSC à partir du 7 octobre. Les enquêteurs du CSC qui s'occupent activement des enquêtes courantes de l'équipe ICD sont donc à nouveau au nombre de 6, leurs collègues travaillant sur d'autres dossiers.

2. Le cycle de formation a été suivi par les enquêteurs qui s'y étaient inscrits, souhaitant par là entrer en ligne de compte en vue d'une promotion ultérieure. Dans ce cadre, j'ai eu des contacts avec le ministre de la Fonction publique et avec le ministre de la Justice, ce dernier étant compétent pour l'École de criminologie et de criminalistique.

3. Le 7 octobre dernier, le CSC m'a confirmé également, par la voix de son président, que toutes les enquêtes en cours seront achevées.

4. Je n'ai pas eu de contact avec le ministre de la Fonction publique avant la décision de celui-ci de faire débiter ce cycle de formation au 2 septembre 1996. Or je tiens à signaler que, suite à mon insistance, le cours a déjà été reporté il y a plus de six mois, ceci pour éviter d'entraver la poursuite des enquêtes.

5. Si la Commission parlementaire de suivi introduit des demandes d'enquête complémentaires, celles-ci seront transmises à l'instance compétente, comme j'ai l'habitude de faire avec les dossiers qui me sont soumis.

Question n° 43 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.) :

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 181 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1516).

Réponse : 1. Depuis octobre 1995, mon cabinet a recruté six nouveaux collaborateurs. Pour chaque fonction, nous avons contacté tant des hommes que des femmes. Deux femmes et quatre hommes ont finalement été engagés.

Mondiale 88 in Indonesië, Coopibo alsook de ontziltingsinstallatie in Kaapverdië. Ondertussen heeft u reeds laten verstaan dat u geen schuld treft voor deze maatregel.

Van de geachte staatssecretaris zou ik graag op volgende vragen een antwoord hebben verkregen :

1. Is de geachte staatssecretaris niet van mening dat het ongepast is dat juist op een ogenblik dat de OSI-onderzoeksstel tot belangrijke en wraakroepende resultaten komt men dit team monddood maakt en dit door het personeelsbestand uit te dunnen aangezien de HCT-speurders quasi verplicht worden een bijscholingscursus te volgen ?

2. Hoe kan de geachte staatssecretaris deze beslissing verantwoorden ?

3. Hoe zal hij ervoor zorgen dat de nog lopende dossiers op eenzelfde professionele wijze zullen worden uitgevoerd ?

4. Heeft de minister van Ambtenarenzaken u gecontacteerd vooraleer hij deze beslissing heeft genomen ? Hebt u uw akkoord hieraan gegeven ?

5. Zal het nog mogelijk zijn om, eventueel in opdracht van de ABOS-opvolgingscommissie, bijkomend onderzoek te laten verrichten ? Eveneens verneem ik dat een aantal door het OSI-team uitgevoerde fraude-onderzoeken naar nieuwe gevallen van vermeende fraude hebben geleid. Hoe zullen deze dossiers in de toekomst worden aangepakt ?

Antwoord : 1. Zoals ik reeds eerder meedeelde in de Parlementaire Opvolgingscommissie betreur ik het ten zeerste dat vijf van de zes onderzoekers een bijscholingscursus zijn begonnen op 2 september 1996, net op het ogenblik dat de grote meerderheid van de nog niet afgesloten onderzoeksopdrachten in de fase van finalisering waren gekomen.

Na verschillende stappen die door mezelf en ook door de Parlementaire Opvolgingscommissie daartoe werden ondernomen, heeft de leiding van het Hoog Comité van toezicht (HCT) mij op 7 oktober jl. op de maandelijks coördinatievergadering meegedeeld dat de vijf betrokken onderzoekers met ingang van 7 oktober hun gewone werkzaamheden binnen het HCT hebben hervat. Er zijn dus opnieuw zes HCT-onderzoekers actief bezig met de lopende onderzoeken van het OSI-team — naast de andere die op de andere onderzoeken werken.

2. De cursussen werden gevolgd door de onderzoekers die zich daarvoor hebben ingeschreven en die in aanmerking wensen te komen voor verdere promotie. Ik heb in dit verband contacten gelegd met de minister van Ambtenarenzaken en met de minister van Justitie, onder wiens bevoegdheid de School voor criminologie en criminalistiek valt.

3. Nog op 7 oktober jl. heeft het HCT mij, bij monde van haar voorzitter, bevestigd dat alle lopende onderzoeken zullen worden afgewerkt.

4. Er was geen contactname voorafgaand aan de beslissing voor het inrichten van deze cursus vanaf 2 september 1996. Wel dient gezegd dat het gaat om een cursus die reeds ruim een half jaar geleden werd uitgesteld nadat ik hierop had aangedrongen om de voortgang van het onderzoek niet te belemmeren.

5. Eventuele vragen van de Parlementaire Opvolgingscommissie naar nieuwe onderzoeken zullen overgemaakt worden aan de ter zake bevoegde instantie, zoals ik dit steeds doe met de bij mij aangebrachte dossiers.

Vraag nr. 43 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.) :

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 181 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1516).

Antwoord : 1. Sedert oktober 1995 zijn er op mijn kabinet zes nieuwe medewerkers aangeworven. Voor elk van deze functies werden telkens zowel mannen als vrouwen gecontacteerd. Uiteindelijk werden er twee vrouwen en vier mannen aangeworven.

2. Dans la composition actuelle de mon cabinet, dont le nombre d'effectifs (à temps plein et à temps partiel) est de 42, la répartition par sexe est la suivante : 18 femmes et 24 hommes.

Selon le niveau de cabinet, la composition est la suivante :

Niveau 1

Membres du cabinet : pas de femmes, 8 hommes : 8.

Chargés de mission : 1 femme, 1 homme : 2.

Niveaux 2+ et 2

Collaborateurs : 12 femmes, 11 hommes : 23.

Niveaux 3 et 4

Personnel auxiliaire : 5 femmes, 4 hommes : 9.

**Secrétaire d'État à la Sécurité,
adjoint au ministre de l'Intérieur, et
Secrétaire d'État à l'Intégration sociale
et à l'Environnement, adjoint
au ministre de la Santé publique**

Question n° 42 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.) :

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 181 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1516).

Réponse : En réponse à sa question, j'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre ce qui suit.

Au cours de l'année écoulée, il y a eu trois places vacantes au sein de mon cabinet. L'année passée, trois collaborateurs ont quitté le cabinet parmi lesquels un homme et deux femmes. En ce qui concerne le remplacement de ces collaborateurs, tant des femmes que des hommes ont été contactés. Hélas, uniquement des hommes sont entrés en ligne de compte pour les fonctions à remplir.

Le rapport actuel entre hommes et femmes est de :

Membres de cabinet : 8;

Femmes : 5;

Hommes : 3.

Collaborateurs du cabinet : 22;

Femmes : 9;

Hommes : 13.

Personnel auxiliaire : 8;

Femmes : 6;

Hommes : 2.

Pour le nombre total des effectifs, cela donne :

Personnel du cabinet : 38;

Femmes : 20;

Hommes : 18.

Question n° 43 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du secrétaire d'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 16 adressée au Vice-Premier ministre et ministre du Budget, et publiée plus haut (p. 1520).

Réponse : 1. J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre ce qui suit, en ce qui concerne les prestations aux handicapés.

1.1. La législation relative aux allocations aux handicapés n'est qu'indirectement concernée par la famille.

L'allocation aux handicapés est en effet d'abord un droit individuel et personnel.

2. In de huidige samenstelling van mijn kabinet, dat 42 leden (voltijds en deeltijds) telt, is de verdeling naar geslacht als volgt: 18 vrouwen en 24 mannen.

Opgedeeld volgens het kabinetsniveau ziet de samenstelling er als volgt uit :

Niveau 1

Kabinetsleden : geen vrouw, 8 mannen : 8.

Opdrachthouders : 1 vrouw, 1 man : 2.

Niveaus 2+ en 2

Medewerkers : 12 vrouwen, 11 mannen : 23.

Niveaus 3 en 4

Hulppersoneel : 5 vrouwen, 4 mannen : 9.

**Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd
aan de minister van Binnenlandse Zaken, en
Staatssecretaris voor Maatschappelijke
Integratie en Leefmilieu, toegevoegd
aan de minister van Volksgezondheid**

Vraag nr. 42 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.) :

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 181 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1516).

Antwoord : In antwoord op de vraag heb ik de eer het geachte lid volgend antwoord te verstrekken.

Tijdens het voorbije jaar waren er drie vacante betrekkingen binnen mijn kabinet. Tijdens het voorbije jaar verlieten drie medewerkers, waaronder één man en twee vrouwen het kabinet. Voor de vervanging werden zowel vrouwen als mannen gecontacteerd. Voor de in te vullen functies kwamen op dat ogenblik helaas alleen de mannen in aanmerking.

De huidige verhouding mannen en vrouwen binnen het kabinet is als volgt :

Kabinetsleden : 8;

Vrouwen : 5;

Mannen : 3.

Kabinetsmedewerkers : 22;

Vrouwen : 9;

Mannen : 13.

Hulppersoneel : 8;

Vrouwen : 6;

Mannen : 2.

Voor de totale getalsterkte van het kabinet geeft dit :

Kabinetspersoneel : 38;

Vrouwen : 20;

Mannen : 18.

Vraag nr. 43 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de staatssecretaris.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 16 aan de Vice-Eerste minister en minister van Begroting, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1520).

Antwoord : 1. Ik heb de eer het geachte lid het volgende mede te delen, wat de uitkeringen aan gehandicapten betreft.

1.1. De wetgeving betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten heeft slechts onrechtstreeks te maken met het gezin.

De tegemoetkoming aan gehandicapten is immers in de eerste plaats een individueel en persoonlijk recht.

Indirectement, il est bien tenu compte de la dimension familiale en ce qui concerne les montants et les plafonds des revenus.

D'une part, quelqu'un qui est marié, est établi en ménage ou a un enfant à charge obtient le montant personne à charge pour l'allocation de remplacement de revenu et obtient également les abattements pour un bénéficiaire ayant des personnes à charge.

D'autre part, il est bien tenu compte des revenus du conjoint ou de la personne avec laquelle le handicapé est établi en ménage, mais il y a un abattement de 60 000 francs par an.

1.2. Ce point ne me semble pas d'application.

1.3. La seule mesure de solidarité est l'application d'un coefficient de revalorisation sur les allocations pour compenser la perte éventuelle de revenus due à l'application de l'indice santé.

Cette mesure n'est toutefois pas spécifiquement favorable aux familles.

1.4. Vu ce qui précède, un rapport d'effet sur la famille des mesures n'a pas été fait.

1.5. Au conseil supérieur national des handicapés, il y a un représentant de la Ligue des familles nombreuses et des jeunes foyers. Ce conseil est l'organe d'avis pour toutes les décisions légales et réglementaires concernant les allocations aux handicapés. Les familles pourraient par conséquent indirectement jouer un rôle dans le travail de préparation de la politique.

2. En ce qui concerne l'Aide sociale, je communique les informations suivantes à l'honorable membre.

À la suite du «Rapport général sur la pauvreté», le gouvernement fédéral a mis sur pied une conférence interministérielle sur l'intégration sociale qui réunit tous les ministres et secrétaires d'État des gouvernements fédéraux, communautaires et régionaux, concernés par la lutte contre la pauvreté au sens large du terme.

La préparation et le suivi de ces conférences interministérielles me sont confiés.

Les familles les plus démunies, partenaires dans l'élaboration du Rapport général sur la pauvreté, participent très étroitement à ces conférences par le biais des associations «qui donnent la parole aux pauvres» et du «Centre pour l'égalité des chances et pour la lutte contre le racisme» auprès desquelles la pertinence des mesures pour le groupe cible des plus démunis est contrôlée. L'élaboration concrète et l'exécution des mesures proposées relèvent toutefois des ministres fédéraux, communautaires et régionaux compétents. Il incombe donc à ceux-ci de tenir suffisamment compte de la dimension familiale dans les lois, les décrets et les arrêtés.

Pour les familles les plus démunies, le respect de la famille est fortement lié à la crainte ou à l'expérience réelle du placement des enfants. C'est pourquoi j'ai déjà proposé deux objectifs à la conférence interministérielle du 30 novembre 1995, à savoir:

— Il y a lieu d'éviter le placement d'enfants (tant dans une famille d'accueil que dans une institution) pour un motif de pauvreté;

— Si le placement s'avère quand même nécessaire, il doit avoir lieu dans le respect maximum de la relation parent-enfant existante.

Des évaluations concrètes de la législation et de la pratique sont en cours, tant au niveau du ministre de la Justice (loi sur la protection de la jeunesse, loi sur la déclaration d'abandon) qu'au niveau de la Communauté flamande. Cette dernière démarre d'ailleurs en janvier 1997 un «Klachtentelefoon bijzondere jeugdbescherming» (une permanence téléphonique destinée à recueillir les doléances) pour les parents et les jeunes en la matière.

Étant donné mon intérêt tout particulier pour cette problématique, je ne manquerai pas de suivre de très près l'avancement de ce thème.

Sécurité

Question n° 11 de M. Anciaux du 13 décembre 1995 (N.):

Services de remorquage privés. — Abus.

Les administrations communales de diverses villes et communes concluent avec des firmes privées des contrats permettant à

Onrechtstreeks wordt er wel met de gezinsdimensie rekening gehouden wat de bedragen en de grenzen van het inkomen betreft.

Eenzijds ontvangt iemand die gehuwd is, een huishouden vormt of een kind ten laste heeft het bedrag personen ten laste voor de inkomensvervangende tegemoetkoming en bekomt hij ook de vrijstellingen voor de gerechtigde met personen ten laste.

Anderzijds wordt wel rekening gehouden met het inkomen van de echtgenoot of van de persoon met wie de gehandicapte een huishouden vormt, maar bestaat hierop een vrijstelling van 60 000 frank per jaar.

1.2. Dit punt lijkt me niet van toepassing te zijn.

1.3. De enige solidariteitsmaatregel is de toepassing van een revalorisatiecoëfficiënt op de tegemoetkomingen om het eventueel inkomensverlies door de toepassing van de gezondheidsindex te compenseren.

Deze maatregel is evenwel niet specifiek gezinsvriendelijk.

1.4. Een gezinseffectenrapport van de maatregelen werd, gelet op het voorgaande, niet gemaakt.

1.5. In de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten zit één vertegenwoordiger van de Bond van grote en jonge gezinnen. Deze Raad is het adviesorgaan voor alle wettelijke en reglementaire besluiten betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten. Onrechtstreeks zouden derhalve op die wijze de gezinnen kunnen betrokken zijn bij het beleidsvoorbereidend werk.

2. Wat het Maatschappelijk Welzijn betreft heb ik de eer het volgende aan het geachte lid mee te delen.

Als opvolging van het «Algemeen Verslag over de armoede» heeft de federale regering een interministeriële conferentie m.b.t. sociale integratie in het leven geroepen, die alle ministers en staatssecretarissen van de federale, gemeenschaps- en gewestregeringen, betrokken bij het armoedebeleid in brede zin, samenbrengt.

De voorbereiding en opvolging van deze interministeriële conferenties is mij toevertrouwd.

De armste gezinnen, partners bij het tot stand komen van het «Algemeen Verslag over de armoede», worden hierbij via de verenigingen «waar de armen het woord nemen» en via het «Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding», nauw betrokken. De voorgestelde maatregelen worden bij hen getoetst op hun relevantie voor de doelgroep van de armsten. De concrete uitwerking en uitvoering van de voorgestelde maatregelen berust echter bij de bevoegde federale, gewest- of gemeenschapsministers. Bij hen ligt dan ook de verantwoordelijkheid voor het voldoende rekening houden met de gezinsdimensie in wetten, decreten en besluiten.

Voor de armste gezinnen is het respect voor het gezin sterk verbonden met de angst voor of de reële ervaring van uithuisplaatsing van de kinderen. Daarom heb ik twee prioritaire doelstellingen reeds aan de interministeriële conferentie van 30 november 1995 voorgelegd namelijk:

— Plaatsing van kinderen (zowel in een pleeggezin als in instellingen) omwille van armoede moet voorkomen worden;

— Indien plaatsing toch noodzakelijk is, moet dit gebeuren met maximaal respect voor de bestaande ouder-kind relatie.

Concrete evaluaties van de wetgeving en de praktijk in dit verband zijn lopende, zowel op het niveau van de minister van Justitie (wet op de jeugdbescherming, wet op de verlatenverklaring) als op het niveau van de Vlaamse Gemeenschap. Deze laatste start trouwens vanaf januari 1997 een «Klachtentelefoon bijzondere jeugdbijstand» voor ouders en jongeren in dit kader op.

Daar deze materie mij bijzonder ter harte ligt zal ik de vooruitgang van dit thema zeker van nabij volgen.

Veiligheid

Vraag nr. 11 van de heer Anciaux d.d. 13 december 1995 (N.):

Privé-takeldiensten. — Misbruiken.

In verschillende steden en gemeenten worden er door de gemeentebesturen contracten afgesloten met privé-firma's die op

celles-ci de déplacer des voitures à la demande de la police communale. Ces firmes n'agissent évidemment pas dans un esprit de pure solidarité collective et réclament de fortes sommes en paiement des services qu'elles fournissent. Il apparaît assez bizarrement que pour la conclusion de ces contrats de concession, on ne passe généralement pas par la voie des adjudications publiques et que les communes versent simplement à ces firmes un montant déterminé pour qu'elles se tiennent à la disposition de la police.

Il arrive toutefois souvent que des faits inadmissibles nous soient rapportés. Ces firmes se rendent souvent coupables d'abus de pouvoir. Elles réclament, par exemple, de fortes sommes avant de restituer un véhicule. On constate souvent que les voitures déplacées ont été endommagées. Les normes de déplacement des véhicules ne sont pas fixées de manière uniforme. Certains véhicules sont déplacés même lorsque leur conducteur est arrivé sur place, etc.

Que fera l'honorable ministre pour prévenir ces situations floues et souvent illégales? Ne pourrait-on pas établir une réglementation précise à respecter par la police et par les communes? Ne pourrait-on pas infliger des sanctions à ces firmes si, après le jugement d'un tribunal, elles se voient à nouveau mêlées à des situations illégales semblables? Ne faudrait-il pas interdire aux firmes qui retiennent des véhicules, tant que n'ont pas été payées les sommes qu'elles réclament, le droit d'encore travailler au service de la police?

Réponse: La compétence en matière d'enlèvement de véhicules appartient aux services de police sur la base générale des articles 14, alinéa 1^{er}, et 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. Ceux-ci stipulent que les services de police veillent au maintien de l'ordre public, en ce compris le respect des lois de police de la circulation routière et d'assurer en tout temps la liberté de la circulation.

D'autre part, l'article 4.4, alinéa 2, du règlement général sur la police de la circulation routière stipule que les agents qualifiés peuvent pourvoir d'office au déplacement d'un véhicule à l'arrêt ou en stationnement en cas de refus du conducteur de le déplacer dès qu'il en est requis par un agent qualifié ou s'il est absent.

En cas de présence des conducteurs, les services de police ne feront enlever le véhicule que si leurs conducteurs refusent de le déplacer ou si le service de remorquage appelé à la demande de ces derniers tarde à venir de manière déraisonnable, compte tenu de l'obligation faite aux services de police d'assurer en tout temps la liberté de la circulation.

Les conducteurs qui arrivent à leur véhicule au moment où les services de police ont déjà appelé le service de fourrière pour l'enlèvement du véhicule ou à l'instant même où le service de fourrière fait mine d'enlever le véhicule, recevront en principe la possibilité de déplacer eux-mêmes leur véhicule, sans préjudice de l'obligation éventuelle du remboursement des frais déjà occasionnés par le service de fourrière.

Ceci conformément au même article 4.4, alinéa 2, du règlement général sur la police de la circulation routière qui stipule que le déplacement d'office s'effectue aux risques et frais du conducteur et des personnes civilement responsables, sauf si le conducteur est absent et le véhicule en stationnement régulier.

Au plan légal, la situation est donc claire pour ce qui concerne la compétence des services de police en matière d'enlèvement de véhicules.

Je dois ensuite ajouter que je n'ai aucune compétence en ce qui concerne la coopération entre les corps de police communale et les exploitants des services de fourrière.

Les conseils communaux décident de façon autonome et dans les limites des articles 234 à 237 inclus de la nouvelle loi communale, de la manière dont il sera fait appel aux services de fourrière.

Il appartient donc aux conseils communaux de prévoir des sanctions en cas d'abus.

Les Régions sont compétentes pour exercer un contrôle des communes en la matière.

vraag van de gemeentepolitie wagens kunnen wegslepen. Deze firma's doen dit vanzelfsprekend niet louter uit gemeenschapszin en vragen dan ook flinke vergoedingen voor de bewezen diensten. Vreemd genoeg worden deze vormen van concessiecontracten meestal niet via openbare aanbestedingen toegekend, maar wordt door de gemeente vaak een bedrag betaald aan de betrokken firma's om ten dienste te staan van de politie.

Heel dikwijls vernemen we echter feiten die niet aanvaardbaar zijn. Heel vaak kan men spreken van machtsmisbruik door deze firma's. Flinkke bedragen worden gevraagd voordat een wagen wordt teruggegeven. Regelmatig stelt men schade vast aan een weggesleepte wagen. De normering voor het mogen wegslepen van een wagen, wordt niet steeds op dezelfde wijze bepaald. Wagens worden weggesleept, ook wanneer de bestuurder reeds ter plaatse is, enz.

Wat zal de geachte minister doen om aan deze onduidelijke en vaak omwettige toestanden een einde te stellen? Kan er geen duidelijke reglementering opgesteld worden waar de politie en de gemeenten zich dienen aan te houden? Kunnen firma's geen sanctie opgelegd worden indien, na een vonnis door een rechtbank, toch opnieuw dezelfde onwettige toestanden zich voordoen? Moeten firma's die wagens achterhouden tot er betaald wordt, niet het verbod krijgen om verder nog voor de politie te werken?

Antwoord: De bevoegdheid voor het doen wegslepen van wagens, berust bij de politiediensten op de algemene grondslag van de artikelen 14, alinea 1, en 16, alinea 1, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Die bepalen dat de politiediensten toezien op de handhaving van de openbare orde met inbegrip van de naleving van de politiewetten en dt zij belast zijn met de politie over het wegverkeer en te allen tijde het verkeer vrij houden.

Anderzijds is er het specifieke artikel 4.4, tweede lid van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, dat stelt dat de bevoegde personen ambtshalve voor de verplaatsing van een stilstaand of geparkeerd voertuig mogen zorgen wanneer de bestuurder weigert dit te verplaatsen op aanmaning door een bevoegd persoon of wanneer hij afwezig is.

Ten overstaan van aanwezige bestuurders zullen de politiediensten het voertuig slechts doen wegslepen, indien de bestuurders weigeren het te verplaatsen of indien de op vraag van die bestuurders gevorderde sleepdienst onredelijk lang wegblijft, rekening gehouden met de verplichting van de politiediensten te allen tijde het verkeer vrij te houden.

Bestuurders die slechts toekomen bij hun voertuig op het ogenblik dat de politiediensten al de takeldienst hebben opgeroepen om dat voertuig weg te slepen of op een ogenblik dat de takeldienst reeds aanstalten maakt om het voertuig weg te slepen, zullen in principe de mogelijkheid krijgen hun voertuig zelf te verplaatsen, ongeacht de eventuele verplichting tot vergoeding van de door de takeldienst reeds gemaakte onkosten.

Dit overeenkomstig hetzelfde artikel 4.4, tweede lid, van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, dat stelt dat de ambtshalve verplaatsing gebeurt op risico en kosten van de bestuurder en de burgerlijk aansprakelijke persoon, behalve wanneer de bestuurder afwezig is en het voertuig reglementair is geparkeerd.

De wettelijke situatie is dus duidelijk wat de bevoegdheid van de politiediensten om wagens te doen wegslepen betreft.

Vervolgens moet ik stellen dat ik geen bevoegdheid heb wat de samenwerking tussen de gemeentelijke politiediensten en de exploitanten van takeldiensten betreft.

De gemeenteraden beslissen autonoom en binnen de perken van de artikelen 234 tot en met 237 van de nieuwe gemeentewet op welke wijze op takeldiensten een beroep zal worden gedaan.

Het behoort dus ook aan de gemeenteraden om te voorzien in sancties bij misbruiken.

Het toezicht op de gemeenten wat dat betreft, is een bevoegdheid van de Gewesten.

Une autre question réside dans la tarification appliquée par les exploitants des services de fourrière.

Il n'existe plus de tarification légale obligatoire. Cependant la fédération Fegarbel a élaboré des tarifs maxima qui valent comme directives de ses membres. Vis-à-vis de ceux-ci, du moins ceux qui ont obtenu le label de qualité de maître en fourrière, Fegarbel même pourra prendre des sanctions en cas de plainte.

Le ministère des Affaires économiques a aussi et toujours la possibilité de prendre des mesures contre les abus économiques dans ce domaine et contre d'éventuel prix anormaux, sur la base de l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix portant interdiction de pratiquer des prix.

Enfin, je veux encore ajouter que les exploitants des services de fourrière n'ont aucun droit de rétention s'ils enlèvent un véhicule sur ordre de l'autorité compétente.

Rien nulle part n'est prévu quant à l'exercice de ce droit, que ce soit dans la législation sur la circulation routière ou dans les dispositions du Code civil relatives au droit de rétention.

Contre des abus sur ce plan, les conducteurs concernés peuvent éventuellement s'adresser aux tribunaux compétents tout comme ils peuvent le faire en cas d'abus répétés d'exploitants des services de fourrière déjà précédemment condamnés pour cette raison.

Question n° 41 de Mme Nelis-Van Liedekerke du 20 septembre 1996 (N.):

Ralentisseurs de circulation. — Priorité.

On installe des ralentisseurs de circulation pour inciter les automobilistes à modérer leur vitesse.

Il s'agit en l'occurrence de ralentisseurs qui ne s'étendent pas sur toute la largeur de la chaussée, mais qui atteignent presque la ligne centrale.

Des deux côtés de la route se trouve un plateau (rétrécissement de la chaussée), qui oblige l'automobiliste à slalomer.

On ne trouve nulle part de panneau indiquant la priorité.

L'honorable secrétaire d'État pourrait-il répondre aux questions suivantes:

Qui dans le cas présent a priorité?

Qui est responsable en cas d'accident éventuel?

Réponse: J'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre que le rétrécissement de la chaussée ou de la largeur des bandes de circulation, qu'il soit combiné ou non avec un ralentisseur ou un plateau, constitue un des moyens destinés à influencer le comportement en matière de vitesse.

Si ce rétrécissement représente la largeur d'une bande de circulation, il doit être signalé par un signal routier du type A7, sauf dans les zones résidentielles et dans les zones 30.

Il ne peut être signalé qu'à la condition que le rétrécissement soit d'au moins 1 mètre et qu'il soit dangereux pour la circulation.

S'il s'agit d'un rétrécissement qui porte sur un seul sens de circulation, situation que vous avez probablement visée et dont il résulte que les véhicules doivent exécuter un mouvement de slalom, le croisement doit alors se faire en appliquant l'article 15.2, alinéa 2, du règlement général. Le conducteur qui rencontre un obstacle doit ralentir et au besoin s'arrêter pour laisser passer les usagers qui viennent en sens opposé.

S'il s'agit d'un rétrécissement portant sur les deux sens de la circulation et sur lequel les conducteurs ne peuvent se croiser, il y a lieu de placer des signaux B19 (céder le passage aux conducteurs venant en sens inverse) et B21 (priorité de passage par rapport aux conducteurs venant en sens opposé).

L'effet de ralentissement du dispositif sera de ce fait quelque peu perdu.

Les conducteurs sont alors tentés d'accélérer l'allure afin de franchir au plus vite le passage étroit.

Een andere kwestie is de door de exploitanten van takeldiensten toegepaste tarieven.

Er bestaan geen wettelijk verplichte tarieven meer. Nochtans heeft de federatie Fegarbel maximumtarieven opgesteld die voor haar leden als richtlijnen gelden. Ten overstaan van hen, alleszins van hen die het kwaliteitslabel van takelmeester kregen toegekend, zal Fegarbel zelf sancties kunnen treffen in geval van klacht.

Ook heeft het ministerie van Economische Zaken steeds de mogelijkheid om op te treden tegen economische misbruiken op dit terrein en tegen eventuele abnormale prijzen, op basis van artikel 1, § 2, van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, houdende verbod tot verkoop aan hogere dan normale prijzen.

Ten slotte wil ik nog melden dat de exploitanten van takeldiensten geen retentierecht bezitten indien zij een voertuig wegslepen op bevel van de bevoegde overheid.

In de uitoefening van dat recht is nergens voorzien, niet in de verkeerswetgeving en niet in de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek over het retentierecht.

Tegen misbruiken op dat vlak kunnen de betrokken bestuurders zich eventueel tot de bevoegde rechtbanken wenden net zoals ze dat kunnen in geval van herhaalde misbruiken door al eerder om die reden veroordeelde exploitanten van takeldiensten.

Vraag nr. 41 van mevrouw Nelis-Van Liedekerke d.d. 20 september 1996 (N.):

Verkeersdrempels. — Voorrang.

Verkeersdrempels worden aangelegd om automobilisten aan te sporen tot het matigen van de snelheid.

Hier gaat het om verkeersdrempels die niet over de hele breedte van de straat uitgestrekt zijn, maar bijna tot aan de middenlijn.

Langs beide zijden van de straat bevindt zich zo een plateau (wegversmalling), zodat een autobestuurder slalom moet rijden.

Nergens staat een bord dat de voorrang aanduidt.

Graag kreeg ik een antwoord op volgende vragen:

Wie heeft hier voorrang?

Wie draagt de verantwoordelijkheid bij een eventueel verkeersongeval?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat een versmalling van de rijbaan- of rijstrookbreedte, al dan niet in combinatie met een drempel of plateau, één van de middelen is om het snelheidsgedrag te beïnvloeden.

Indien deze versmalling de breedte van een rijstrook heeft, dan moet zij gesignaleerd worden door een verkeersbord van type A7, behalve in woonerven en zones 30.

Zij mag slechts worden gesignaleerd indien de rijbaanversmalling ten minste 1 meter bedraagt en gevaarlijk is voor het verkeer.

Indien het om een éézijdige versmalling gaat — de situatie die u wellicht bedoelt aangezien u aanhaalt dat de voertuigen een slalombeweging moeten uitvoeren — dan moet het kruisen gebeuren met toepassing van artikel 15.2, alinea 2, van het algemeen verkeersreglement. De bestuurder die de hindernis voor zich heeft, moet vertragen en zo nodig stoppen om de tegemoetkomende weggebruikers doorgang te verlenen.

Indien het om een tweezijdige versmalling gaat waarop de bestuurders niet kunnen kruisen, dan worden de verkeersborden B19 (voorrang verlenen aan de tegemoetkomende bestuurders) en B21 (voorrang ten opzichte van de tegemoetkomende bestuurders) geplaatst.

Het snelheidsremmend effect van de ingreep gaat hierdoor wel enigszins verloren.

De bestuurders vertonen vaak de neiging om hun snelheid op te drijven om als eerste voorbij de versmalling te zijn.

Le placement n'est donc pas souhaitable dans les zones 30 ni dans les zones résidentielles. Il convient de réaliser un aménagement tel que les conducteurs puissent réaliser leur croisement à allure réduite.

Pour ce qui concerne le placement de la signalisation, l'article 13 de la loi relative à la police de circulation routière prévoit que :

— Le placement des signaux qui imposent une obligation ou qui marquent une interdiction incombe à l'autorité qui a pris la mesure;

— Et que le placement de toute autre signalisation sur la voie publique incombe à l'autorité qui a la gestion de cette voie.

En cas d'accident, ce sera, quoi qu'il en soit, le juge qui, tenant compte de tous les aspects de l'accident, devra déterminer la responsabilité.

Intégration sociale

Question n° 39 de M. D'Hooghe du 6 septembre 1996 (N.) :

Régime financier applicable aux travailleurs employés par un CPAS en vertu de l'article 60, § 7.

Conformément à l'article 34 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, modifié par la loi du 29 avril 1996, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par un CPAS en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique des CPAS peuvent être mis à la disposition d'un autre CPAS, de communes ou d'associations sans but lucratif mais poursuivant un but social ou culturel.

L'article 34 en question prévoit explicitement que les conditions et la durée de cette mise à disposition doivent être constatées par un écrit signé par l'employeur, l'utilisateur et le travailleur et rédigé avant le début de la mise à disposition. L'on peut dès lors se demander si les CPAS qui emploient ce genre de travailleurs dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi organique peuvent exiger une rétribution financière de l'utilisateur ou lui porter une partie du salaire brut en compte. Dans l'affirmative, je souhaiterais que le secrétaire d'État me dise quels sont les critères qui peuvent ou doivent être utilisés en la matière.

Réponse : J'ai l'honneur de communiquer les informations suivantes à l'honorable membre.

Aucune disposition spécifique n'a été élaborée en vue de permettre au centre public d'aide sociale d'exiger une indemnité financière à charge de l'utilisateur d'un bénéficiaire du minimum de moyens d'existence mis à sa disposition dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par l'article 34 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi. Il appartient dès lors aux parties concernées et dans le cadre de la convention signée entre elles de négocier cet accord.

De plaatsing is dus niet aangewezen in zones 30 en in woonerven. Het verdient aanbeveling om de aanleg dusdanig uit te voeren dat het kruisen, zij het aan lage snelheid, mogelijk blijft.

Wat de plaatsing van de verkeerstekens betreft is het zo dat het artikel 13 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer bepaalt dat :

— Tekens die een gebod of verbod inhouden geplaatst worden door de overheid die de maatregel heeft genomen;

— En dat het plaatsen van alle andere tekens op de openbare weg berust bij de overheid die het beheer over die weg heeft.

Ingeval van ongeval zal het hoe dan ook de feitenrechter zijn die, rekening houdend met alle aspecten van het ongeval, de verantwoordelijkheden zal moeten vastleggen.

Maatschappelijke Integratie

Vraag nr. 39 van de heer D'Hooghe d.d. 6 september 1996 (N.) :

De financiële regeling van werknemers tewerkgesteld bij een OCMW in het kader van artikel 60, § 7.

Ingevolge artikel 34 van de wet van 22 december 1995, houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, gewijzigd bij wet van 29 april 1996, is het mogelijk om werknemers, verbonden krachtens een arbeidsovereenkomst met een OCMW via artikel 60, § 7, van de organieke wet, ter beschikking te stellen aan gemeenten of verenigingen zonder winstoogmerk met sociaal of cultureel doel, of een ander OCMW.

Bedoeld artikel 34 voorziet expliciet dat de voorwaarden en de duur van de terbeschikkingstelling moeten worden vastgelegd in een geschrift ondertekend door de werkgever, de gebruiker en de werknemer, en opgesteld voor het begin van de terbeschikkingstelling. De vraag rijst derhalve of de OCMW's die dergelijke werknemers in het kader van artikel 60, § 7, van de organieke wet tewerkstellen een financiële vergoeding kunnen eisen van de gebruiker of een gedeelte van de brutoverloning kunnen doorrekenen. Zo ja, vernamen wij graag van de geachte staatssecretaris welke criteria hierbij kunnen of moeten worden gehanteerd.

Antwoord : Ik heb de eer het geachte lid de volgende inlichtingen mede te delen.

Geen enkele specifieke bepaling geeft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de mogelijkheid een financiële vergoeding te eisen van de gebruiker van een gerechtigde op het bestaansminimum die hem in het kader van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door artikel 34 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid ter beschikking wordt gesteld. De betrokken partijen moeten dan ook binnen het kader van de ondertekende overeenkomst dergelijke vergoeding bedingen.

SOMMAIRE PAR OBJET — ZAAKREGISTER

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
--------------------	-------------------------------	--------	------------------------	------------------------

* Question sans réponse

** Réponse provisoire

* Vraag zonder antwoord

** Voorlopig antwoord

Premier ministre**Eerste minister**

18.10.1996	31	Verreycken	Application de la loi contre le racisme. Toepassing van de anti-racismewet.	1505
------------	----	------------	--	------

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications**Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie**

21. 6.1996	71	Anciaux	Utilisation de satellites de navigation permettant de localiser des véhicules. Gebruik van navigatiesatellieten waarmee voertuigen kunnen worden gelokaliseerd.	1511
29. 8.1996	79	Anciaux	Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yougoslavie. Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.	1508
29. 8.1996	80	Anciaux	Usine d'armement. — FN-Herstal. — Arabie Saoudite. — Falsification de documents. Wapenfabriek. — FN-Herstal. — Saoedi-Arabië. — Documentenfraude.	1509
9. 9.1996	81	Verreycken	Missions d'étude et d'enquête. Studie- en onderzoeksopdrachten.	1506
19. 9.1996	82	Anciaux	Travaux concernant le réseau téléphonique. — Exécution par des tiers. — Question complémentaire. Werken aan het telefoonnet. — Uitvoering door derden. — Aanvullende vraag.	1512
25. 9.1996	83	Loones	* Belgacom. — Notes de service en anglais. Belgacom. — Engelstalige dienstnota's.	1493
27. 9.1996	85	Mme/Mevr. Dardenne	Chooz. — Investissements et retombées en terme d'emploi pour la Belgique. Chooz. — Investerings en gevolgen voor de werkgelegenheid in België.	1510
11.10.1996	89	Devolder	La Poste. — Nouvelle structure. De Post. — Nieuwe structuur.	1513
18.10.1996	93	Anciaux	Politique de subvention des entreprises qui fabriquent des produits destinés à des fins militaires. Subsidiebeleid voor bedrijven die producten maken bestemd voor militaire doeleinden.	1511

Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur**Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken**

6. 3.1996	116	Boutmans	Réfugiés. Vluchtelingen.	1513
28. 8.1996	168	Anciaux	Accueil des nomades vivant dans des roulottes. Opvang van woonwagengebruikers.	1515

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
6. 9.1996	170	Olivier	Création d'une commission pour la sécurité de l'Euro 2000. Oprichting van een commissie voor de veiligheid van Euro 2000.	1515
18. 9.1996	176	Olivier	* Centrale nucléaire de Chooz (France). — Obligation d'information et mesures de sécurité vis-à-vis de la population belge. Kerncentrale van Chooz (Frankrijk). — Informatieplicht en veiligheidsmaatregelen ten aanzien van de Belgische bevolking.	1493
19. 9.1996	177	Anciaux	* Transport de plutonium allemand vers l'Écosse via Ostende. Vervoer van Duits plutonium via Oostende naar Schotland.	1494
25. 9.1996	178	Loones	* Lutte contre les guêpes. — Tarification. Wespenbestrijding. — Vergoeding.	1494
25. 9.1996	180	Boutmans	* Entrave à la circulation. — Article 406 du Code pénal. Belemmering van het verkeer. — Artikel 406 van het Strafwetboek.	1494
6.10.1996	181	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1516

**Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur
Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel**

28. 8.1996	113	Anciaux	Ministère des Finances. — Composition du collège des chefs de service. — Parité linguistique. Ministerie van Financiën. — Samenstelling college van diensthooften. — Taalpariteit.	1517
18. 9.1996	117	Olivier	Précompte immobilier. — Réduction. — Enfants à charge. Onroerende voorheffing. — Vermindering. — Kinderen ten laste.	1517
18. 9.1996	118	Olivier	* Assurance chef d'entreprise. — Pension. — Déductibilité et caractère imposable. Bedrijfsleidersverzekering. — Pensioen. — Aftrek- en belastbaarheid.	1495
19. 9.1996	119	Anciaux	* Cotisation sur les commissions secrètes. — Dispositions légales versus commentaire administratif. Aanslag geheime commissielonen. — Wetsbepalingen versus administratieve commentaar.	1495
20. 9.1996	121	Mme/Mevr. Nelis-Van Liedekerke	* Douanes et accises. — Bureau d'Alost. — Transfert à Termonde. Douane en accijnzen. — Kantoor van Aalst. — Overbrenging naar Dendermonde.	1496
6.10.1996	123	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1518
11.10.1996	127	Mme/Mevr. Sémer	Revenu du ménage servant de base au calcul de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale. — Séparation de fait. Gezinsinkomen als grondslag van de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid. — Feitelijke scheiding.	1520

**Vice-Premier ministre et ministre du Budget
Vice-Eerste minister en minister van Begroting**

4.10.1996	16	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1520
18.10.1996	17	Hatry	Pression fiscale et parafiscale en p.c. du PIB. Fiscale en parafiscale druk in pct. van het BBP.	1521
18.10.1996	18	Mme/Mevr. de Bethune	Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1523

**Ministre de la Santé publique et des Pensions
Minister van Volksgezondheid en Pensioenen**

20. 6.1996	54	Destexhe	Bancs solaires. Zonnebanken.	1524
------------	----	----------	---------------------------------	------

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
29. 8.1996	60	Anciaux	Mention en une seule langue d'un avertissement sur des jouets pour enfants. Eéntalig vermelden van waarschuwingen op kinderspeelgoedjes.	1525
25. 9.1996	63	Mme/Mevr. Dardenne	* Décharge d'Anton. Stort van Anton.	1496
25. 9.1996	64	Mme/Mevr. Dardenne	* Suspension d'un inspecteur inculpé de corruption. Schorsing van een inspecteur die verdacht wordt van corruptie.	1497

Ministre des Affaires étrangères
Minister van Buitenlandse Zaken

13.10.1995	13	Mme/Mevr. Lizin	Fonds européen pour les inondations. Europees Fonds voor overstromingen.	1526
2. 5.1996	56	Anciaux	Port d'Anvers, plaque tournante des livraisons d'armes internationales. Antwerpse haven als draaischijf voor internationale wapenleveringen.	1526
6. 9.1996	79	Anciaux	Cartes d'identité. — Confiscations par le gouvernement israélien. Identiteitskaart. — Confiscaties uitgevoerd door de Israëlische regering.	1527
9. 9.1996	80	Verreycken	Missions d'étude et d'enquête. Studie- en onderzoeksopdrachten.	1528
19. 9.1996	81	Anciaux	* Influence croissante du nationalisme populaire dans le contexte international. Stijgende invloed van het volksnationalisme in de internationale context.	1497
11.10.1996	84	Anciaux	Convention sur l'arrêt des essais nucléaires. — Ratification. Teststopverdrag. — Ratificatie.	1528

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes
Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

25. 1.1996	23	Mme/Mevr. de Bethune	Actions positives au sein des services fédéraux. Positieve acties in de federale diensten.	1529
5. 7.1996	48	Goris	Suspension des droits des chômeurs de longue durée. Schorsing van langdurig werklozen.	1531
9. 9.1996	52	Verreycken	Missions d'étude et d'enquête. Studie- en onderzoeksopdrachten.	1533
25. 9.1996	53	Erdman	* Étudiants jobistes. — 1996. Jobstudenten. — 1996.	1498
27. 9.1996	54	Mme/Mevr. Sémer	* Discrimination entre des postulants sur la base du critère de l'âge. Discriminatie van sollicitanten op grond van leeftijd.	1498
27. 9.1996	55	Mme/Mevr. Dua	* LETS. LETS.	1498

Ministre des Affaires sociales
Minister van Sociale Zaken

20. 9.1996	71	Mme/Mevr. Nelis-Van Liedekerke	Prévention des maladies cardio-vasculaires. — Médicaments. — Remboursement. Preventie van hart- en bloedziekten. — Geneesmiddelen. — Terugbetaling.	1533
25. 9.1996	72	Erdman	* Étudiants jobistes. — Revenus, allocations familiales et cotisations sociales. Jobstudenten. — Inkomsten, kinderbijslagen en sociale bijdragen.	1499

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
--------------------	-------------------------------	--------	------------------------	------------------------

Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises
Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

9. 9.1996	47	Mme/Mevr. Dua	Élevage. — Hormones de croissance pour bovins. Veeteelt. — Rundergroeihormonen.	1534
-----------	----	---------------	--	------

Ministre des Transports
Minister van Vervoer

25. 9.1996	64	Anciaux	* SNCB. — Monopole. NMBS. — Monopolie.	1499
------------	----	---------	---	------

Ministre de la Justice
Minister van Justitie

6. 2.1996	97	Foret	Commissions d'évaluation. Evaluatiecommissies.	1535
7. 3.1996	119	Erdman	Protection de la vie privée. Bescherming van de persoonlijke levensfeer.	1538
3. 5.1996	149	Boutmans	Levée de la prohibition du mariage. Ontheffing van het huwelijksverbod.	1539
1. 8.1996	186	Mme/Mevr. de Bethune	Prisons. — Télévision. — Participation aux frais. Gevangenispen. — Televisie. — Bijdrage in de kosten.	1540
29. 8.1996	194	Anciaux	Trafic d'armes international. Illegale internationale wapenhandel.	1541
13. 9.1996	202	Mme/Mevr. Thijs	Mouvements de jeunesse. — Poursuites pénales engagées contre des moniteurs. Jeugdbewegingen. — Strafrechtelijke vervolging van jeugdleiders.	1542
18. 9.1996	203	Olivier	Contrôles routiers à l'occasion desquels l'on constate la consommation de cannabis. Verkeerscontroles waarbij het gebruik van cannabis wordt vastgesteld.	1542
18. 9.1996	204	Verreycken	* Collaboration de magistrats à des émissions télévisées de tribune politique. Medewerking van magistraten aan TV-uitzendingen door derden.	1500
18. 9.1996	205	Olivier	* Fonds spécial de l'État pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. — Paiement des frais d'enterrement. Bijzonder fonds tot hulp van de Staat aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden. — Betaling van begrafeniskosten.	1500
19. 9.1996	206	Anciaux	* Sectes axant leur action sur des enfants. Sekten die zich op kinderen richten.	1500
25. 9.1996	207	Boutmans	* Prisons. — Contrôles d'urine. Gevangenispen. — Urinecontroles.	1501
25. 9.1996	208	Olivier	* Internet. — Jeux de hasard électroniques. Internet. — Elektronisch gokken.	1502
25. 9.1996	209	Boutmans	* Entrave à la circulation. — Article 406 du Code pénal. Belemmering van het verkeer. — Artikel 406 van het Strafwetboek.	1502

Ministre de la Fonction publique
Minister van Ambtenarenzaken

25. 9.1996	37	Loones	* Boyau de la mort. Dodengang.	1502
27. 9.1996	39	Anciaux	* Hébergement des fonctionnaires européens. — Coût pour l'État belge. Huisvesting van de Euroambtenaren. — Kostprijs voor de Belgische Staat.	1503

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
4.10.1996	41	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1543
11.10.1996	42	Mme/Mevr. de Bethune	Gestion du personnel. — Services publics fédéraux. — Informatisation. Personeelsbeheer. — Federale overheidsdiensten. — Informatisering.	1544
18.10.1996	44	Mme/Mevr. de Bethune	Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1545

Ministre de la Défense nationale
Minister van Landsverdediging

7. 6.1996	39	Destexhe	Envoi des F16 dans l'ex-Yougoslavie. Zenden van F16's naar ex-Joegoslavië.	1545
6. 9.1996	54	Devolder	FBA. — Régiment des carabiniers. — Service de la garde. BSD. — Regiment karabiniers. — Wacht.	1546
25. 9.1996	56	Loones	* Boyau de la mort. Dodengang.	1503
4.10.1996	58	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1546

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre
Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

19. 9.1996	41	Anciaux	* Équateur. — Développement agricole. — Projet Tractebel. Ecuador. — Landbouwontwikkeling. — Tractebel-project.	1504
19. 9.1996	42	Anciaux	AGCD. — Cellule antifraude. — Comité supérieur de contrôle. ABOS. — Antifraudecel. — Hoog Comité van toezicht.	1547
6.10.1996	43	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1548

Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et
Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement,
adjoint au ministre de la Santé publique

Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en
Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,
toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

13.12.1995	11	Anciaux	Services de remorquage privés. — Abus. Privé-takeldiensten. — Misbruiken.	1550
6. 9.1996	39	D'Hooghe	Régime financier applicable aux travailleurs employés par un CPAS en vertu de l'article 60, § 7. De financiële regeling van werknemers tewerkgesteld bij een OCMW in het kader van artikel 60, § 7.	1553
20. 9.1996	41	Mme/Mevr. Nelis- Van Liedekerke	Ralentisseurs de circulation. — Priorité. Verkeersdrempels. — Voorrang.	1552
6.10.1996	42	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1549
4.10.1996	43	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du secrétaire d'État. De gezinsdimensie van het beleid van de staatssecretaris.	1549